

Merci à Slim Bagga et Sadri Khiari pour leurs précieux éclairages. Un grand merci également à Bethsabée Beessoon.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site

www.editionsladecouverte.fr

où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-5262-6

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© **Éditions La Découverte, Paris, 2009.**

Introduction

Leila Trabelsi, l'usurpatrice

En trente ans de règne, Habib Bourguiba a fait de la Tunisienne l'incarnation d'une incontestable modernité. Porté en 1956 par la victoire qu'il avait obtenue sur le colonisateur, le « combattant suprême » promulgua le code du statut personnel. Il s'agissait, pour le fondateur de la Tunisie indépendante, de soumettre le droit de la famille aux principes universels dont il avait été nourri lors de ses études à Paris. Mais l'entreprise « féministe » avait aussi une tout autre portée : elle s'inscrivait dans une politique visant à soumettre le religieux au politique, à marginaliser les oulémas, à tourner le dos aux tribunaux religieux et à supprimer la grande université islamique de la Zitouna, héritière du Bey et symbole d'une reproduction des élites anciennes.

Ce texte fondateur était porteur d'une véritable révolution : abolition de la polygamie, du tuteur matrimonial, élimination d'un droit de la contrainte vis-à-vis des femmes, instauration du divorce judiciaire, libre consentement des

futurs époux, légalisation de l'adoption. Au pays du jasmin, les Tunisiennes en effet étudient, travaillent, aiment, divorcent, voyagent avec une liberté rarement atteinte dans l'histoire du monde arabe et musulman. Les femmes représentent aujourd'hui un quart de la population active. Soit, à titre d'exemple, un tiers des avocats et jusqu'à deux tiers des pharmaciens.

Dans les années qui suivent l'indépendance, Bourguiba a maintenu le cap. Le droit à la contraception fut affirmé en 1962 et la possibilité d'avorter en 1965 - soit dix ans avant la loi de Simone **Veil** en France. Son interprétation du Coran fut toujours libérale et ouverte. Dardant la foule de ses yeux bleus, place de la Casbah à Tunis, le combattant suprême prenait un malin plaisir à boire un jus d'orange en plein mois de **ramadan**... Bourguiba n'a pourtant pas pu aller au bout de son entreprise. Le fondateur de la Tunisie moderne a dû faire quelques concessions aux fractions les plus traditionnelles de la société. Ainsi la dot a été maintenue, à titre symbolique (elle est fixée à un dinar). Mais surtout, face à la naissance de courants islamistes, le régime de Bourguiba marque le pas. Le danger politique vient à l'époque de la gauche marxiste et, tout comme ce sera le cas au Maroc sous Hassan II et en Algérie sous Chadli, le pouvoir tunisien fait quelques concessions aux fondamentalistes. Au VI^e congrès de l'Union des femmes de Tunisie en 1976, Habib Bourguiba déclare ainsi : « Il n'est pas nécessaire que la femme exerce des activités rémunérées hors de son foyer. »

Ces retours en arrière ont été d'autant plus facilités que jamais les mesures de Bourguiba n'ont été précédées d'un véritable débat dans la société tunisienne, mais octroyées par le Prince, d'en haut. « Le féminisme d'État bourguibien, écrit Sophie Bessis, est limité, dès l'origine, par les bornes

qu'il s'était fixées. Le respect de la norme patriarcale [...] tempère une très réelle volonté de modernisation ¹. »

La place des femmes, ou l'exception tunisienne

L'héritage de Bourguiba sur les femmes a survécu à son effacement de la scène politique. Le successeur du combattant suprême, le général Zine **el-Abidine** Ben Ali, a eu l'intelligence tactique de ne pas remettre en cause cette exception tunisienne. Sous son règne qui débuta en 1987, lorsqu'un Bourguiba malade et sénile fut victime d'un « coup d'État médical », la place de la femme a été confortée, voire renforcée. « Depuis 1993, poursuit Sophie Bessis, tout un argumentaire sur la singularité tunisienne a été peaufiné en prenant pour axe la politique **féminine** ². » Au plus fort de la répression sanglante contre le mouvement islamiste, le 9 février 1994, et alors qu'Amnesty International dénonçait la torture systématique dans les prisons, qui aurait fait une quarantaine de morts, « **une** journée de la femme tunisienne était organisée à Paris : "Une modernité assumée, la Tunisie" ».

Certes, Ben Ali, ce « voyou de sous-préfecture », comme l'a qualifié l'écrivain Gilles **Perrault** ³, n'a guère brillé - c'est le moins que l'on puisse dire - par le respect des droits de l'homme, la transparence économique ou l'instauration d'un pluralisme politique. Mais le général qui préside aux

¹ Sophie BESSIS, « Le féminisme institutionnel en Tunisie », *Clion* 9, 1999.

² *Ibid.*

³ Gilles PERRAULT, préface à Nicolas BEAU et **Jean-Pierre Tuquoi**, *Notre ami Ben Ali. L'envers du miracle tunisien*, La Découverte, Paris, 1999.

destinées du pays a fait du statut des femmes un bouclier contre les attaques qui pourraient venir de ses amis et alliés occidentaux. Dès son premier discours, il a confirmé sa volonté de ne pas toucher aux droits des femmes. En 1993, une série d'améliorations a été apportée au code du statut personnel. Ainsi le devoir d'obéissance de l'épouse **a-t-il** été aboli. Observons que le régime de Ben Ali, pour autant, fait preuve lui aussi d'une certaine prudence sur ce terrain miné : jamais il n'interviendra sur la question de l'héritage, ni sur celle du père comme unique détenteur de l'autorité familiale.

Comment les Européens pourraient-ils s'en prendre à un chef d'État qui revendique un « statut remarquable » pour la femme tunisienne ? N'est-ce pas plus essentiel de combattre, comme il le fait, le port du voile en Tunisie que de pinailler sur la torture, la corruption et l'arbitraire ? Preuve parmi d'autres de l'efficacité de cette posture, le directeur de *L'Express*, Denis Jeambar, a d'ailleurs résumé la doctrine officielle des élites politiques françaises en affirmant en novembre 2001, d'une formule choc qui fera date, choisir « Ben Ali contre Ben Laden ».

Mais ce « féminisme d'État », désormais **instrumentalisé**, constitue un cadre idéal pour laisser émerger des personnalités féminines fortes et ambitieuses. Sur la scène politique tunisienne, des femmes occupent et ont occupé une place décisive au cœur du pouvoir. Ainsi les deux épouses des présidents qui se sont succédé depuis 1957 à la tête du pays, Habib Bourguiba et Zine Ben Ali, ont joué - et **joue** encore pour la seconde - un rôle central auprès de leur époux. Un peu à la façon d'une Eva Perón pour Wassila Ben **Ammar**, la compagne de Bourguiba pendant trente-sept ans. Et plutôt sur le mode moins glorieux d'une **Elena** Ceausescu

pour **Leila** Trabelsi, l'épouse du général Ben Ali depuis 1992. Nulle part ailleurs dans le Maghreb, en Afrique et plus généralement dans l'ensemble du monde arabe, des femmes n'ont eu une telle visibilité politique.

Ces Tunisiennes ont-elles exercé un vrai magistère politique ? N'ont-elles été que des alibis pour conforter un pouvoir finalement ambigu sur la question féminine ? Ou, pire, ont-elles été « prises en otage », comme le suggère l'Association tunisienne des femmes démocrates, pour légitimer un régime qui serait resté autocratique ? C'est ce débat que ce livre prétend ouvrir, en examinant à la loupe la personnalité, le parcours et les objectifs de Leila Trabelsi, épouse Ben Ali.

Soulignons au passage que, dans la résistance face au régime tunisien, ce sont également les femmes qui tiennent la vedette. L'avocate des têtes brûlées et bête noire du régime, Radhia Nasraoui, et la militante des droits de l'homme **Sihem** Bensedrine sont deux figures emblématiques d'une opposition divisée, hésitante et émasculée par le harcèlement incessant du pouvoir. Malgré son cabinet dévasté, les policiers devant son domicile et ses enfants intimidés, Radhia Nasraoui résiste. Malgré la prison, les brimades et la censure, Sihem Bensedrine témoigne envers et contre tout.

De Wassila Ben Ammar à Leila Trabelsi

Pour autant, ni les **personnalités** ni les parcours de Wassila Ben Ammar et de Leila **Trabelsi** ne sont comparables. Intrigante **certes**, **servant** les intérêts

financiers de sa famille assurément, Wassila épaula Bourguiba, le soutient et ne vit qu'à travers les combats de son époux. En revanche, **Leila** Trabelsi, malgré une apparente discrétion, prétend aujourd'hui à un véritable partage du pouvoir. Sa famille n'est-elle pas devenue le parti le plus puissant du pays ? Et le sérail, où elle a conquis la première place, ne tient-il pas lieu d'État ?

Progressivement, Leila et les siens ont fait main basse sur l'économie, comme nous le démontrerons dans cet ouvrage. Leurs méthodes brutales font davantage penser au gouvernement du Père Ubu qu'à un pouvoir moderne. C'est ainsi une étrange transition qui se jouait à Tunis depuis que se préparait une nouvelle élection présidentielle, prévue pour le **25** octobre 2009 et dont les résultats, connus d'avance, donneraient probablement à Zine Ben Ali un score quasi soviétique, comme à l'habitude (en 2004, il avait été réélu avec **94,49** % des **suffrages**). Leila était en effet bien décidée à jouer un rôle décisif, sinon le premier, dans la succession de son époux miné par la maladie et déjà usé par l'âge, comme le fut Bourguiba à la fin de son règne.

Dans un pays qui a cadennassé la presse et découragé le monde universitaire, retracer la biographie de la première dame de Tunis ne s'impose pas d'emblée. Il a fallu aux deux auteurs dissocier les luttes du sérail des histoires salaces, colportées notamment par une partie de la diaspora en exil. Notre démarche n'a donc pas été toujours simple, alors que vie publique et vie privée se mêlent étroitement au sein du pouvoir. Il nous a fallu tracer des lignes jaunes, au-delà desquelles une curiosité légitime se transformerait en voyeurisme malsain.

Après avoir interrogé de nombreux témoins, dont d'anciens ou actuels proches de Leila Trabelsi et de sa

famille, nous sommes arrivés à une vision nuancée du parcours de la première dame tunisienne. Sa biographie n'est certainement pas une belle romance : cette femme ambitieuse a forcé le destin en usant de toutes les armes qui sont les siennes. Mais rien, pour autant, ne démontre la véracité de certains épisodes scabreux qui traînent notamment sur Internet.

À la fois chef de son propre clan et épouse longtemps dévouée à la cause de son mari, la personnalité de Leila est double. Le personnage incarne les contradictions d'une société écartelée entre tradition et modernité. La femme libre et indépendante que, malgré tout, elle a toujours été, heurte une partie de ce peuple très éduqué, mais tenté parfois par un retour aux valeurs religieuses traditionnelles.

*Plus qu'un clan,
pas encore une mafia*

Mais ce ne sont pas les talents que Leila Trabelsi a déployés pour s'imposer qui sont d'abord en cause dans cet ouvrage. Ce qui est alarmant et choquant chez elle est ailleurs. Cette influence décisive qu'elle a patiemment conquise, avec une intelligence incontestable des rapports de forces au sein du sérail, **elle** s'en est servie, avec sa famille, pour piller la Tunisie. Sur fond de menaces physiques, d'instrumentalisation de la justice, de mensonges d'État. Le clan de Leila Trabelsi est le triste produit et le prolongement spectaculaire de la confusion entre les affaires, la politique et la voyoucratie, instaurée depuis 1987 par le régime du général Ben Ali. On assiste à l'accaparement aussi rapace qu'illégal du bien public par une **camarilla** de **bureaucrates**, de

politiciens, de policiers, de militaires, d'hommes d'affaires et de corrompus. Tous soudés par l'allégeance à la première dame.

Les Trabelsi constituent ainsi plus qu'un simple clan, mais pas encore une mafia. De façon générale, leurs hommes de main menacent leurs adversaires ou leurs concurrents dans le partage des commissions, les jettent parfois en prison, les font tabasser au coin d'une rue, mais exceptionnellement ils les font assassiner ou disparaître. Pour commettre leurs frasques, Leila et les siens s'abritent derrière un État. Quelques diplômés et autres experts en complet veston, nommés par le palais de Carthage, manient en effet parfaitement les idiomes du FMI et les contraintes de l'Union européenne. La cohabitation qui s'est peu à peu installée avec son époux laisse au président Ben Ali les clés de l'appareil sécuritaire, les grands dossiers diplomatiques et les arbitrages ultimes.

C'est pourquoi, malgré les dérives claniques, aux yeux des chancelleries et des experts internationaux la Tunisie continue à représenter un « pôle de stabilité » au Maghreb, surtout si on la compare avec ses voisins libyen et algérien, jugés moins prévisibles et plus fragiles - en particulier l'Algérie, toujours marquée par les séquelles de la guerre civile des années 1990. L'ancrage de la Tunisie à l'Europe, confirmé dès 1995 par un accord de libre-échange, le premier du genre avec un pays du sud de la Méditerranée, renforce cette image favorable. Comment ne pas choyer un pays qui accepte de démanteler ses barrières douanières et de se plier aux oukases du FMI ? Et qui effectue les trois quarts de son commerce avec l'Europe ? Au fond, la France officielle ne pourrait souhaiter mieux comme voisin méditerranéen et arabe. D'où l'extraordinaire indulgence dont

bénéficie « notre ami Ben Ali⁴ », à gauche comme à droite, même si certains, en privé, ne cachent pas dans quelle estime ils le tiennent : « D'abord, Ben Ali n'est qu'un flic. Ensuite, c'est un flic qui est con », a ainsi déclaré Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, à deux journalistes qui l'ont rapporté aux auteurs de ce livre...

À cet égard, la diplomatie du président français, Nicolas Sarkozy, a rigoureusement mis ses pas dans celle de son prédécesseur, Jacques Chirac, qui vantait le « miracle tunisien ». Pas question pour la diplomatie de Sarkozy de dénoncer les frasques du régime, même quand ce dernier porte atteinte aux intérêts français. Comme on le verra, dans le dossier du lycée Pasteur de Tunis, les Français n'interviennent pas pour défendre l'existence d'un établissement francophone renommé. Et, dans l'affaire du yacht d'un banquier français volé par le neveu préféré de la présidente, Imed, la complaisance est la même : au prix d'un subterfuge juridique, ce dernier échappera, à l'été 2009, aux poursuites en France.

« Enrichissez-vous ! »

Peu importe, aux yeux de la classe politique française, que le régime du président Ben Ali ne poursuive plus aucun projet politique construit. Ou qu'il entretienne une sorte de vide politique abyssal, qui reste le meilleur terrain pour le développement des idées fondamentalistes.

⁴ Selon le titre du livre précité de Nicolas Beau et Jean-Pierre Duquol, dont nous reprenons ici quelques informations sur la période 1987-1999

Dans l'atonie des valeurs qui caractérise la Tunisie aujourd'hui, l'argent facile et le luxe ostentatoire qu'incarnent Leila et sa famille sont devenus les seuls modèles de référence. À la façon d'un Guizot s'adressant à la bourgeoisie française sous la monarchie de Juillet : « **Enrichissez-vous !** » La rapidité même de l'enrichissement du clan Trabelsi s'impose à des classes moyennes frustrées et dépossédées, qui s'épuisent dans une course effrénée à la consommation et à l'endettement.

L'été, la jeunesse dorée de Tunis vient s'amuser au Calypso, la boîte préférée du neveu chéri et voleur de yachts, **Imed**. En août 2009, le célèbre DJ David Guetta y faisait vibrer cette belle jeunesse pour un modeste cachet de 35 000 **euros**⁵... Vodka et Champagne coulent à flots. La table au Calypso, 2 000 places au total, coûte entre 1 500 et 4 000 euros ! Le salaire du moindre serveur dans cet établissement luxueux ne dépasse pas les 200 **euros**... C'est dans ce lieu de perdition que, il y a quelques années, un frère de Leila, **Mourad**, a failli mourir d'une overdose. Sexe, drogue **et**... fric.

Le monde des Trabelsi ressemble aussi parfois à celui de Berlusconi, qui a effectué une « visite d'amitié et de travail » à Tunis le 18 août 2009, à l'invitation de Ben Ali. Qui se ressemble s'assemble. Durant l'été 2009 toujours, le ministre des Transports et proche de Leila, Abderrahim Zouari, séjournait en Sardaigne avec une amie, dans un hôtel de la Costa **Esmeralda**, où les amis du Premier ministre italien prennent leurs quartiers d'été. La suite dans ce modeste établissement se loue 2 575 euros la nuitée.

Dans la triste fin de règne qui s'annonce avec la maladie de Ben Ali, Leila Trabelsi et son clan disposent encore de

sérieux atouts. Le premier est l'âge de la présidente, née le 20 juillet **1957**. À cinquante-deux ans, Leila est en pleine santé. De plus, elle connaît intimement, depuis 1987, les arcanes du pouvoir et dispose, dans tous les milieux, d'obligés et de mercenaires. La solidarité de sa famille est sans faille. Le clan a amassé un trésor de guerre suffisant pour acheter les hésitants. Certains des Trabelsi, comme le neveu chéri Imed, cultivent des liens avec les voyous qui pourraient intimider les plus récalcitrants. Enfin, Leila a scellé quelques alliances stratégiques par les mariages qu'elle a voulus et organisés.

Autant d'encouragements pour elle, qui compte bien devenir demain, si son mari disparaît brutalement, la régente de Carthage. Si ce scénario se vérifiait, la Tunisie basculerait de la « si douce dictature » de Ben Ali, selon les mots amers du journaliste Taoufik Ben **Brik**⁶, dans une république bananière. Avec le président actuel, formé à l'école du bourgeoisisme et qui fut militaire, diplomate et ministre, la Tunisie sait encore respecter les formes. De pure façade, le légalisme en vigueur respecte des codes et veille encore à certains équilibres, même si, au plan interne, il harcèle sans retenue ses opposants. Enfin la politique tunisienne tient compte des contraintes externes et cherche à ne pas se fâcher avec ses alliés occidentaux. Autant de précautions qui seraient balayées si les gens de Leila Trabelsi prenaient, demain, définitivement tout le pouvoir à Tunis. Les lois du clan supplantaient définitivement toutes les autres. **Faudra-t-il** en venir, un jour, à regretter le « bon temps » du général Ben Ali ?

5 Emmanuel **MAROLLE**, « Nuits de folie avec David Guetta », *Le Parisien*, 7 août 2009.

6 Taoufik BEN BRIK, *Une si douce dictature. Chronique tunisienne 1991-2000*, I) (et ouverte, Paris, 2000.

Des maîtresses femmes au pouvoir

Avant d'assister au péplum qui, sous le règne de Ben Ali et de Leïla, met en scène un couple cupide, arrogant et gueulard, à la façon des séries égyptiennes, la Tunisie a vibré tout entière, lors des années de l'indépendance, face à l'union mythique de Bourguiba et Wassila. La légende veut que tout ait commencé par un long regard ¹. Le 12 avril 1943, Wassila rencontre, chez un parent, un jeune avocat habité par son combat pour l'indépendance et qui vient d'être libéré de cinq longues années de prison. « J'éprouvais soudain un choc violent, écrit Bourguiba dans ses mémoires, ce fut le coup de foudre. Comment faire face aux graves problèmes de l'heure alors que j'étais pris d'une passion irrésistible ? Je restais déchiré ². »

1 Voir l'excellent travail de Sadri KHIARI, - De Wassila à Leïla, premières dames et pouvoir en Tunisie », *Politique africaine*, n° 95, octobre 2(X)4, p. 55-70.

2 Habib BOURGUIBA, *Ma vie, mes idées, mon combat*, Secretariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, p. 211 (cité par Sadri KHIARI, *loc. cit.*)

Wassila est belle, déjà mariée, mère d'un enfant et militante à l'Union musulmane des femmes de Tunisie. Cette association milite « dans le but d'orienter la jeune fille tunisienne vers l'instruction, la morale » et « d'élever leur niveau culturel, sociale et civique ». Il s'agit surtout à l'époque d'un des principaux relais du mouvement nationaliste en milieu féminin, sous l'égide d'une fille de cheikh, Bechira Ben Mrad. Autant dire que, à l'aube de l'indépendance, l'émancipation des femmes en Tunisie ne se construit pas contre l'islam, contrairement à ce qui s'est passé dans un pays comme la Turquie avec Atatürk.

*Légitimité amoureuse
et valeurs partagées*

L'histoire d'amour qui débute appartient désormais aux mythes fondateurs de la république tunisienne. De son exil à l'île de La Galite, au large de Tabarka, le chef du mouvement national adresse à Wassila de nombreuses lettres. « C'est le cœur battant, écrit-il en janvier 1954 à sa bien-aimée, et la gorge sèche d'une douce sensation que je commence cette lettre, la première après un long silence, une longue séparation qui m'a fait endurer un martyr que les mots ne pourront jamais exprimer. Comment ai-je pu vivre six mois sans toi, voilà le miracle³. » Et aussi : « Tu me pries de déchirer tes lettres ! [...] Je n'en ai pas le courage car tes petits "griffonnages" me font tant de bien, je les aime tant que je ne pourrais jamais me résoudre à m'en séparer. Même s'ils doivent être publiés un jour

- quand nous ne serons plus de ce monde -, on n'y trouvera que l'expression d'un amour honnête, propre et sincère, et cela ne nous diminuera pas dans la mémoire des hommes, ni aux yeux de nos compatriotes. Car cet amour formidable ne nous a pas empêchés, ni l'un ni l'autre, de faire notre devoir vis-à-vis de nos familles et de notre patrie. C'est l'essentiel⁴. »

« Même s'ils doivent être publiés un jour », écrit Bourguiba... Tout amoureux qu'il soit, le fondateur de la Tunisie moderne souhaite que son amour pour Wassila s'inscrive dans l'histoire. Il n'aura alors de cesse d'obtenir qu'elle divorce, afin de l'épouser en 1962, dix-neuf ans après l'avoir connue. Lui-même quitte alors Mathilde, son amour de jeunesse et sa logeuse alors qu'il était étudiant à Paris.

Durant les trente-sept ans que va durer leur histoire amoureuse, Bourguiba et Wassila incarnent, tous deux, la nation tunisienne. Le premier règne, la seconde l'inspire. Wassila, en retrait, épouse les causes du grand homme et les met en musique. Elle est la seule qui peut s'opposer au combattant suprême, calmer ses célèbres colères ou encore rassurer un Bourguiba qui, depuis son accident cardiaque en 1967, est devenu totalement hypocondriaque. Tous les hommes d'État la connaissent et l'apprécient, Kadhafi l'appelle « maman », l'Algérien Chadli a un faible pour elle. « Sans être archaïque ni fermée aux modes occidentales, Wassila reste enracinée dans la tradition, explique l'écrivain et essayiste Sadri Khiari, on a pu la dire belle, mais elle n'a jamais craint les kilos de trop ni les poches sous les yeux. P isture, maintien, type d'élégance, tout rappelle la bonne bourgeoisie tunisoise plutôt traditionnelle. Femme

³ Ibid., p. 334.

* Ibid.

affranchie, certes, mais d'abord l'épouse du **président**⁵. » En Tunisie, on a dit souvent que Wassila était le « seul homme du gouvernement ». On l'appelait même *El Majda*, « la glorieuse ».

Wassila, un « véritable contre-pouvoir »

Les alliances et les retournements de Wassila ont joué un rôle considérable dans le paysage politique, du moins jusqu'à son divorce en 1986. On la voit capable à la fois, au sortir de l'indépendance, de défendre les leaders du monde syndical et, plus tard, de prendre parti contre le tournant « socialiste » conduit par le ministre des Finances Ahmed Ben Salah, de 1961 à 1969. De même, lorsqu'en 1981 le Premier ministre Hédi Nouira est foudroyé par une attaque, Wassila impose son candidat, Mohamed Mzali, contre le favori du moment, Mohamed Sayah. Brusque retournement en 1982, le même Mzali, successeur légal du chef de l'État, devient la cible de la présidente. Wassila va tout mettre en œuvre pour obtenir une révision de la Constitution. Il s'agit à ses yeux de supprimer toute automatie dans la transmission du pouvoir. Cette femme de tête monte au créneau, sans craindre de contredire Bourguiba : « Avec la Constitution telle qu'elle est, déclare-t-elle à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, la continuité est artificielle et le risque d'un rejet populaire n'est pas exclu. Le peuple tunisien respecte Bourguiba, mais la véritable continuité sera assurée lorsque l'œuvre de Bourguiba sera poursuivie

5 Sadri KHIARI, « De Wassila à Leïla, premières dames et pouvoir en Tunisie », *loc. cit.*

démocratiquement par un président élu^{6...} » Et *Jeune Afrique* d'expliquer : « Elle incarne un véritable contre-pouvoir. La seule opposition efficace en Tunisie, c'est Wassila. Elle fait et défait les gouvernements et les ménages. »

Ce jour-là, Wassila a sans doute franchi la ligne jaune, comme le raconte l'ancien ministre Béji Caïd **Essepsi** ⁷. L'**estocade** est portée par la propre nièce de Bourguiba, **Saïda** Sassi, qui s'empresse d'amener à son oncle l'entretien de Wassila à **Jeune Afrique**. Bourguiba se précipite à la clinique Ioufik à Tunis où elle subit un traitement. « **Je** t'avais **montré** ce texte, se défend Wassila. — Non, jamais ! Jamais ! Cette fois, tu as dépassé les bornes et je ne te pardonnerai pas. »

La lutte continue au sein du sérail. Mohamed Mzali reprend l'offensive et limoge le protégé de Wassila, Taher Belkhodja, alors ministre de l'Information. Quelques mois plus tard, en décembre 1983, le déclenchement de la « révolte du pain » fait vaciller le régime. Mohamed Mzali enfonce le clou et démissionne un second fidèle de la présidence, Driss Guiga, ministre de l'Intérieur, accusé de ne pas avoir su faire face dans la tourmente. C'est à ce moment-là qu'il le général Ben Ali, relégué en Pologne comme ambassadeur, revient à Tunis et est nommé directeur de la Sûreté en octobre 1985 - poste qu'il conservera après sa nomination comme ministre de l'Intérieur en avril 1986. Sa carrière se poursuivra alors contre les protégés de Wassila.

■ **en Afrique**, 28 février 1982. Quelques mois plus tard, Habib Achour, le chef de l'UGTT, comme bien souvent à la première dame, confiait au **même journal** : « Je suis pour la **non** de la Constitution, de manière à ce que tous les candidats qui le souhaitent puissent se présenter librement... » (*Jeune Afrique*, 11 août 1982).

■ ■ ■ ■ ■ Essi psi, *Bourguiba le bon grain et l'ivraie*, Sud Éditions, Tunis, 2009

Après cet ultime bras de fer, la présidente ne retrouvera jamais la confiance de son époux. Elle quitte la Tunisie pour se faire soigner aux États-Unis. Le 11 août 1986, Bourguiba lui téléphone à Washington : « Tu es divorcée. » Son départ va précipiter la chute du chef de l'État. La nièce de Bourguiba et rivale de Wassila, Saïda Sassi, s'installe au palais de Carthage. Le ver est dans le fruit. À soixante-cinq ans, Saïda devient la maîtresse du général Ben Ali.

Saïda Sassi, de Bourguiba à Ben Ali

À nouveau, lors de cette interminable fin de règne, c'est une femme qui est le maître du jeu. Après la relégation de Wassila, Saïda Sassi veille sur le président, « comme s'il était son propre bébé », prétend-elle. Personne ne peut accéder au vieux chef, fatigué et malade, sans passer par elle. Les Tunisiens avaient surnommé cette femme sans grâce ni classe *Dhiba* (« la hyène »), ou encore *Chlaka* (« la savate »). « Hyène » et « savate », Saïda est la quintessence de la femme d'influence, intrigante redoutable et compagne prévenante qui veille sur les derniers jours du combattant suprême.

À l'époque, la seule tâche qui importe aux yeux du ministre de l'Intérieur, le général Ben Ali, reçu chaque jour au palais de Carthage, est de gagner la confiance de Bourguiba et de le rassurer. Malade, vieillissant, traumatisé par les jets de pierre sur son cortège dans son fief lors des « émeutes du pain » de 1984, le chef de l'État s'inquiète de tout : de l'agitation islamiste, qui est réelle, des soubresauts du syndicat unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), de la montée en puissance de la Ligue des droits de l'homme. La moindre mauvaise nouvelle le met

dans une de ces colères noires que les médecins lui ont tant **déconseillées** pour sa santé.

Ben Ali veille à ce que son alliée du moment, Saïda, ne manque de rien. À chacun des séjours de celle-ci à Paris, l'homme de main de Ben Ali, l'ancien préfet Mohamed Choukri, l'accompagne pour lui remettre une enveloppe de liquide en dollars. Et Saïda, en cette fin de règne, de chanter à son oncle les louanges de son beau et généreux général. **Voici** un homme à poigne qui ne faiblira pas, **explique-t-elle** à un Bourguiba inquiet. Lorsque le chef de l'État est extirpé du palais de Carthage dans sa Mercedes pour un rapide tour de la ville, deux personnages, et deux seulement, l'accompagnent : sa nièce, bien sûr, mais aussi le ministre de l'Intérieur.

Peu après, le 7 juillet 1986, Mohamed **Mzali** est débarqué et s'enfuit sans demander son reste, **via** l'Algérie. **Le t hemin** du palais de Carthage est grand ouvert pour Zine **Ben Ali** et son alliée, Saïda Sassi. Naturellement, comme pour Wassila hier et Leila demain, la presse française **l'entich**e d'elle. Le 6 décembre 1986, Christine Clerc la **présente** dans *Le Figaro Magazine* comme la « passionaria du **mbattant** suprême » : « Pas une seconde, je ne m'ennuie **e< lui**, explique Saïda Sassi, il y a entre nous un tel accord, **•l** une véritable télépathie. Autrefois nous jouions. Il me **prenait** sur son dos, je le prenais sur mon dos. » Voilà un **mi nisme** d'État, façon tunisienne, bien dégradé. Adieu **l' minence** grise, bienvenue à la baby-sitter.

Dans une lettre ouverte au président **Bourguiba**, publiée **■ l 1987**, Mzali s'en prend à la « duègne » Saïda : « Par sa **seule** existence, elle renouvelle le débat cornélien, tant, pour **rat**ériser, **l'analphabétisme** et la **vulgarité se** disputent **l' prééminence**. » Et d'ajouter à **l'adresse** de l'hôte

vieillissant de Carthage : « Ce chaperon imbécile ne perd pas une occasion pour vous ridiculiser, vous qualifiant de son "bébé". »

Durant cette année 1987, l'histoire s'accélère. Un bras de fer s'engage entre les islamistes du **MTI** (Mouvement de la tendance islamique) et le régime. Le 9 mars, le leader des fondamentalistes, Rached Ghannouchi, est arrêté et emmené dans une aile du ministère de l'Intérieur. Jour et nuit, il entend les cris de ses camarades torturés, sans qu'on s'en prenne à lui. Ben Ali, qui prépare son arrivée au pouvoir, ne veut pas insulter l'avenir. Le 5 mai, il est nommé ministre d'État par un Bourguiba qui perd son sang-froid. La pression monte. Au cours de l'été, des bombes artisanales explosent dans quatre hôtels de la région de Monastir, la ville natale du chef de l'État. Tel le Roi Lear, Bourguiba n'est plus que l'ombre de lui-même. Le 2 octobre, le chef de l'État nomme Ben Ali Premier ministre. Un mois plus tard, ce dernier porte l'estocade à celui à qui il doit tout : le 7 novembre au matin, Bourguiba est destitué, officiellement pour raison **médicale**⁸.

Ce matin-là, le vieux président se lève comme chaque jour à 4 heures du matin. Il se rend compte qu'on l'a enfermé dans son palais et comprend qu'un coup d'État a eu lieu. Sa nièce, Saïda, fait mine d'aller aux nouvelles. « Je crois, prétend-elle, que ce sont les islamistes qui ont fait le coup. » Soudain, le discours de Ben Ali est annoncé sur les ondes : « Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée, fondée sur le multipartisme et la pluralité des organisations

8 Durant la nuit du 6 au 7, Mohamed Choukri va quérir le procureur de la République de Tunis, **Hachemi Zammel**, pour qu'il signe le procès-verbal de destitution de Bourguiba. Choukri sera remercié grassement pour ses basses œuvres : Ben Ali devenu président, la Banque du Sud lui vendra à bas prix le siège de Tunis Air !

de masse. » Bourguiba reste très calme et s'adresse à sa nièce dans ces termes : « C'est ton copain qui a fait le coup. » Pauvre Saïda Sassi, à laquelle Ben Ali, devenu président, ne donnera plus jamais signe de vie...

Leila, une icône de la modernité

Au début de sa présidence, en 1988, le successeur de Bourguiba ménage la susceptibilité des religieux. **I** **est** l'époque où il tente d'intégrer une partie des **islamistes**, impose des interruptions de programme à la **télévision** lors des cinq prières et reçoit au palais de Carthage le leader islamiste Rached Ghannouchi, libéré de prison. **L'identité arabo-musulmane** est remise au goût du jour. Malgré l'usage institué sous Bourguiba, les réceptions officielles redeviennent exclusivement masculines ! « L'amélioration du statut des femmes ne fait guère partie [des] **politiques** [de Ben Ali], écrit Sophie Bessis. Pressé de prendre **action** par l'élite libérale dont il a besoin pour asseoir un **pouvoir** encore fragile, il affirme toutefois publiquement **son** attachement au code du statut personnel en 1988, mais **pas** plus. Et la campagne électorale de 1989 voit des **candidats** du parti au pouvoir faire assaut de conservatisme **pour** s'attirer les suffrages de la partie de l'électorat séduite **par** le discours **islamiste**⁹. »

Lors de ces élections en effet, les listes « indépendamment islamisées obtiennent officiellement des **suffrages** – et plus probablement, d'après les **informations** dont nous disposons, autour de 30 %. Du coup, le

pouvoir se retourne contre la mouvance islamiste qu'il avait courtisée. Place au discours d'ouverture sur les femmes. En 1992, le déclenchement de la guerre civile chez le puissant voisin algérien - le pouvoir militaire ayant décidé d'« éradiquer » l'islamisme - et, dans un registre plus mondain, le mariage du chef de l'État avec Leila Trabelsi, qui ne compte pas jouer les potiches, achèvent la conversion de Ben Ali au féminisme d'État de son prédécesseur. Le 13 août 1992, à l'occasion de la fête de la femme, le chef de l'État rompt avec les hésitations des débuts du règne et célèbre « la réhabilitation de la femme, la reconnaissance de ses acquis et la consécration de ses droits dans le cadre des valeurs religieuses et civiles auxquelles notre peuple est fier d'adhérer¹⁰ ».

La propagande officielle fait de Leila, que l'on voit souvent aux côtés de son mari depuis son mariage, une icône de la modernité. L'épouse du chef de l'État est censée incarner la nouvelle femme arabe. La mise en scène est d'abord une question d'apparence physique. « Beauté contemporaine, grande, droite, presque raide, explique Sadri Khiari, Leila n'est point trop maigre comme on aime en Occident, mais point trop enveloppée non plus. Pulpeuse, même¹¹ ! » Habillée chez les meilleurs tailleurs de Paris et Londres, Leila passe ses vacances dans des lieux à la mode, comme Saint-Tropez ou Dubaï.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Sadri KHIARI, « De Wassila à Leïla, premières dames et pouvoir en Tunisie », *loc.cit.*

La « femme tunisienne »

à toutes les sauces

Les activités et les discours de la première dame de Tunisie s'inscrivent, comme il se doit, dans les différents registres de la propagande officielle : place de la femme, modernité, arabité ouverte à la mondialisation, développement de la société civile et dimension sociale-caritative. Leila préside à la fois l'Organisation de la femme arabe (OFM), le Centre de la femme arabe pour la promotion et la recherche, les conférences nationales de l'UNFT (Union nationale des femmes tunisiennes), le Congrès mondial des femmes chefs d'entreprise, l'Association Basma pour la promotion de l'emploi des handicapés. Un vrai inventaire à la Prévert !

Lorsqu'elle s'exprime dans un magazine français, elle choisit, comme en septembre 2006, le mensuel très confidentiel *Arabes*. Et encore ne s'exprime-t-elle, en des termes venus, que sur l'« application du code du statut personnel » et le « rôle des femmes en Tunisie ». Du classique ! Elle en juge : « Le rôle de la femme, explique une Leila au leur de sa forme, est essentiel dans tout processus de changement et de réforme. » Et aussi : « La femme représente un acteur important dans la consolidation de la démocratie. » Et encore : « La Tunisie est entrée dans une ère de femmes qui a placé la femme au cœur de ce mouvement. » En fin : « N'oublions jamais que le progrès passe aussi par la femme. » Dans cet entretien de trois pages qui fera date, termes de « femme », « femme tunisienne » et « femme arabe » reviennent à... trente-huit reprises. Après un tel plaisir, celui qui ne croit pas à la sincérité des engagements du couple présidentiel tunisien serait vraiment de mauvaise

En 2007, Leila célèbre le vingtième anniversaire de l'arrivée de son époux au pouvoir dans le cadre d'une conférence sur « le régime républicain et le rôle de la femme dans l'enracinement des valeurs, de la citoyenneté, et le renforcement du processus de développement ». « La femme tunisienne représente un symbole lumineux de la modernité de notre société, un pilier bien ancré de son identité authentique, un puissant rempart pour nos valeurs et principes civilisationnels séculaires et un bouclier invulnérable face à l'extrémisme, le fanatisme et le repli sur soi. » Quel souffle ! À Abou-Dhabi, le 11 novembre 2008, Leila Trabelsi devait appeler à la création d'une commission « de la femme arabe de droit international humanitaire ». Et cela afin de soutenir les « efforts internationaux, régionaux et nationaux en faveur de la protection, du respect et de la diffusion de la culture, du droit international humanitaire au profit de la femme ». Autant de concepts creux, qui reviennent dans sa bouche comme une litanie.

En 2009, les entretiens officiels se multiplient dans la presse tunisienne. Le 24 mai 2009, Leila livre à nouveau ses réflexions sur le « statut de la femme » dans *La Presse*, le journal gouvernemental. Là encore, le terme de « femme » est repris à satiété ; les formules reprennent, à l'identique, les propos des précédentes interventions. La Tunisie - on l'aura compris - est « un pays pionnier en matière de libération de la femme ». Un mois après, le 21 juin 2009, *La Presse* consacre à nouveau sa une à la première dame, sous ce titre quasiment ravageur : « Renforcer la participation de la femme à la modernité des sociétés arabes ».

Pour le reste, Leila Trabelsi reste discrète. La biographie officielle de Ben Ali consacre une seule phrase à son épouse : « Le président Zine el-Abidine Ben Ali est marié et père de

cinq enfants. Son épouse, Mme Leila Ben Ali, est très active dans plusieurs organisations caritatives tunisiennes et internationales œuvrant pour les causes de la femme, de la famille et de l'enfance. » Guère plus, sinon une image où on les voit tous deux déposant leurs bulletins dans l'urne, un jour d'élection.

Une personnalité en trompe l'œil

Nous voici au cœur du double jeu de Leila Trabelsi. Côté cour, un féminisme officiel et convenu, de façade. Côté jardin, les jeux du sérail, auxquels elle excelle. Suprême habileté, la présidente joue admirablement sur les deux tableaux dans un pays qui est le plus occidentalisé et le plus oriental du sud de la Méditerranée. Mélange détonant, qui fait fantasmer sur la Tunisienne, épouse et courtisane, et brouille les cartes.

Son ascension fulgurante, Leila ne la doit évidemment guère aux études, qu'elle n'a pas faites, ni aux métiers les plus sérieux qu'elle a exercés. Elle a d'autres atouts dans son jeu : la patience, l'intuition, la manipulation, le secret, la stratégie, le charme, la séduction - voire le concours de marabouts, longtemps avec l'aide de sa propre mère, « Hajja Nana », disparue en avril 2008. Comme sa mère, la fille est profondément versée dans la superstition, la magie, les maléfices et les sortilèges. C'est la Salomé en elle qui a conquis peu à peu, dans les coulisses, les clés de l'influence, puis peut-être le cœur du pouvoir. Avec une infinie patience, Leila a tissé des liens indestructibles et noué des alliances qui reposent sur l'argent et la parenté. Le clan familial des Trabelsi, constitué de onze frères et sœurs, en est le cœur.

Leila Trabelsi est aussi une marieuse dans l'âme. Matrone à ses heures, la présidente est experte dans l'art de construire des scénarios matrimoniaux. Sa plus belle réussite à ce jour est l'union en 2004 de sa fille Nesrine avec l'héritier de la famille Materi, représentant de la bonne bourgeoisie de Tunis (voir *infra*, chapitre 7). Elle aurait rêvé à des noces entre l'une de ses nièces et le prince Maktoum, numéro un de l'émirat de Dubaï, mais il avait déjà épousé la sœur du roi de Jordanie. Enfin, elle a fait en sorte que son frère aîné et chéri, Belhassen, divorce pour épouser la fille aînée de Hédi Jilani, le patron des patrons tunisiens. Ce dernier en effet, déjà nommé sénateur, pourrait devenir le président de l'Assemblée au lendemain des élections présidentielle et législatives d'octobre 2009 (voir *infra*, chapitre 4). À ce titre, c'est lui qui assurerait l'intérim du pouvoir si Ben Ali venait à disparaître soudainement. Dans cette hypothèse, Leila tirerait les ficelles et serait, comme elle l'espère désormais, le véritable maître du jeu politique.

Une certitude, la présidente apparaît de plus en plus sous les feux de la rampe. *Déjà*, lors de l'élection présidentielle de 1999, Leila, en tailleur rouge, clôture la campagne de son époux devant les dames de la bonne société ; toutes portent un foulard rouge autour du cou ¹². Plus récemment, alors que la santé de Ben Ali semblait s'aggraver, ses deux conseillers les plus proches, le ministre des Affaires étrangères, Abdelwaheb Abdallah, et le secrétaire général de la présidence, Abdelaziz Ben Dhia, ont tous deux été convoqués par la « présidente », pour se voir transmettre le message suivant : « Vous savez comme moi que le président passe par une période dépressive à force de s'être dépensé

sans compter pour le service du pays. Je vous demande par conséquent de le ménager en évitant de l'encombrer par des nouvelles ou des dossiers qui risquent d'aggraver son état. Vous pouvez, en tout état de cause et pour tous les sujets, vous en référer à moi d'abord. Je saurai comment lui présenter les choses. »

Depuis, Leila n'hésite plus à afficher ses réseaux *d'influence*. Elle tient des réunions quasi quotidiennes dans le salon bleu du palais de Carthage avec « ses » ministres et *les* proches. Elle dirige désormais un club de femmes, situé entre La Marsa et Sidi Bou *Saïd*, deux banlieues chics de *l* unis. Ce cercle est fréquenté par des femmes ministres, des militantes du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti au pouvoir, ou encore les proches du clan familial. Du beau monde !

Avec la maladie qui mine Ben Ali, Leila Trabelsi apparaît *comme* « cette veuve noire dont les ambitions ne se réaliseront que grâce à l'affaiblissement physique de son *époux* », que décrit Sadri Khiari. Et si Leila guettait la promotion des métastases présidentielles pour asseoir son pouvoir ? L'as un Tunisien que cette idée n'ait effleuré. Juste *un* des choses pour un président autocrate qui crut insuffisamment aliser le féminisme ? Triste fin de règne, en tout cas, *dans* un pays qui favorisa, malgré tout, l'émancipation des *femmes*.

Le retour du refoulé ?

Plus que tout autre, *Leila Trabelsi* concentre *elle* toutes les peurs et les *haines* de la *société*. *Les-les*, faute de pouvoir s'exprimer dans une presse et des

¹² *Libération*, 23-24 octobre 1999.

médias muselés, se défoulent par la rumeur et sous le couvert de l'humour. Une blague qui circule à Tunis résume bien cet état d'esprit. Zine et Leila sont arrêtés par la police alors qu'ils s'embrassent goulûment dans un **jardin** public. On les conduit devant le juge qui les condamne respectivement à 100 et 200 dinars d'amende pour atteinte aux bonnes mœurs. Alors qu'il s'apprête à déboursier les **100** dinars exigés, Ben Ali se rétracte soudain et demande au président du tribunal : « C'est injuste, pourquoi Leila doit-elle payer une double amende ? — Parce que c'est la loi, répond le magistrat, elle est une récidiviste. »

Essayiste et universitaire, Sadri Khiari a développé une thèse fort intéressante à ce sujet : « En vérité, blagues, rumeurs et médisances contre le personnage de Leila ont plusieurs fonctions. Elles permettent bien sûr de stigmatiser le régime dans son ensemble. Mais c'est elle l'incarnation du mal. À travers elle, c'est la femme que l'on cherche aussi à viser, c'est-à-dire les femmes ¹³. » Leila Trabelsi est issue d'un milieu populaire, qui souffre d'un manque d'éducation. On la moque pour son côté mal dégrossi ; son époux n'est pas en reste de railleries, avec ses cheveux teints et gominés. « Zine et Leila sont des parvenus dont l'ascension sociale serait trop rapide pour des gens du peuple, poursuit Khiari, ce type de stigmatisation, liée à l'origine sociale, est l'expression d'un certain élitisme au sein d'une fraction des classes moyennes tunisiennes. »

Pire, elle travaille, fraie avec les puissants, choisit ses amants, a osé divorcer. Autant de traits prêtés à Leila qui, dans l'imaginaire sexiste tunisien, renvoient non pas à l'idée d'une femme indépendante et maîtresse de son destin, mais

correspondent à celle d'une femme à la vie dissolue. Ce discours revient notamment volontiers dans la bourgeoisie traditionnelle et également chez certains opposants. Pourquoi l'image négative de Leila s'est-elle propagée avec une telle **facilité** ? Ne serait-on pas dans une logique de bouc émissaire, où le bouc serait la chèvre ? Là encore, sans pour autant dédouaner Leila et les siens de leurs turpitudes, Sadri **Khiari** livre une interprétation instructive : « Cette **perception** négative de Leila, qu'elle soit méritée ou pas, a pour Véhicule privilégié un imaginaire sexiste. On lui reproche d'empiéter sur le territoire masculin, le pouvoir et l'argent. **Plus**, elle l'envahit avec toute sa famille. »

Certes, il faut tordre le cou à l'image idéalisée d'un chevalier blanc du féminisme qui s'appellerait Zine **el-Abidine** **Ben** Ali. Et plus question de croire aux clichés officiels qui **l'** ont transformé son épouse en grande prêtresse de la **modernité**. Pour autant, la première dame de Tunisie n'est sans **doute** pas la sorcière maléfique que dépeignent ses **détrac-**teurs les plus virulents. Dans la situation désastreuse que **l'on** connaît le pays, tous les torts ne peuvent pas lui être **imputés**. Après tout, c'est bien le général Ben Ali qui **défi-**gure ce pays depuis vingt-deux ans.

13 Entretien des auteurs avec Sadri Khiari.

Une fulgurante ascension

Qui est Leila Trabelsi ? La fille facile, voire l'ancienne prostituée, que décrivent volontiers les bourgeois tunisiens ? La courtisane issue d'un milieu modeste et prête, pour réussir, à quelques engagements avec la morale ? Ou encore la jeune femme pendante et ambitieuse dont les rencontres amoureuses favorisèrent une fulgurante ascension sociale ? Il est fort délicat, comme on l'a vu, de retracer sa biographie, tant le mineur le dispute aux faits. Et, pour ne rien arranger, il existe en Tunisie, aussi incroyable que cela puisse paraître, une Leila que beaucoup ignorent -, deux Leila Trabelsi.

Le secret des deux Leila

Le nom de Trabelsi étant très répandu au pays du minéralien, rien d'étonnant à ce que Leila Trabelsi ait une homonymie. Mais la véritable surprise, la voici : les deux Leila grandies dans les années 1980, dans des milieux très différents et imparables,

des salons de coiffure aux antichambres du ministère de l'Intérieur. Leurs parcours sont parallèles, leurs destins croisés. D'où les amalgames et les confusions qui vont polluer encore un peu plus la biographie tenue secrète de l'épouse du général Ben Ali.

La seconde Leila Trabelsi a débuté sa carrière avec plus d'éclat que l'actuelle première dame. Au début des années 1980, cette femme séduisante tenait le salon de coiffure Donna, sur la route de La Soukra. Toutes les dames de la bonne société fréquentaient l'endroit. Est-ce là que Leila *bis* se fit quelques relations au sein du pouvoir ? Et qu'elle commença à travailler pour le ministère de l'Intérieur ? En tout cas, elle va jouer alors, pour le compte des services secrets, le rôle d'une *Mata-Hari*. Grâce à ses charmes, selon de bonnes sources, elle s'est introduite dans les milieux libyens.

À l'époque, le colonel Kadhafi avait fort mauvaise réputation en Tunisie. Forte de ses pétrodollars et des ardeurs guerrières de son « guide », la Libye faisait peur aux dirigeants tunisiens. Surtout après les événements du 27 janvier 1980, lorsqu'une quarantaine de Tunisiens entraînés en Libye tentèrent de s'emparer de Gafsa, au sud du pays. L'attaque échoua, mais de nombreuses condamnations à mort furent prononcées. D'où la surveillance incessante que le régime de Bourguiba, aidé notamment par les services secrets français, exerça ensuite sur ce voisin menaçant.

Les Libyens avaient - et ont toujours - la fâcheuse tendance à considérer les femmes « libérées » par Bourguiba comme des femmes faciles. La Tunisie, dans l'imaginaire de certains d'entre eux, serait un lieu de perdition, à la façon du Liban pour les gens du Golfe. L'attrait qu'exerce le pays des tentations n'a pas échappé aux flics de Tunis, qui ont souvent poussé dans les bras des amis de Kadhafi quelques belles

espionnes. Certaines mauvaises langues vont jusqu'à prétendre que Leila Trabelsi *bis* aurait, au départ, travaillé pour le *Compte* du régime libyen, avant d'être retournée par les services tunisiens. Hypothèse plausible : elle est née en Libye et elle possède le double passeport. Son nom, Trabelsi, signifie « *originaire* de Tripoli ».

En tout cas, elle avait ses entrées au ministère de l'Intérieur et fit connaissance, dans ces années-là, de tous les grands flics tunisiens, y compris le général Ben Ali. Ces accointances *impliquent* qu'elle soit devenue, à la fin des années 1980, la maîtresse de Mohamed Ali Mahjoubi, surnommé Chedly Hammi par le premier cercle de ses amis. Ce haut *fonctionnaire* devait devenir le premier directeur de la Sûreté du président Ben Ali, puis son secrétaire d'État à la Sécurité. Mais Chedly et sa Leila *bis* dérangeaient. La future présidente, elle, *n'était* pas encore officiellement mariée : elle n'était que la *maîtresse* de Ben Ali. Comment supporter ce double qui lui *renvoyait* sa condition de femme illégitime ? Et comment *porter* ce miroir déformé de son propre passé ? Le président *Ben Ali* insista alors auprès de Chedly Hammi pour qu'il cessât sa relation avec sa maîtresse. Après le refus de ce dernier, *l'histoire* tourna mal.

En 1990, le secrétaire d'État et sa douce sont *arrêtés*, jetés *en prison* et condamnés pour « intelligence avec Israël ». Le *successeur* de Chedly Hammi au secrétariat d'État à la Sécurité, *Ben Ali* ; anzaoui, un protégé de la présidente, fait le siège des *services* français. Il lui faut à tout prix que ces derniers lui fabriquent *des preuves* de cette coopération avec les Israéliens. Dans *ses fameux* carnets du général Philippe Rondot, conseiller spécial *de* France des ministres de la *Défense* *successifs*, figurent *également* à cette époque des *rendez-vous* avec Ganzaoui. *Ben Ali* ne peut *rien* faire pour lui, confiait le *général* *Rondot* à un

l'un de ses contacts tunisiens, cette histoire d'espionnage pour les Israéliens est totalement inventée. »

Deux ans plus tard, Chedly Hammi sort de prison. Ben Ali le fait venir au palais de Carthage. « Je suis désolé, lui dit-il, on m'avait induit en erreur. » Il n'empêche que la seconde Leila, elle, a disparu dans les sables du désert. Personne, à Tunis, n'a plus de nouvelles d'elle. La triste vie de l'homonyme de Leila y est devenue un sujet tabou.

De l'agence de voyages au secrétariat de direction

Née en 1957 dans une modeste famille nombreuse, la future épouse du général Ben Ali a grandi à Khazenadar, près du Bardo à Tunis. D'autres se souviennent que la famille Trabelsi a vécu à El Hafsia, un des quartiers les plus délabrés de la Médina. Son père vendait des fruits secs et sa mère élevait les onze enfants. Avec le brevet en poche, la jeune Leila entre à l'école de coiffure de la rue de Madrid. Elle fit ses premières armes « Chez Wafa », une coiffeuse de la place Barcelone. En 1975, à dix-huit ans, elle rencontra un certain Khelil Maaouia, alors patron de l'agence Avis sur la route de l'aéroport. Folle amoureuse, elle se maria, avant de divorcer trois ans plus tard. « Mon mari passe son temps à la chasse, se plaignait-elle, il ne s'occupe pas de moi. »

C'est l'époque où Leila a été embauchée à l'agence Voyage 2000. Son propriétaire, Omrane Lamouri, possédait également, aux environs de Tunis, l'Hôtel des Colombes. L'agence se trouvait au cœur de la capitale à l'Immeuble central, une galerie marchande à deux pas de l'ambassade de France. Leila découvrit le milieu des hommes d'affaires, voyagea un peu,

fluvrit au vaste monde. Femme indépendante, elle roulait déjà dans une petite Renault 5. Elle sortait beaucoup et ses amies de l'époque en parlent avec sympathie, disant d'elle qu'elle était toujours disponible pour faire la fête ou aller à la plage. Ce qui lui vaudra, dans la Tunisie populaire, le surnom de « Leila Gin », en raison de son goût supposé pour cette liqueur alcoolisée. En règle générale, Leila est toujours restée discrète sur ses relations amoureuses.

À ses heures perdues, elle se livre alors quelquefois à des petits trafics douaniers entre Paris et Rome. Une initiative qui lui permet d'arrondir ses fins de mois et de briller devant ses collègues aux revenus plus modestes. Hélas, elle se fait prendre un jour la main dans le sac et se voit retirer son passeport. Elle appelle à une puissante relation, Tahar Mokrani, un des piliers de la création, lors de l'indépendance, du ministère de l'Intérieur. Ce dernier intervient. Serait-ce à cette occasion que Leila aurait été reçue par Ben Ali, directeur de la Sûreté de décembre 1977 à avril 1980 ? Selon plusieurs témoignages que nous avons recueillis, ce serait le cas. De toute façon, cette première rencontre n'aura guère de suite. En janvier 1980, les événements de Gafsa vont être fatals pour le directeur de la Sûreté, accusé de négligence. Le général Ben Ali est relégué en Pologne comme ambassadeur.

La rencontre qui va véritablement bouleverser la vie de Leila Trabelsi est celle de Farid Mokhtar. Cultivé, féru d'art, animant le Club africain de foot de Tunis, le concurrent de L'Espérance sportive de Tunis, cet industriel dirigeait la Société tunisienne des industries laitières (STIL), une grande entreprise d'État. Enfin, il était le beau-frère de Mohamed Mzali, Premier ministre. Grâce à Farid, Leila fut embauchée comme secrétaire de direction à Batimat. Cette société était une des innombrables filiales de la Société tunisienne de banque,

alors présidée par l'oncle de Farid, Hassan Belkhodja, qui fut un proche de Bourguiba et le premier ambassadeur à Paris de la jeune République tunisienne, avant de devenir ministre puis banquier. On se retrouvait très loin du monde de l'école de coiffure et de l'agence de voyages. En compagnie de Farid Mokhtar, la jeune Leila va découvrir la bonne société de Tunis.

Climat de terreur à Tunis

Leur liaison durera trois ou quatre ans, jusqu'à ce que Farid y mette un terme. En 1984, le général Ben Ali rentre de son exil en Pologne. Très épris de Leila, qu'il revoit rapidement, il l'installe dans une confortable villa sur la route de La Soukra. Elle cesse toute activité et vit dans l'ombre de Ben Ali, nommé ministre de l'Intérieur par le Premier ministre Mohamed Mzali. Tous deux nourrissent désormais les mêmes ambitions. « Sois patiente, nous serons bientôt au palais de Carthage », lui dit-il un jour, alors qu'il doit la quitter pour un rendez-vous urgent.

C'est l'époque où les relations se tendent dans l'entourage de Mohamed Mzali entre clans rivaux. Le premier comprend l'épouse de Mzali, son beau-frère Farid Mokhtar et quelques ministres. Le second clan est animé par le proche conseiller de Mzali et ministre de la Fonction publique, Mezri Chekir, originaire de Monastir comme Bourguiba. À ses côtés, le ministre de l'Intérieur, ainsi que les frères Kamel, Raouf et Slaheddine Eltaief, fidèles entre tous à Ben Ali. Ces cousins éloignés du président tunisien ne lui ont jamais ménagé leur soutien. Le plus politique, Kamel, aura été du haut de son mètre soixante le principal artisan de la carrière de Ben Ali. C'est lui qui, en 1984, est parvenu à le faire revenir de son exil en Pologne, grâce notamment à ses liens avec Mezri Chekir.

Très vite, Farid Mokhtar se sent menacé par Ben Ali. Et il a raison ! Est-ce en raison de son appartenance à un clan opposé ? De sa liaison passée avec Leila ? Ou des deux ? En tout cas, Ben Ali prépare un dossier de corruption contre lui. Le climat se gâte. En mai 1986, une réunion du Parti socialiste destourien a lieu à Ras Djebel, près de Bizerte. Farid décide de s'y rendre. À 3 heures du matin, Mohamed Mzali reçoit un coup de fil à son domicile. À l'autre bout du téléphone, Ben Ali lui-même : « Monsieur le Premier ministre, votre beau-frère a eu un grave accident de voiture, il a été hospitalisé sur la route de Bizerte. » Deux heures plus tard, un appel du ministre de l'Intérieur au Premier ministre : « Farid Mokhtar est décédé. »

Le lendemain, Mohamed Mzali se rend, comme chaque jour, auprès de Bourguiba. « À quelque chose malheur est bon, On s'apprêtait à arrêter votre beau-frère pour lui demander des comptes sur sa gestion de la STIL », explique le chef de l'État à son Premier ministre. Dans l'entourage de l'ancien amant de Leila, personne aujourd'hui ne croit à un accident. Ce jour-là, c'était pas son chauffeur habituel qui conduisait Farid à la route. Après l'accident, celui-ci a été conduit dans un hôpital spécialisé pour les maladies pulmonaires, totalement inadapté à son état. Enfin, lors de l'enterrement, le général Ben Ali ne prend pas la peine de présenter ses condoléances à l'épouse de Mohamed Mzali, sœur de Farid Mokhtar.

Les sept familles qui pillent la Tunisie

Dans les années qui suivent l'accession au pouvoir de Ben Ali, les proches du pouvoir font des affaires lucratives. Mais personne ne prétend au monopole sur

l'ensemble des transactions et des commissions : les clans familiaux se taillent de belles parts d'un gâteau qu'ils se divisent entre eux.

Pour les trois frères Eltaief, issus comme Ben Ali d'une famille originaire de Hammam Sousse, le 7 novembre 1987 est un jour béni. Kamel Eltaief joue dès lors le rôle de « président bis », recevant chaque matin, dans les bureaux de la rue de Beyrouth au cœur de Tunis, les principaux ministres du gouvernement. Dans son sillage, ses deux frères font des affaires. La famille Ben Ali bénéficie également de quelques prébendes. Pas un frère, pas une sœur du nouveau président qui ne reçoivent une petite gâterie. Moncef, le frère préféré, se lance dans le trafic de drogue et laissera, dit-on, 4 millions de dinars de dettes auprès des banques. Kais Ben Ali, le fils du frère aîné, s'octroie le monopole des alcools à Sousse et fait main basse sur le free-shop de Monastir.

Les trois filles issues du premier mariage de Ben Ali avec Naïma Kéfi ne sont pas oubliées. L'aînée, Dorsaf, épouse Slim Chiboub. L'avènement de son beau-père au palais de Carthage est pour lui pain bénit : fils d'un simple greffier, « Monsieur gendre » jouit d'un traitement de faveur dans l'attribution des terrains et des marchés. Ainsi bénéficie-t-il de gros marchés pharmaceutiques et de beaux terrains - qui lui seront repris plus tard. Slim Chiboub est connu pour ses appétits démesurés. Les patrons de la chaîne de grandes surfaces Auchan vont ainsi reculer devant ses exigences et renoncer à s'installer en Tunisie. En revanche, Slim Chiboub réussira en 2001 à installer un hypermarché Carrefour sur un terrain, sis à La Soukra, que les domaines de l'État lui ont rétrocédé à un prix symbolique. De 1989 à 2004, le gendre du président présidera également aux destinées de L'Espérance sportive de Tunis (EST).

La deuxième fille, Cyrine, épouse en 1996 Marouane Mabrouk. Lui hérite de la concession de Mercedes Tunis et elle prend la haute main sur le Net en Tunisie. Et Dieu sait si le secteur, totalement fliqué, est sensible ! Un centre du ministère de l'Intérieur à Salammbô, dans la banlieue de Tunis, traque le moindre message non autorisé. Les Mabrouk se voient également attribuer le logement de fonction traditionnellement attribué au directeur de la Sûreté nationale, une splendide villa du quartier chic du Belvédère. La troisième fille, Ghazoua, mariée à Slim Zarrouk, bénéficiera également de quelques laveurs, notamment à l'occasion de la privatisation de certaines entreprises publiques (comme la Société nationale d'élevage de poulets, acquise à bon compte à la fin des années 1990 par Slim Zanouk, puis revendue au prix fort)...

Dans un libelle qui circule en 1997-1998 sous le manteau I l'unis, il est question des « sept familles qui pillent la Tunisie ». Ce document fort bien informé décrit le fonctionnement des clans familiaux autour de Ben Ali qui se partagent entre amis les terrains, les contrats et les usines. D'où l'opposition, au début des années 1990, de cette garde rapprochée du président à l'arrivée de tout nouvel intrus. Kamel Eltaief et Slim Chiboub s'opposent ainsi résolument aux projets d'union de Ben Ali avec Leila.

Hélas pour eux, les noces ont lieu en 1992. Peu après, Kamel Eltaief a voulu braver la nouvelle présidente et faire de la fête à l'occasion de son fils un événement mondain - car Ben Ali et Leila n'avaient pas encore de progéniture mâle. Résultat, plusieurs hommes publics qui avaient commis l'erreur d'accepter cette invitation ont été immédiatement limogés : le ministre de la Santé, le directeur du Tourisme, le président de Tunis Air se livrèrent au chômage¹. Le règne de Leila au palais de

Carthage débutait. En 1996, les locaux de Kamel Eltaief, dans la zone industrielle de La Soukra, furent incendiés par une vingtaine d'individus masqués. Le pouvoir le soupçonnait d'y entreposer des dossiers compromettants sur les turpitudes de Leila. Officiellement, l'enquête de police n'a pas permis de connaître l'origine de l'incendie. Depuis, Kamel Eltaief n'a plus jamais été reçu au palais de Carthage. Seuls ses liens anciens avec les Américains le protègent d'un mauvais coup.

Un boulevard pour les Trabelsi

Pendant les quatre années qui ont suivi le mariage en 1992 de Leila avec Ben Ali, le clan Trabelsi s'est fait relativement discret. À partir de 1996, leurs appétits se manifestent de manière plus ostensible et vont progressivement sonner le glas des ambitions des Eltaief, Mabrouk ou Chiboub. Cette année-là, le frère aîné et bien-aimé de Leila, Belhassen, met la main sur la compagnie d'aviation qui va devenir Karthago Airlines. C'est lui qui devient le pivot des affaires financières de la famille, comme on le verra dans le chapitre 4.

Le verrouillage commence, car les Trabelsi ne sont pas partageurs... Pas un secteur qui ne leur échappe ; pas une transaction avec un groupe étranger dont ils ne sont parties prenantes ; pas un beau tenain, ou presque, sur lequel ils n'ont des vues. Et personne, dans le clan, n'est oublié ! Après Belhassen, Moncef ! Cet ancien photographe de rue a connu une belle carrière. Dans le passé, la Société tunisienne de banque lui a consenti un crédit pour devenir agriculteur. Son premier fils, Houssein, a créé une association, la Jeunesse musicale de Carthage, qui a la réputation de ne pas honorer ses contrats. Le deuxième, Moez, et le troisième, Imed - le neveu préféré de

Leila -, ont eu à partir de 2008 de sérieux ennuis avec la justice française dans la fameuse affaire des yachts volés (voir *infra*, chapitre 5). À Tunis, Imed fait la loi. D'un coup de fil, il peut faire embastiller un adversaire ou au contraire libérer un trafiquant. Personne ne se risquerait à s'opposer frontalement à ce protégé du palais.

Une des sœurs, Djalila, est devenue la reine des buvettes, qu'il s'agisse de celle de l'école HEC à Carthage ou de celle de l'École nationale d'architecture. Son époux, El Hadj, qui possédait un kiosque à essence, est devenu entrepreneur dans l'immobilier. Un de ses immeubles est loué au ministère des Transports, qui a été contraint de lui signer un bail avantageux.

Beaucoup de ces coups tordus se font sans l'aval du président. En 2002 encore, Ben Ali tentait de maintenir un semblant d'ordre. Ainsi, cette année-là, réunissait-il les principaux membres de la famille Trabelsi : « Si vous voulez de l'argent, soyez au moins discrets. Trouvez des hommes de paille et des téles écrans. » En d'autres termes, professionnalisez-vous ! Le conseil qui ne semble guère avoir été suivi, comme on le verra dans les chapitres suivants. Arbitre impuissant, le président tente parfois de taper du poing sur la table. Ainsi, en 2006, les industriels se plaignent des produits de contrefaçon produits de Chine avec la bénédiction des Trabelsi. Lors d'un conseil des ministres, le président interpelle le ministre du Commerce et de l'Artisanat, Mondher Znaidi : « Alors, Monsieur le ministre, j'entends dire que des containers de contrefaçon arrivent de Chine ? — C'est-à-dire, lui répond l'autre, je ne suis pas au courant, les douanes dépendent du ministère des Finances. » Pas question de prendre le moindre risque de contrarier Madame la présidente...

Le parcours de Foued Cheman, fils d'un grand industriel du textile et multimillionnaire, est exemplaire de ce gâchis.

Voici une des grandes figures du monde patronal obligée, en 2004, de prendre le chemin de l'exil forcé vers les États-Unis, avec son épouse et ses deux enfants.

Dès l'arrivée de Ben Ali, Slim Chiboub, un des gendres, convoite le secteur de la friperie que les Cheman dominaient jusque-là. Tout va être fait pour décourager l'héritier de cette vieille famille : corruption d'un de ses associés, convocations répétées, gardes à vue, parodies de procès. Foued Cheman se retire dans la somptueuse villa qu'il s'est fait construire sur la corniche de Sidi Bou Saïd. Après l'assaut des Chiboub, les attaques des Trabelsi. Très vite, Leila a des vues sur la belle demeure des Cheman, où elle installerait volontiers sa fille Nesrine. Des envoyés du palais viennent lui demander de vendre son bien à une « amie de la présidente ». Pas question, répond l'industriel. Mal lui en prend. Le fisc le condamne à payer une amende record de 2 millions d'euros. Foued Cheman décide alors de s'exiler aux États-Unis, non sans avoir loué sa maison à l'ambassadeur d'Irak, avec la bénédiction de l'ambassade américaine.

Sa capacité de nuisance est réelle ; il est le gendre de Mustapha Zaanouni, ancien ambassadeur et ancien ministre, toujours conseiller auprès de l'ONU. Depuis Washington, il menace de lancer des campagnes contre le régime, si ses ennuis ne cessent pas. Résultat : les poursuites vont cesser contre lui et les amendes fiscales se perdre dans les sables.

Certains notables tunisiens, qui voient rétrécir de jour en jour leurs marges de manœuvre, sont en tout cas en train de passer de l'exaspération à la résistance. Ce qui fait dire à un diplomate français, qui a vécu longtemps en Tunisie et connaît parfaitement le sérail local : « Dans la succession de Ben Ali qui s'annonce, la bourgeoisie de Tunis ne veut pas d'une solution familiale. » Et donc pas d'une régente nommée Leila...

Cohabitation au palais de Carthage

« Leila Ben Ali dispose de plus de pouvoirs réels que le Premier ministre. Elle peut faire et défaire le gouvernement, nommer ou démettre les ministres, ambassadeurs, P-DG quand bon lui semble. Elle peut enrichir, appauvrir, faire emprisonner ou libérer qui elle veut quand elle le décide. Ces "surpouvoirs" peuvent échoir pratiquement à tous les membres du clan en fonction de la position de chacun dans la hiérarchie clanique établie par Ben Ali. » Ainsi s'exprimaient au printemps 2009 les « Tunisiens mortifiés », un groupe de citoyens parfaitement au fait des turpitudes de Carthage dans une lettre de trois pages. Au menu des réjouissements : le fonctionnement mafieux du système Ben Ali et l'usage du pouvoir par les différents clans Trabelsi et Materi, alliés depuis le début de la révolution en 2004 de Sakhr Materi avec la seconde fille de Leila, Zine, Nesrine.

La lettre missive s'inscrivait dans une tradition désormais créée de lettres anonymes émanant de proches du

pouvoir et postées sur Internet. Ah, les lettres anonymes en provenance de **Tunis...** À chaque fois, une petite bouffée de joie **amère** pour les milieux d'opposants et le bon peuple qui, malgré la censure du Web, parviennent toujours à **s'informer...** La rumeur veut que le président Ben Ali lui-même, accro à Internet, n'en rate pas une.

Autre document anonyme, autres turpitudes. Au printemps 2009, des économistes tunisiens de haut niveau font circuler sous le manteau à Tunis un texte édifiant, intitulé **Limites, coûts et fragilités des performances économiques tunisiennes**, pour dénoncer le clientélisme structurel du régime. « La logique redistributive, expliquent ses auteurs, va ainsi être mise au service de l'État pour compenser le déficit démocratique de ce dernier et lui assurer une certaine légitimité. L'instrumentalisation politique de la logique redistributive va participer à son tour au développement d'une culture d'allégeance politique, en contrepartie des privilèges et des avantages économiques accordés. »

Les Ben Ali, couple infernal

Et nos économistes de se livrer à un exercice d'anticipation des plus pessimistes : « L'État, qui va être confisqué et instrumentalisé par les nouveaux clans mafieux au pouvoir, à la faveur d'une libéralisation économique qui se déroule en l'absence d'une démocratisation de la vie politique et de toute possibilité de contestation et de recours, devrait aussi faire face à de graves problèmes de légitimité. » De fait, le régime est alors bel et bien engagé sur cette voie périlleuse. Et rien ne semble plus freiner le couple infernal que forment Zine **el-Abidine** et Leila Ben Ali. Entre

pression policière, logique clanique, clientélisme et manigances politiques, ils ont réussi à mettre l'État sous leur coupe et celle de leurs clans mafieux, créant ainsi un pouvoir exécutif parallèle et occulte.

13 août 2008 : après des semaines d'absence de la scène médiatique et politique tunisienne pour cause de bouderie contre son époux - qu'elle accusait de ne pas l'avoir aidée à **retrouver** son neveu Imed Trabelsi des griffes de la justice française dans l'affaire du vol de yachts de luxe (voir **infra**, chapitre 5) -, Leila Ben Ali fait sa grande rentrée politique à l'occasion de la « fête nationale de la femme ». Rusée et arriviste, elle s'est choisi deux causes sociales pour exister sur la scène politique nationale et internationale : les handicapés, au travers de l'association **Basma** qu'elle dirige, et - comme on l'a vu - les femmes. Discours retransmis à la télévision nationale, visites médiatisées de centres sociaux... La presse tunisienne aux ordres ne cesse de couvrir Leila d'articles élogieux.

Hélas pour elle, la première dame ne connaît pas le mot de « succès » sur la scène internationale ou même arabe. Elle est certes régulièrement invitée à prononcer des discours sur la condition de la femme lors de congrès internationaux, mais son penchant pour l'intrigue et les complots lui joue de vilains tours. Ainsi, Leila accède en mars 2009 à la présidence de l'Organisation de la femme arabe (OFA),

qu'en 2011 ; et, de ce fait, cette institution a tenu son congrès annuel à Tunis les 25 et 26 juin 2009. Las ! Si l'épouse du roi du Maroc, **Lalla Selma**, a bien fait le déplacement, les stars que sont la reine Rania de Jordanie et Sheikha **Mozah**, première dame du Qatar, ont séché l'événement, car qu'elles sont des militantes assumées de la cause des femmes dans le monde arabe. La raison ? D'une part, le

traitement que Leila Ben Ali a infligé en 2007 à son ancienne amie Souha Arafat, la veuve du leader palestinien Yasser Arafat, en lui faisant confisquer pendant plusieurs mois ses biens et comptes bancaires en Tunisie, mais aussi en la faisant déchoir de sa nationalité tunisienne (voir *infra*, chapitre 6). D'autre part, les premières dames du monde arabe ont très peu goûté les tentatives de Leila Ben Ali de glisser dans le lit du cheikh Maktoum de Dubaï sa jeune nièce, alors même que le riche homme est marié à la sœur du roi de Jordanie...

Elle a également connu des déconvenues politiques dans son propre pays, qu'elle ambitionne pourtant de diriger dans l'ombre. Selon la journaliste Sihem Bense-drine, rédactrice en chef du site web d'opposition Kalima (régulièrement censuré par le pouvoir), Leila a tenté, en 2004 et 2005, de se positionner en vue d'occuper un rôle politique de premier plan : « Nous avons tous relevé que celle que les Tunisiens surnomment la "présidente" s'est mise à prononcer des discours politiques. » À l'époque, la rumeur disait le président Ben Ali en piètre forme physique. Leila Ben Ali a notamment eu l'honneur de lire, en octobre 2004, le discours de clôture du candidat du RCD, en l'occurrence son époux, qui applaudit à tout rompre sa femme. Tel ne fut pas le cas de Nabil Adil, très haut cadre de l'appareil sécuritaire présidentiel et terreur des islamistes. Écœuré de voir Leila sur le devant de la scène du RCD, devinant la future régente, il lâcha haut et fort ce cri du cœur : « C'en est fini de la République ! » Plutôt que la carrière politique de Leila, c'est sa carrière de sécuritaire en chef qui a tourné court : Nabil Adil fut jeté quelque temps en prison pour « corruption ».

Outre certains clans de l'appareil sécuritaire révoltés par le traitement réservé à Nabil Adil - comme ce fut le cas en 1990 après l'embalement du secrétaire d'État à la Sécurité, Chedly Hammi (voir *supra*, chapitre 2) -, des militants et des cadres du RCD se sont également soulevés contre la tentative de Leila de se positionner sur le devant de la scène politique. Ainsi, en avril 2005, des « membres du RCD » publient une ravageuse lettre anonyme sur Internet pour, selon eux, traduire les « sentiments intimes et vrais de l'écrasante majorité des militants du RCD, qui ne se reconnaissent [pas] dans les pratiques de gouvernement médiocres, mesquines et méprisantes que Ben Ali a instituées depuis le 7 novembre ». Et ils racontent dans le détail le « premier acte de désobéissance politique des militants contre un oukase de Zine et de sa femme » : « Celle-ci ayant propulsé l'une des animatrices de son association "caritative" Basma [comme] secrétaire générale du comité de coordination de Ben Arous¹, les militants de la région se sont dressés comme un seul homme pour récuser cette nomination et sont allés jusqu'à se barricader à l'intérieur du siège du comité, en signe de refus résolu d'une telle supercherie et d'une telle insulte à leur dignité de militants ! Et Ben Ali de reculer. Il a surtout peur d'une contagion. »

Effectivement, dans les mois qui ont suivi, après ces levées de boucliers dans l'appareil sécuritaire et au sein du RCD, et plus encore dans les milieux de l'opposition légale au président, Leila Ben Ali a préféré faire marche arrière et se rabattre sur la cause des femmes. En apparence. Dans les faits, l'épouse du président n'en joue pas moins un véritable rôle politique. Surtout depuis qu'elle a acquis le statut

¹ Les comités de coordination sont des structures clés du RCD au niveau régional.

de « mère » en donnant naissance en février 2005 au seul enfant mâle du couple Ben Ali, Mohamed Zine el-Abidine, surnommé le « petit prince » et dont le président est littéralement fou².

Quand Leila fait et défait les carrières

Une anecdote en dit long sur le pouvoir de nuisance de Leila. Mohamed Jegham affiche le CV d'un homme de confiance du président (comme Zine, il est originaire de Hammam Sousse) : ex-ministre de la Défense, ex-ministre de l'Intérieur et ex-conseiller spécial de la présidence, doublé d'une réputation d'homme plutôt probe. Ce qui ne l'a pourtant pas protégé des foudres de Leila. En 2007, il a jugé utile de prévenir le président Ben Ali que la famille Trabelsi versait un peu trop dans la corruption et le racket. Mal lui en a pris ! Leila eut vent de ses propos et le malheureux se retrouva « exilé » comme ambassadeur à Rome, avant de se voir proposer le même poste à Pékin, ce qu'il refusa, préférant faire valoir ses droits à la retraite et se lancer dans le business.

Mais la spécialité de Leila Ben Ali reste la prédation économique au profit des siens. Dix-sept ans après son mariage avec Zine, il semble loin le temps où elle se réunissait avec son clan dans le salon bleu du palais présidentiel de Carthage pour se demander sur quel bien immobilier il fallait faire main basse... « Aujourd'hui, Leila Ben Ali voyage, fait

des affaires à l'international et place ses amis. Elle a ordonné aux administrations de la prévenir dès qu'un projet supérieur à un million de dinars (environ 600 000 euros) est en gestation », souligne le journaliste et opposant réfugié à l'étranger, Hichem Bagga. « Si une affaire l'intéresse, c'est ensuite elle qui décide quel membre de sa famille en bénéficiera. Elle sert d'arbitre, dispatche, par exemple entre Imed, son neveu, et Sakhr Materi, son gendre. À ce titre, elle fait office de marionnette du système mafieux qui s'est installé en Tunisie », poursuit-il.

Et le président Ben Ali ? Les observateurs du sérail s'accordent pour estimer que si ce « superflic » s'occupe du sécuritaire avec un penchant pour la lecture de notes émanant de ses services de renseignements sur telle ou telle personnalité, il écoute néanmoins ses conseillers, réputés compétents, pour la gestion des grands équilibres macroéconomiques du pays, ainsi que pour les questions diplomatiques. Les avis divergent en revanche quant à son rôle politique. Ainsi, la trilogie anonyme intitulée « Atmosphère délétère au palais de Carthage », publiée en 2006 sur le site Web Tunisnews, mentionne : « Et Zine ? Que devient-il, le pauvre, dans tout cela ? En même temps qu'on lui prépare, mine de rien, un linceul, Ben Dhia et les membres du clan à la tête duquel officie Leila, sont aux petits soins. Ils lui passent ses crises, ses sautes d'humeur, précèdent ses désirs, dissimulent ses haines contre tous ceux dont ils veulent avoir la peau, l'isolent de ceux dont ils redoutent les influences, à telle sorte que, durant les quelques heures par jour de répit que lui laisse l'intensif traitement hormonal qu'il subit au cours desquelles il a l'impression d'être le "président", il ne fait pas autre chose qu'exécuter, à son insu, les plans de son successeur... »

² De l'union de Ben Ali avec Leila Trabelsi, en plus de Mohamed Zine el-Abidine, sont nées deux filles : Nesrine, née en 1986, qui a épousé Sakhr Materi en 2004 ; et Halima, née en 1992.

Dépassé, l'ami Zine ? Pas pour la journaliste Sihem Bensedrine, qui, d'un mot cruel, estime que, si Leila passe le plus clair de son temps à tisser des complots et à manigancer, le président Ben Ali garde la main : « Si elle arbitre entre les membres de son clan, son époux, lui, arbitre entre les différents clans qui composent le pouvoir. Il a toujours cherché à ce qu'on le perçoive comme un recours. Ça ne le dérange donc pas que Leila soit perçue comme la "méchante" par l'opinion publique. Il joue à se faire passer pour la victime de sa propre épouse. »

Abdelaziz Ben Dhia,
l'homme des missions secrètes de Ben Ali

Pour parer aux éventuels mauvais coups de Leila, le président Ben Ali peut toujours compter sur un fidèle d'entre les fidèles, qui ne convoite pas son poste : Abdelaziz Ben Dhia, ministre d'État, conseiller spécial auprès du président de la République et porte-parole officiel de la présidence. On ne compte plus les services que ce fin juriste - il est agrégé de droit civil -, qui a débuté sa carrière politique sous Bourguiba, a rendus à Zine el-Abidine Ben Ali. C'est en effet lui qui a géré la révision constitutionnelle de 2002 instaurant légalement la dictature. Non seulement celle-ci a accru les pouvoirs déjà excessifs du président et lui a garanti une immunité à vie, mais, surtout, elle a rendu légalement possible une présidence à vie en levant l'interdiction d'exercer plus de trois mandats successifs. C'est encore Ben Dhia qui, deux ans plus tard, a coordonné la campagne électorale de Ben Ali, candidat à sa propre succession. Et c'est toujours lui qui sera à la manœuvre pour

concevoir et faire voter la loi du 27 septembre 2005 octroyant d'exorbitants privilèges aux « présidents de la République dès la cessation de leurs fonctions », ainsi qu'à leur famille en cas de décès. Votée dans la hâte alors que les rumeurs les plus alarmantes circulaient sur l'état de santé du président, elle a été conçue sur mesure pour protéger Leila et sa progéniture en cas de disparition de Zine³.

Homme des missions délicates et secrètes pour le président Ben Ali, Abdelaziz Ben Dhia a également été dépêché lux côtés de Leila pour lui porter assistance lorsque, en quête de respectabilité et de compétences pour exercer une éventuelle régence, elle préparait par correspondance sa maîtrise de droit public de l'université de Toulouse, en 2006. C'est aussi lui qui est aujourd'hui mandaté auprès de Sakhr Materi, le gendre préféré du président, pressenti comme son successeur à terme, pour le déniaiser politiquement.

En guise de remerciement, Ben Ali a offert à son fidèle serviteur une carrière à la hauteur de son dévouement et de sa loyauté. Avant de devenir conseiller spécial de la présidence, Abdelaziz Ben Dhia a été ministre de la Défense pendant cinq ans, puis secrétaire général du RCD de longues années durant, ce qui lui a permis de faire la pluie et le beau temps dans le parti-État en favorisant, selon ses détracteurs, la nomination de cadres originaires, comme lui, du Sahel.

Hélas, les plus belles carrières ont aussi une fin. En juin 2009, Abdelaziz Ben Dhia est transporté en urgence absolue à la clinique du Lac, où il est pris en charge par le professeur Habib Thameur, cardiologue. Ben Dhia vient de faire une mauvaise chute dans sa salle de gymnastique et

■ Kamel LABIDI, « La longue descente aux enfers de la Tunisie », *Le Monde diplomatique*, mars 2006

s'est cassé deux côtes. Mais le drame n'est pas là : sa chute a très vraisemblablement été causée par une crise cardiaque. Depuis, l'éminence grise de Ben Ali fonctionne au ralenti.

Abdelwaheb Abdallah,
« *majordome de la famille Trabelsi* »

Les malheurs de Ben Dhia ravissent un autre homme : son éternel rival Abdelwaheb Abdallah, ministre des Affaires étrangères et proche de Leila Ben Ali, qui passe en 2009 pour être l'homme fort de Carthage. Après avoir convoité le poste de Premier ministre, ce Mazarin tunisien se verrait bien en successeur de Ben Ali, malgré une carrière qui a connu quelques trous d'air.

Après avoir été nommé ministre de l'Information en septembre 1987, il est « exilé » comme ambassadeur à Londres, de 1988 à 1990. Les raisons de cet éloignement demeurent mystérieuses, même si une version plausible circule depuis des années à Tunis. Abdelwaheb Abdallah est en effet un parent éloigné de Saïda Sassi, la nièce et confidente du président Bourguiba, mais aussi, on l'a vu, responsable de nombreuses intrigues qui ont terni la fin de règne du combattant suprême. Et ce serait lui qui, en 1987, aurait prévenu Zine el-Abidine Ben Ali, alors Premier ministre, que le président Bourguiba allait le limoger le 9 novembre, après une violente dispute entre les deux hommes survenue trois jours plus tôt, parce que le vieux président avait découvert que Ben Ali n'avait pas son baccalauréat et l'avait copieusement insulté : « Mais tu es un général âne ! » Abdallah était en effet bien placé pour recueillir les confidences du vieux président, qui n'avait plus toute sa tête : à 16 heures tous les jours, il lui lisait la presse. Dans ce

contexte, Ben Ali pourrait très bien avoir décidé d'éloigner quelque temps Abdallah de Tunis, pour le protéger d'éventuelles représailles de fidèles du président Bourguiba.

Lorsqu'il revient à Carthage, Abdelwaheb Abdallah accède d'ailleurs au poste de ministre conseiller et porte-parole du président de la République, des fonctions qu'il occupera treize années durant et qui lui permettront de tisser sa toile à tous les échelons de l'appareil d'État. Puis, rebeldie en novembre 2003 : les attributions de porte-parole lui sont brutalement retirées et confiées à... Abdelaziz Ben Dhia. Abdallah conserve néanmoins un bureau au palais présidentiel. « À l'époque, se souvient le journaliste Slim Bagga qui dirigeait alors le mensuel *L'Audace*, des informations nous étaient parvenues faisant état d'une immense colère du président Ben Ali envers son conseiller. Le P-DG de la Société générale, Daniel Bouton, avait demandé à rencontrer Ben Ali en personne après que la banque française, qui avait racheté l'Union internationale de banques (UIB), eut découvert que des chiffres avaient été falsifiés avant le rachat. L'administratrice de cette banque tunisienne n'était autre qu'Alya Abdallah et son mari n'aurait pas transmis à Ben Ali le message de Daniel Bouton. » Malgré cet impair de taille, au début de l'année 2005 Abdelwaheb Abdallah est nommé ministre des Affaires étrangères, alors que l'Union diplomatique ne fait guère partie de ses compétences.

L'homme est surtout réputé pour être un as de la désinformation et du verrouillage des médias. Des compétences acquises dans ses précédentes fonctions. Après avoir été professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), il a dirigé l'agence de presse officielle TAP et le groupe I « Presse. « C'est un manipulateur-né qui gère l'image extérieure de la Tunisie. Sa principale réussite, ce sont toutes ces personnalités étrangères qui font de belles déclarations sur le

pays », souligne Sihem Bensedrine. Autre fait d'armes : l'organisation sous l'égide des Nations unies du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui s'est honteusement tenu en novembre 2005 dans une Tunisie où la liberté d'expression est **inexistante**⁴.

En bon stratège machiavélique qu'il est, Abdelwaheb Abdallah a su nouer très tôt une alliance avec les Trabelsi, qu'il sert dans l'ombre, comme s'en souvient Slim Bagga : « Au milieu des années 1990, il n'était pas rare qu'il accompagne Leila visiter les biens immobiliers et les terrains qu'elle convoitait à Tunis et dans sa banlieue. » Dix ans plus tard, c'est avec tout le clan que le ministre des Affaires étrangères s'acoquine sans vergogne. À ce sujet, des membres du sérail qui ont publié une dévastatrice lettre anonyme sur Internet au printemps 2009 resituent bien le personnage au sein des « limaces » de l'appareil d'État qui exécutent les desiderata de la mafia au pouvoir : « Il s'agit généralement de conseillers à la présidence, un quarteron de ministres aux ordres, une poignée d'ambassadeurs en poste dans les capitales névralgiques, ainsi que des responsables d'entreprises publiques et d'institutions financières nationales. Le plus emblématique de ces personnages est bien entendu Abdelwaheb Abdallah, majordome de la famille Trabelsi et ministre de l'Information et des Affaires étrangères à ses heures perdues. Il agit en duo avec son épouse née Gorgob, qui porte une double casquette de "bonne en chef" du même clan et de P-DG de la Banque de Tunisie, suite à un **hold-up** mémorable que seule la scène

4 Les journalistes étrangers subissent également les foudres des autorités. En novembre 2005, l'envoyé spécial du quotidien *Libération*, Christophe Boltanski, qui enquêtait sur un tabassage de militants des droits de l'homme, a ainsi été roué de coups de pied, poignardé dans le dos par quatre individus en plein Tunis et s'est fait voler ses notes, sous le regard de policiers impassibles.

financière tunisienne est capable de produire. » En effet, en mai 2008, le frère de Leila, Belhassen Trabelsi (voir chapitre suivant), devenait administrateur de la Banque de Tunisie peu de temps après qu'Alya Abdallah en eut été nommée P-DG, en dépit de son passage calamiteux à la tête de l'Union internationale de banques (**UIB**), propriété de la Société générale.

*Conseillers occultes
et appareil sécuritaire :
les piliers du régime*

Le pouvoir exécutif parallèle peu à peu instauré par le couple Ben Ali s'appuie également sur les nombreux conseillers de la présidence : une quarantaine environ, qui fait sans doute de la Tunisie l'un des pays où l'on compte le plus de conseillers présidentiels au mètre carré. Sans eux, la Tunisie ne donnerait pas l'illusion d'être correctement gouvernée. Ils fonctionnent comme un gouvernement parallèle, reléguant les ministres au rôle de figurants du journal télévisé, qui retransmet chaque mercredi des images du conseil des ministres. « Tous les matins, ils envoient aux ministres concernés leur programme de travail et décident de l'ordre du conseil des ministres », ironise Slim Bagga.

Les noms de ces conseillers, comme leurs visages, sont pour la plupart inconnus du grand public. Parmi les plus importants, on peut citer le colonel Mohsen Rehaïem, directeur général du protocole présidentiel, le général Ali Sériati, conseiller directeur de la Sécurité présidentielle⁵, et Tahar

Originaire de la ville de Kairouan, le général Ali Sériati a donné quelques fraveurs en 2008 à ceux qui craignent un coup d'État destituant Zine el Abidine Ben Ali au cours du troi-

Fellous-Refai, directeur général au ministère de l'Intérieur. Méchamment surnommé le « monstre noir » par ses détracteurs, il est, en sa qualité de directeur de la coopération internationale et des relations extérieures de son ministère, plus particulièrement affecté à la surveillance des opposants réfugiés à l'étranger, qui le vouent aux gémonies.

Le cercle des conseillers de la présidence comptait également en 2009 deux médecins influents. Hedi Mhenni, ancien ministre de l'Intérieur et secrétaire général du RCD, semblait le mieux placé pour succéder au superconseiller Abdelaziz Ben Dhia, fortement diminué depuis sa crise cardiaque. Quant à Mohammed Gueddiche, cardiologue et médecin personnel du président Ben Ali, il cumulait en outre les casquettes de membre du comité central du RCD, maire de Hammamet et conseiller auprès du président de la République, sans oublier un grade de général de division.

Surtout, ni le président Ben Ali ni son épouse n'auraient pu se maintenir toutes ces années au pouvoir sans la protection d'un appareil sécuritaire dédié à désamorcer les complots fomentés à l'intérieur du système et à maintenir une chape de plomb répressive sur la société civile. Tout au long de sa carrière, Zine el-Abidine Ben Ali est d'ailleurs passé maître dans l'exercice de basses et nobles œuvres de police et de renseignement.

Le jeune Ben Ali a en effet été formé pendant une vingtaine de mois aux États-Unis, à l'École militaire supérieure de renseignement et de sécurité de Baltimore. À son retour

sième trimestre, son fils, **Mourad Sériati**, a connu une ascension fulgurante au sein de la Garde nationale, celle-là même qui avait déposé le président Bourguiba en 1987. Certains, qui observent que la Sécurité compte de nombreux **Kairouanais** dans ses rangs, se demandent même si Mourad Sériati ne jouerait pas un jour les Habib **Ammar**, du nom du général qui a commandé cette fameuse Garde nationale de janvier 1984 à novembre 1987 et qui a donc tenu un rôle clé dans le coup d'État du 7 novembre 1987.

en Tunisie, devenu commandant, il est nommé directeur adjoint, puis directeur, de la Sécurité militaire à l'état-major. Après un « exil » politique comme attaché militaire à l'ambassade de Tunisie au Maroc, celui qui est entre-temps passé colonel est catapulté directeur de la Sûreté nationale à la fin des années 1970. Cette nomination fait de lui un **superflic** » - qu'il est depuis resté dans l'âme, en dépit d'un détour au début des années 1980 comme ambassadeur en **Pologne**. Le général Ben Ali retrouve en effet, le 29 janvier **1984**, son poste à la tête de la direction nationale de la Sûreté nationale, avant d'être promu secrétaire d'État puis ministre de l'Intérieur en 1986 et Premier ministre en octobre 1987.

Encore aujourd'hui, Zine el-Abidine continue de **s'appuyer** sur le ministère de l'Intérieur, qui constitue l'ossature de l'appareil **sécuritaire** ⁶. Ce « superministère » emploie **environ** 145 000 policiers - pour un peu plus de 10 millions de **Tunisiens** - et se compose pour l'essentiel de deux directions générales : la police et la Sûreté nationale. Cette dernière comprend les « sections spéciales » que sont la DST, les **enseignements** généraux, les services techniques du **espionnage**, la Documentation, la direction des **Relations extérieures** et les Aigles noirs (équivalent tunisien du **français**). La police s'occupe, elle, des affaires publiques **courantes**, ainsi que de la circulation automobile.

Dans certains domaines, le niveau élevé de compétences **l'appareil** sécuritaire n'est plus à prouver. C'est notamment du flicage de l'Internet, que le régime Ben Ali a toujours

....l'empêche pas de nourrir une véritable **paranoïa** envers d'éventuels **ennemis** qui **pourraient** comploter contre lui. Ainsi, **après** avoir fait emprisonner **Nabil Abid**, haut **de** la Sécurité présidentielle, le président a exigé que, **pour** chacun de ses déplacements, **l'équipe** qui assure sa sécurité à l'aller ne **soit pas** la même au retour...

considéré comme un danger sérieux, n'hésitant pas à mettre en place une cyberpolice de 600 personnes installée dans la banlieue de Tunis. Ainsi, en 2005, l'ONG de défense de la presse Reporters sans frontières (RSF) écrivait au sujet des cybercenseurs tunisiens : « Le président Ben Ali, dont la famille dispose d'un monopole sur l'exploitation du réseau, a mis en place un système très efficace de censure d'Internet. Toutes les publications de l'opposition tunisienne sont bloquées, de même que de nombreux sites d'information - comme le quotidien français *Libération*. Les autorités cherchent par ailleurs à dissuader les internautes d'utiliser des *webmails*, plus difficiles à surveiller que les comptes mails classiques (par Outlook, etc.). Accéder à Yahoo ! mail à partir d'un cybercafé tunisien peut prendre vingt minutes et, souvent, se terminer par un message du type "Délai de connexion dépassé" ou "Page non trouvée" ⁷. »

Le RCD, parti-État dédié au culte de Zine

Autre institution détournée au profit exclusif du couple Ben Ali et des clans qui l'entourent : le parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) ⁸. Tout n'a pourtant pas commencé sous les pires auspices pour celui-ci. Avant même la tenue de son congrès fondateur de 1988, des élections sont organisées en interne.

7 REPORTERS SANS FRONTIÈRES, « Les champions de la censure sur le net », <www.rsf.org> 14 septembre 2005.

8 Créé en 1920 sous le nom de Parti libéral constitutionnaliste tunisien ou Destour, rebaptisé Néo-Destour en 1934 à la suite d'une scission, puis Parti socialiste destourien (PSD) trente ans plus tard, le mouvement n'est devenu le RCD qu'en février 1988, manière de « concrétiser les orientations de l'ère nouvelle ».

Elles permettent de renouveler 62 % des cellules locales et entre 70 % et 80 % des cadres au niveau national ⁹. Place aux jeunes et aux technocrates, qui poussent dehors les vieux politiciens du PSD finissant. Malheureusement pour la démocratie tunisienne, l'embellie n'a pas duré et ce, en dépit de l'engouement que suscitait alors le RCD auprès des Tunisiens. Le nombre de militants a en effet augmenté de 50 %, passant de un million environ en 1986 à 1,5 million en 1987 ¹⁰.

Mais, un an à peine après la prise de pouvoir de Zine el-Abidine Ben Ali, « des comités de quartier, sous l'emprise conjointe du ministère de l'Intérieur et du RCD, sont mis en place ¹¹ ». Objectif : encadrer les citoyens au niveau local. Vingt et un ans après la naissance du RCD, le parti continue de maintenir sous sa coupe la population. Sous prétexte d'édifier une « Tunisie nouvelle » et de mettre en œuvre le changement, des milliers de comités de quartier et de cellules de base continuent de quadriller l'ensemble du pays et les Tunisiens vivant à l'étranger.

Si du temps du combattant suprême le parti du président produisait des cadres dignes de ce nom qui intervenaient dans le débat politique, il n'en est plus rien aujourd'hui. Véritable coquille vide idéologique, le RCD l'est transformé au fil des ans en un parti-État dédié au culte de la personnalité du président Ben Ali et à ses scores électoraux à la soviétique. Dans les années 1990, les grands

9 Hélène BRAUN, « À quoi servent les partis tunisiens ? Sens et contresens d'une "libéralisation" politique », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, mars 2006.

Ibid.

Ibid. Précisons que Ben Ali souhaitait financer les 1 000 comités de quartier grâce aux fonds de l'USAID (aide américaine au développement). C'est ce que refusera cette dernière, le Département d'État ayant compris qu'il s'agissait de structures de contrôle de la population.

congrès se penchaient sur des thèmes tels que « Persévérer dans le processus de consolidation du Changement » (1993) ou « L'excellence : une culture, un état d'esprit et un comportement pour accéder au meilleur » (1998). À partir des années 2000, il ne s'agit plus que de « consacrer les choix et orientations tracés par le président Ben Ali pour le présent et l'avenir ».

Le « succès » apparent du RCD auprès de la population - il comptait 2,2 millions d'adhérents en 2008, soit un adulte sur quatre - s'explique d'abord parce qu'il constitue le « meilleur ascenseur social du pays » pour ceux qui n'ont pas d'autre piston, comme l'expliquait en 2008 un cadre du parti à un journaliste de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* enquêtant sur ce **parti-État**¹². En clair, ses adhérents jouissent d'enviables privilèges, allant de l'accès aux cercles du pouvoir pour les entrepreneurs à l'aide humanitaire distribuée par les cellules de base pour les citoyens défavorisés.

Le RCD constitue également un point de passage obligé pour ceux qui veulent exercer une quelconque influence dans le pays. C'est sans surprise que les « personnalités » du régime occupent des postes dans les différentes structures décisionnelles. Ainsi Abdelaziz Ben Dhia et Abdelwaheb Abdallah sont tous deux membres du bureau politique dirigé par le président Ben Ali ; et Belhassen Trabelsi fait partie du comité central - la deuxième plus haute instance du parti après le bureau politique, chargée officiellement de veiller à l'exécution de ses orientations et de sa politique. Signe de la succession qui se prépare, Sakhr Materi, le gendre de Zine et Leila, a été coopté au comité central lors du congrès de juillet 2008.

¹² Samir GHRABI, « RCD, voyage à l'intérieur du parti-État », *Jeune Afrique*, 27 juillet 2008.

Belhassen Trabelsi, le vice-roi de Tunisie

Belhassen Trabelsi n'était personne avant que sa sœur Leila n'épouse Zine el-Abidine Ben Ali en 1992. Comme beaucoup de jeunes **Tunisiens** qui peinaient, dans les années 1980, à décrocher le baccalauréat, il est parti en Algérie pour y acquérir une formation. Il a en l'occurrence suivi les cours de l'École nationale des ingénieurs du bâtiment à Alger. Puis, en 1986, il a **créé** sa petite entreprise avant de se lancer dans le business de clinker, un constituant du ciment. Mais ses affaires n'étaient guère brillantes. Tout changera pour lui **miraculeusement** quelques années plus tard.

Dix-sept ans après le mariage de sa sœur avec le président, le nom de Belhassen Trabelsi est devenu en Tunisie **synonyme** d'impunité. C'est aussi l'un des plus honnis. Du **café** populaire de Kairouan aux salons bourgeois de La Marsa, en passant par les cellules de base du RCD, on **ressasse** à voix basse ses derniers larcins. Et l'on se gausse de ses **mauvaises** manières de parvenu. Un jour, alors qu'il se la

coulait douce sur son yacht à Hammamet, celui que l'on surnomme parfois ironiquement « Monsieur frère » manifesta le désir de fumer ses cigares, qu'il fallait lui ramener de Tunis. Hamadi Touil, son associé et homme de paille depuis de longues années, fut dépêché mais rentra sans le précieux tabac. Mal lui en prit ! Le malheureux fut rossé par Belhassen en personne. Mais on pourrait tout aussi bien évoquer son sans-gêne et sa certitude que tout lui est dû, qui indisposent jusqu'à ses proches collaborateurs. Ainsi, lorsqu'un comptable de sa holding Karthago a eu l'outrecuidance de lui présenter une facture à régler, il a balayé le problème : « Qui t'a demandé de payer ? » Travailler avec un Trabelsi, qui plus est Belhassen, se mérite.

*« Monsieur frère » fait ses emplettes
au patrimoine historique*

Belhassen s'entendant à merveille avec sa sœur Leila et n'étant pas le plus incapable de la fratrie Trabelsi, il en deviendra assez naturellement le capitaine et, surtout, le bras financier. Objectif du clan : détrôner les Mabrouk et autres Chiboub qui, au début des années 1990, régnaient en maîtres sur Carthage et, dans une moindre mesure, sur les affaires. Leila, on l'a vu, parviendra progressivement à les neutraliser (voir *supra*, chapitre 2). Sous son influence et celle de Belhassen, la devise du système Ben Ali deviendra progressivement : « Le pouvoir politique tire sa légitimité d'une assise économique. » Avec Belhassen tapi dans l'ombre de sa sœur régente, les Trabelsi et leurs affidés seront fin prêts pour commettre un hold-up sur le pays.

La « Famille » jettera dans un premier temps son dévolu sur les terrains immobiliers classés au patrimoine historique tunisien. Foi de Trabelsi, déclarés constructibles, ils se revendront à prix d'or ! Leur méthode est imparable, comme le dénoncent dans une lettre anonyme publiée sur Internet en 2005 des cadres en colère du RCD. Ils y racontent dans le menu détail comment Belhassen Trabelsi et deux de ses compères (Hamadi Touil et Hakim H'mila) se sont approprié un vaste terrain agricole surplombant le port d'El Kantara, dans les environs de Sousse - comprenant une grande partie de la forêt de Hammam Sousse -, pour y construire un luxueux complexe résidentiel, la Baie des anges. « Première phase : les trois associés groupés en une société de promotion immobilière dont H'mila est le gérant achètent ce terrain de 34 hectares à ses propriétaires pour 4 millions de dinars. [...] Deuxième phase : par décret rapidement décidé, rapidement conçu et rapidement promulgué, le terrain est déclassé et devient à vocation urbaine. Troisième phase : l'autorisation de lotissement qui prend, normalement, un délai de quelques années, est consentie en trois mois seulement à la société : du coup, la valeur du terrain acquiert une plus-value équivalente à dix fois son prix de vente. Quatrième phase : aussitôt l'autorisation du lotissement obtenue, Belhassen Trabelsi et Hamadi Touil [...] vendent la part à H'mila pour la bagatelle de 42 millions de dinars ! Bien entendu, H'mila ne déboursa pas un seul millime pour payer ses deux associés. Il obtiendra sans aucune difficulté un prêt bancaire conséquent contre lequel il a donné un privilège consistant en un vieux dépôt situé à M'saken et ne valant pas plus de 200 000 dinars ! Ultime phase : Zine El Abidine Ben Ali invité à prendre connaissance du butin. Avant eu vent de son arrivée par la police routière qui l'a délogé, il s'est ouvert sur

L'auto~~route~~ le convoi présidentiel, les autorités régionales se sont mises en état d'alerte et ont cru bon de se préparer à l'accueillir comme il se devait. Peine perdue : elles seront renvoyées sans égards à leurs officines sous prétexte que la visite était privée. De fait, elle l'était. Ben Ali y a acquis, à titre de cadeau bien entendu, le plus beau lot d'une surface de un hectare. ~~Imagine-t-on~~ Habib Bourguiba autorisant, couvrant et profitant d'une opération typiquement mafieuse où les rouages de l'État ont été instrumentalisés sans vergogne pour sa finalisation ? » Sans doute ~~pas...~~

Toujours dans le registre foncier, les Trabelsi ont également profité de la signature providentielle du président Ben Ali pour dépecer un autre bijou du patrimoine tunisien : le palais présidentiel de Skanès, à Monastir. Le bâtiment est chargé d'histoire. Au tout début des années 1990, le roi du Maroc, Hassan II, lors d'un sommet maghrébin organisé à Tunis, avait voulu l'acquérir pour le mettre à la disposition du président Bourguiba, destitué, afin qu'il finisse décemment sa vie. L'opération n'aboutit pas, ce qui n'empêcha guère Zine el-Abidine d'en faire déclasser le parc qui connut un triste sort : il fut divisé en lots de ~~500~~ à 600 mètres carrés où des villas de standing furent construites.

Gare à vos entreprises !

Si Belhassen Trabelsi et sa ~~soeur~~ se sont, dans un premier temps, spécialisés dans la captation de terrains appartenant à l'État, au cours des années 1990 et dans la première moitié des années 2000, « Monsieur frère » se contentait aussi de menu fretin : les petites entreprises des autres. Selon les auteurs, parfaitement informés des turpitudes des

l'abelsi & Co, qui ont publié en 2006 sur Internet une longue lettre en trois épisodes sur « L'atmosphère délétère au palais de Carthage », un pauvre promoteur d'une université privée a fait l'amère expérience des procédés mafieux auxquels Belhassen est susceptible de recourir. Le pauvre homme « a eu le malheur de voyager en compagnie de Belhassen sur un vol de Tunisair et a eu la saugrenue idée de ~~solliciter~~ l'intervention de ce dernier pour l'acquisition d'un ~~terrain~~ afin d'y construire le bâtiment de l'université. Il sera rappelé quelques jours plus tard par l'AFH (Agence foncière ~~d'habitation~~), qui l'informe qu'un terrain de quatre hectares lui a été octroyé, mais au nom de Belhassen Trabelsi ».

Nombreux sont ceux qui ont eu à pâtir des mauvaises ~~manières~~ de Belhassen Trabelsi. Que dire en effet des Maltais qui, en 1998, s'étaient associés avec le frère de Leila Ben Ali pour le lancement de l'hôtel ~~Khamsa~~¹, à Raoued, dans la banlieue nord de Tunis ? Comme l'avait à l'époque révélé le ~~journal~~ *L'Audace*², cet établissement devait être financé à 47 % par un groupe de l'île de Malte moyennant la gestion ~~de~~ cet hôtel pendant dix ans. Le reste se répartissant entre diverses banques et Belhassen Trabelsi. Or, celui-ci dénonça

le ~~contrat~~ de gestion, s'autodésignant au passage directeur ~~général~~ et faisant expulser *manu militari* le directeur nommé par les Maltais. Non content de ce méfait, il s'arrangea de ~~surcroît~~ avec les banques pour devenir actionnaire majoritaire de Khamsa. Cerise sur le gâteau, pour pouvoir construire « son » hôtel, Belhassen a obtenu, *selon L'Audace*, plusieurs hectares des Domaines de l'État à un prix défiant

¹ En arabe, *khamsa* signifie « la cinquième », soit le rang de *Leila* au sein de la fratrie Trabelsi.

² *L'Audace*, n° 47, décembre 1998.

toute concurrence. Jamais à court d'idées pour remplir sa tirelire, il en a même transformé une partie en lots pour un second projet d'immobilier de luxe, la « Résidence des côtes de Carthage ».

Et gare à celles et ceux, surtout les fonctionnaires zélés, qui s'opposeraient au **hold-up** des Trabelsi ou mettraient des bâtons dans les roues de Belhassen. Leila veille dans l'ombre et, d'un coup de téléphone, peut faire embastiller l'imprudent ou, tout au moins, le révoquer. C'est la mésaventure qu'a connue **Hamouda** Belkhodja, maire de La Marsa, limogé en 24 heures avec son conseil municipal pour avoir tenté de faire respecter la loi alors que Leila voulait mettre la main sur un terrain interdit à la vente. Même traitement pour Mohamed Bouaja, ex-P-DG de la banque **UIB**. Il avait osé réclamer le remboursement d'un prêt accordé sans garantie à un membre du clan **Trabelsi...**

L'ancien ministre des Transports Sadek Rabah a, lui aussi, payé cher son acte de rébellion contre Belhassen Trabelsi, comme l'ont dénoncé en 2005 les plumitifs anonymes du RCD précédemment cités. Il s'agit encore une fois d'un hôtel, l'Aldiana, situé à Djerba. Propriété de la compagnie aérienne Tunisair qui se porte au plus mal, il est mis en vente et « l'appel d'offres aboutit à la cession de l'hôtel au plus offrant, qui se trouve être l'inévitable Belhassen Trabelsi. Pour la somme de 9 millions de dinars, dépassant de un million un autre acquéreur potentiel. Aussitôt après, Belhassen procède dans l'urgence à une expertise pour évaluer la valeur réelle de l'hôtel, qu'il établira autoritairement à 3 millions de dinars seulement. Il exige ensuite la convocation d'un conseil interministériel aux fins de réviser à la baisse l'opération de vente et de la valider au niveau établi par l'expertise, soit 3 millions de dinars ». Et c'est là que le

ministre Rabah entre en jeu, « sans doute excédé par tant de rapine », bien qu'il ne soit pas, lui non plus, le perdreau de l'année. Toujours est-il qu'il refuse de cautionner l'opération. « Résultat : il n'est plus ministre. Et la menace **publiquement** proférée contre lui par Belhassen de le "niquer" s'est accomplie. Le pire reste qu'un autre acquéreur que **Belhassen** était prêt à débours 8 millions de dinars pour **heter** l'hôtel Aldiana, ce qui aurait contribué à améliorer la situation financière de Tunisair. »

Un partenariat gagnant-gagnant avec Hédi Jilani

Déjà dans les mois précédant l'élection présidentielle de 2004, la rumeur enflait : Leila avait un plan pour

- mettre sous cloche » Zine, l'enfermer dans une tour d'ivoire et gouverner à sa place dans l'ombre de Carthage.

Pour accomplir ce sombre dessein, elle aurait jeté son dévolu **sur** l'homme qui, à ses yeux, serait doté de toutes les **qualités** pour remplacer Zine à la tête de l'État le moment venu :

■ **Jilani**, le roué patron de l'Utica, l'équivalent tunisien du **Medef**. En 2004, il se disait qu'elle cherchait à le faire **nommer** Premier ministre afin qu'il puisse mieux abattre ses **cartes** en cas de décès ou d'incapacité de Zine à **gouverner**.

■ **En effet**, depuis 2002, en cas d'empêchement provisoire, le **président de la République** peut déléguer ses attributions au **Premier ministre**. À l'approche de la présidentielle de 2009, **le rumeur** repart de plus belle : cette **fois**, **Leila** convoiterait ■ son protégé le poste de président de la **Chambre des députés** : comme le prévoit la **Constitution**, c'est lui qui

assure l'intérim en cas de vacance définitive du pouvoir et ce pour soixante **jours** maximum.

Toujours est-il que, très tôt, les Trabelsi se sont empressés de nouer une alliance avec Hédi Jilani, issu d'une famille bourgeoise qui s'était enrichie dans le textile. Pour parvenir à ses fins, la « Famille » n'a pas hésité à recourir à un mariage arrangé. À la fin des années 1990, Belhassen divorça de sa première femme pour épouser en secondes noces Nefissa Jilani, la fille aînée du patron des patrons. Hélas, la pauvre n'approuvant pas ce choix, elle s'enfuit à Genève, hoquetant à qui voulait l'entendre que son père « l'avait vendue ». Elle n'avait pas tort : suite à son mariage, papa Jilani a vu une encombrante ardoise de 5,5 millions d'euros auprès de la Banque centrale effacée comme par miracle. Il en va ainsi des jeux du mariage et de l'argent au pays de **Carthage...**

Hédi Jilani maîtrise d'ailleurs cet art à la perfection. Il a, en plus, marié sa cadette à Sofiane Ben Ali, le fils de Moncef, frère du président condamné par contumace à dix ans de prison en France dans le cadre de l'affaire dite de la « couscous connection » (voir chapitre suivant) et décédé depuis. Son fils Hachémi a quant à lui épousé en juillet 2009 un beau parti économique : Nadia Meddeb, la fille du président du club de football L'Espérance sportive de Tunis et du plus important groupe d'agroalimentaire du pays. Leila et Zine Ben Ali ont d'ailleurs passé une tête lors de la soirée de mariage organisée au Palais des expositions **d'El Kram** en présence de 2 500 convives. Pour des raisons de sécurité liées à la venue du couple présidentiel, les invités s'étaient vu attribuer des places numérotées et interdire de se rendre aux toilettes seuls, ce qui n'a pas manqué de faire grincer des dents. À trois mois de la présidentielle d'octobre 2009,

I **anecdote** en dit long sur la paranoïa qui règne alors à Carthage.

Sur le plan financier, l'alliance entre Belhassen Trabelsi et Hédi Jilani a très vite porté les fruits escomptés. C'est l'époque de la saga **Batam**, qui se solda par un retentissant scandale financier duquel les deux compères sortirent néanmoins indemnes. Batam... Nombre de Tunisiens éprouvent aujourd'hui un pincement au cœur à l'évocation du triste **sort** fait à cette célèbre enseigne de distribution qui démocratisa les crédits à la consommation (et contribua à la culture du surendettement qui plombe aujourd'hui les ménages). En 1999, le journal **L'Audace** a eu des informations de première main sur l'« arnaque au marché de la Bourse » qui a permis à Trabelsi et Jilani d'amasser une fortune ¹. Cette opération s'est orchestrée en trois temps. Entre **février** et mars 1999, les propriétaires de Batam, les Ben **Iyed**, cèdent « volontairement » 50 % du capital (soit **150 000** dinars) à Hédi Jilani, Belhassen Trabelsi et **Hamadi Touil**, « acolyte et prête-nom confirmé de ces derniers ». **Puis**, entre mars et mai 1999, Batam se transforme en une **entité** anonyme. Son capital est revalorisé à 10 millions de **dinars** par diverses « manipulations comptables », puis **passé** en 2 millions d'actions à 5 dinars chacune. Enfin, **derrière** étape de ce plan machiavélique, Batam fait alors son **entrée** en Bourse à hauteur de 30 % pour un prix par action **de 10** dinars. En clair, le duo se propose de soutirer au bon **propre** pas moins de 13,8 millions de dinars !

Bien au courant des dérives mafieuses de l'entourage du **président** Ben Ali, le public ne se précipitera pas, contrairement **aux** banques et institutions **financières** publiques. Et

1 | **L'Audace**, n° 54-55, août-septembre 1999.

L'Audace de dénoncer leurs « dirigeants qui se bousculeront à qui mieux **mieux**, certainement sur ordre discret mais péremptoire, pour souscrire à ce "produit miracle" du génie innovateur de l'ère de l'excellence. Ils y engageront volontiers les deniers des contribuables et des épargnants, engraisant bien et d'urgence la mafia et ses acolytes et préservant ainsi leur position et leur poste, ainsi que les avantages qui s'y rattachent, de toute réprimande ». Malgré ces débuts tonitruants, la saga **Batam** finit dans la débâcle, comme le relatait en 2003 sur une radio italienne l'opposant Khémaïs Chamhari : « Du jour au lendemain, on découvre que le niveau d'endettement de Batam est hallucinant. Comment la chose **a-t-elle** été possible ? Elle a été possible parce qu'on n'a pas tenu compte du tout des critères utilisés dans ce cas-là pour accorder des crédits. Les crédits ont été accordés sur la base de pressions politiques et ils ont été utilisés de façon tout à fait opaque. La société s'est retrouvée du jour au lendemain dans une situation qui - pour donner une idée - représente à l'échelle de l'économie tunisienne un peu ce que l'affaire Enron a représenté à l'échelle de l'économie **américaine**⁴. »

Bien sûr, Belhassen Trabelsi fait également cavalier seul. C'est par exemple le cas avec la compagnie aérienne Karthago Airlines, qu'il a créée en **2001** et dont le premier avion a décollé en août **2002**⁵. Outre le transport de passagers, Karthago s'est spécialisée dans une activité fort rentable : le siphonage de la compagnie nationale, Tunisair. Au début de l'année 2008, une lettre anonyme rédigée par un cadre de

Tunisair est postée sur Internet, semant la panique au sein de la direction de la compagnie dirigée par le placide **Nabil Chettaoui**, ingénieur en aéronautique de formation. Les **informations** qu'il révèle (et qui n'ont pas été démenties, y compris après leur publication dans des médias étrangers) **montrent** l'emprise de Belhassen Trabelsi sur l'espace aérien **tunisien** : « Sachez que les repas à bord [de Karthago] sont offerts par Tunisair Catering, les services [d'assistance au **sol**] sont offerts par Tunisair Handling, les frais d'entretien, de maintenance et d'engineering des moteurs des avions sont **la** charge de Tunisair Technics, à telle enseigne que les six **appareils** propriété de Karthago Airlines ont le privilège **d'être** entretenus en priorité, quotidiennement, avant ceux de Tunisair, sur instruction personnelle de Nabil Chettaoui. Plus que ça, il arrive le plus souvent qu'en cas de rupture de **stock** des pièces de rechange chez Tunisair, la pièce **recherchée** sera démontée de l'appareil de Tunisair flanqué au **sol** **remontée** dans le moteur de l'avion de Karthago Airlines. [...] Étant signalé que Tunisair n'a qu'un seul hangar pour l'entretien et la maintenance de ses appareils qui se trouve **à l'aéroport** de Tunis-Carthage et qui ne suffit que pour un **un** avion, il arrive le plus souvent que l'appareil de Karthago Airlines s'opère en quatre ou six heures (avec des **équipes** de mécaniciens de renfort) et deux ou trois, voire **les** **re** appareils appartenant à Tunisair sont en attente de lieux à quatre mois flanqués au **sol**, allant jusqu'à la location **annuelle** d'une moyenne de deux à trois appareils pendant **la** haute saison⁶. »

4 « Tunisie : financement record de l'UE, mais le système financier reste opaque. Interview de Khémaïs Chamhari », Radio radicale, <<http://web.radicalparty.org>>, 24 février 2003.

5 En 2008, Karthago Airlines et sa concurrente Nouvelair ont fusionné et Belhassen Trabelsi a été nommé P-DG du nouvel ensemble.

Quelques mois plus tard, le corbeau de Tunisair **publiait** un autre message SUR Internet où il disait part des réactions en interne suite À la diffusion de sa lettre. Extrait : « Les **membres** du syndicat central de Tunisair ont demandé UNE **audience** d'urgence AVE. [...] Chettaoui. Tenant leur article à la main ET **fort** **argumentés** des **ré** **alliés** au **tr** **ablantes**

Dans ces conditions, pas étonnant que Tunisair connaisse de gros trous d'air. En juin 2009, la société de conseil en Bourse Axis Bourse lui consacrait une étude ainsi qu'à ses neuf sociétés⁷. Elle notait au sujet des comptes consolidés du groupe : « Les réalisations financières [...] se sont détériorées en 2008. Le résultat net part du groupe est en régression de 66 % par rapport à l'exercice 2007. » Soit une chute de 43 millions de dinars en 2008, « suite à une dégradation de la rentabilité de la plupart des sociétés du groupe ».

*Belhassen Trabelsi
se bonifie avec l'âge*

En 2009, multimillionnaire, businessman accompli et homme fort des Trabelsi, Belhassen, quarante-six ans, est un homme comblé. Il faut dire que sa holding Karthago affiche une croissance exponentielle de son chiffre d'affaires : 400 millions de dinars (230 millions d'euros) à la fin 2007 contre « à peine » 184 millions en 2004⁸ ! Mais on a vu grâce à quelles pratiques...

qu'il contient, ils lui ont demandé des explications quant aux vols des deniers publics et autres affaires d'escroquerie. À la lecture de l'article, paru à son insu, Nabil Chettaoui s'est effondré. "Bon sang, mais c'est qui ce bonhomme qui a toutes ces ficelles, qui sait tout sur moi ? C'est comme s'il s'agit de mon sosie qui siège avec moi. Messieurs, je suis à votre service", s'affole-t-il, dénudé, affaibli, démuné de toute arme d'autodéfense. De suite, le syndicat a exigé l'annulation de deux nominations de chefs de service signées indûment par Nabil Chettaoui en faveur de ses deux secrétaires. »

7 Servair, SCI Essafa, Amadeus, Tunisair Handling, Tunisair Technics, Tunisair Catering, ATCT, Mauritania Airways et AISA.

8 En octobre 2008, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* indiquait dans un article à la gloire de Belhassen : « Le groupe Karthago [réunit] seize sociétés détenues, entièrement ou partiellement, par Belhassen Trabelsi. Parmi les plus importantes figurent Karthago Airlines, Alpha (automobile), la Sert (tourisme), MedTelecom, Karthago Invest et El Baraka (agri-

En mai 2008, le frère de Leila Ben Ali réussit en outre un coup de maître dans le domaine bancaire : devenir administrateur de la Banque de Tunisie, l'un des seuls établissements du pays à ne pas être tombés entre les griffes de la • Famille ». Et de quelle façon ! En avril 2008, les Tunisiens apprennent par voie de presse qu'Alya Abdallah est nommée P-DG de la Banque de Tunisie. Madame n'est pas n'importe qui. Épouse du ministre des Affaires étrangères Abdelwaheb Abdallah - qualifié de « majordome de la famille Trabelsi » par ses détracteurs (voir *supra*, chapitre 4) -, elle est également une banquière à la réputation sulfureuse. Elle occupait auparavant le poste stratégique de présidente du conseil d'administration de l'UIB, l'Union internationale de banques, une filiale du groupe français • • l'été générale qui a frôlé la catastrophe en 2006. Bien que dotée d'un remarquable réseau d'agences, l'UIB peinait à engranger des bénéfices et pâissait de créances douteuses. Au point que, pour la première fois dans l'histoire bancaire tunisienne, l'un de ses commissaires aux comptes, en l'occurrence le très sérieux cabinet Deloitte, a refusé de certifier les comptes de la banque ! Et la première décision qu'a prise Alya Abdallah en arrivant à la tête de la Banque de l'unisie n'était pas pour rassurer sur le sort de cette vénérable institution : trois membres du conseil d'administration réputés pour leur neutralité par rapport aux clans du pouvoir ont été débarqués alors que Belhassen intégrait ce même conseil d'administration. « Pouvoir s'appuyer sur une Banque de cette importance, cela peut accompagner le développement », soulignait-il à l'époque, provoquant quelques

ulture) » (Abdelaziz BARROUHI, « Les nouvelles ambitions de Belhassen Trabelsi », *Jeune Afrique*, n° 2492, 12 octobre 2008).

sueurs froides chez les cadres de la Banque de Tunisie. Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*⁹, il aurait également acquis en Bourse des blocs de titres de la Banque de Tunisie, par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement qu'il contrôle, Corporation and Investment.

Il faut dire que Belhassen joue maintenant dans la cour des grands et travaille à d'importants projets industriels nécessitant de lourds investissements. *Jeune Afrique* annonce la bonne nouvelle à la communauté internationale en octobre 2008 : « Tout indique, en cette fin 2008, que Belhassen Trabelsi passe à la vitesse supérieure. [...] Belhassen Trabelsi se lance aujourd'hui dans l'industrie, un secteur fortement capitalistique. Le volume des investissements qu'il est en train de mobiliser, en partenariat avec des investisseurs du Golfe, pour la construction d'une cimenterie et d'une raffinerie de sucre - un total de 445 millions d'euros - en dit long sur les ambitions de ce fils de **commerçant**¹⁰. » Il est décidément loin le temps où « Monsieur frère » faisait ses emplettes au patrimoine historique...

En dépit de son assise économique qui fait de lui l'un des hommes les plus puissants de Tunisie, Belhassen Trabelsi ne lorgne pas sur une carrière politique. Bien qu'il soit membre du comité central du RCD, on ne lui connaît pas de velléités de succéder à Zine el-Abidine Ben Ali. Il est bien trop impopulaire pour cela et, sur le plan politique, il préfère s'abriter derrière les deux hommes des Trabelsi que sont Abdelwaheb Abdallah et Hédi Jilani. À défaut donc de se lancer dans une course à la succession, Belhassen s'essay

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

au... journalisme. Son groupe Karthago édite en effet le magazine *Profession tourisme*, qui décrypte l'actualité de ce **secteur** vital pour l'économie nationale. Tous les mois, ses **lecteurs** se voient gratifiés d'un éditorial de Belhassen Trabelsi, dans le plus pur style de son clan. Ainsi, en mai 2009, il critiquait l'organisation du Festival international de I abarka en ces termes : « Vive le droit à la torpeur hébétée, au crétinisme solaire et au farniente limace cet été à I abarka¹¹ ! » Du Trabelsi dans le texte, qui n'est pas sans rappeler la vulgarité d'un certain Imed Trabelsi, neveu de Leila Ben Ali et mis en examen en France dans une affaire de **vol** de yachts de luxe.

Imed Trabelsi, le matelot

« **J**'en ai des Ferrari, des limousines, mais même ma femme ne me fait pas bander comme le bateau. C'est un diamant brut. » En cette matinée du 9 mai 2006, Imed Trabelsi est heureux. Alors âgé de **trrente-deux** ans, la bouille rondouillarde et le verbe peu distingué, cela fait maintenant une heure qu'il s'amuse comme **un enfant** aux commandes d'un yacht de luxe dans le petit port pittoresque de Sidi Bou **Saïd**, à 20 kilomètres au nord-est de Tunis. Le navire en question est un magnifique V.S8 blanc à la coque bleue de la marque Princess. Sa valeur ? **1,5** million d'euros.

Le *Beru Ma* - c'est le nom de ce **bijou** - a été volé quatre **jours** plus tôt, à l'aube du 5 mai, dans le port de Bonifacio, **en** Corse. Il appartient à Bruno Roger, le patron de la prestigieuse banque d'affaires Lazard frères - lequel réussit à **exploit** d'être à la fois un intime de Jacques Chirac, président de la République au moment des faits, et un proche du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, qui convoite

l'Élysée. Inutile de préciser que Bruno Roger entend récupérer son yacht. Et vite. Les forces de l'ordre, tout comme la **justice**, se mettent d'ailleurs au travail sans tarder. Le mot est passé : « Il s'agit du bateau du banquier de Chirac ! »

Un certain Jean-Baptiste Andréani se met également en chasse. Ancien fonctionnaire de police, cet homme officie comme enquêteur privé pour la société Generali, l'assureur du **Beru Ma**. Disposant de bons contacts en Tunisie, notamment dans les services secrets, c'est lui qui retrouvera le premier la trace du yacht à Sidi Bou Saïd où il mouillait paisiblement, entre deux bateaux de la Garde nationale. Signe que l'affaire est prise au sérieux en haut lieu à Paris, Jean-Baptiste Andréani mentionnera, lors de son audition comme témoin par les gendarmes, avoir « été contacté directement à deux ou trois reprises par M. Guéant, directeur de cabinet de M. **Sarkozy**¹ ».

Pas un, mais trois yachts volés !

Le **Beru Ma** a été convoyé vers la Tunisie par deux Français —Cédric **Sermand** et Olivier Buffe - associés dans une société, Nautis Mer. Spécialisée dans les réparations et les ventes de bateaux, elle est en liquidation judiciaire en ce mois de mai 2006. D'où, sans doute, **le** souci de « se refaire une santé » financière, comme s'en expliquera Cédric Sermand aux gendarmes. Un troisième homme est également soupçonné par la justice d'être mêlé au vol du **Beru Ma** et d'avoir joué le rôle d'intermédiaire : Azzedine

Kelaiaia, un Français de trente-huit ans exerçant la profession de chauffeur de poids lourds. Alors même que Sermand et Buffe ont été interpellés et entendus séparément par les enquêteurs, ils ont mis en cause Azzedine Kelaiaia et Imed Trabelsi comme étant les commanditaires du vol du **Beru Ma**. Mieux encore, la fine équipe aurait, dans un premier temps, convoité un autre yacht stationné à Bandol, le **Corail V**, avant de se rabattre sur le navire du banquier Bruno Roger.

Le voyage jusqu'à Sidi Bou Saïd ne fut pas de tout repos et **l'équipage** dut même composer avec une panne du yacht l'obligeant à effectuer une escale technique dans le port de **l'agliari**, en Sardaigne. Cette étape imprévue sera lourde de **conséquences** pour les voleurs, qui se révéleront incapables de produire aux autorités portuaires italiennes les documents du bateau. Flairant l'embrouille, les Italiens procèdent au contrôle des passagers. Et établissent ainsi de **manière** formelle la présence à bord de Cédric Sermand et d'Olivier Buffe, ainsi que d'un Italien défavorablement **connu** de la justice de son pays. Comme le relate un **procès-verbal** de synthèse de l'enquête menée par la gendarmerie, **pour** tenter de trouver une parade, les trois hommes se sont **alors** fait **faxer** depuis la Tunisie un « acte de francisation » **au** nom du **Beru Ma** qui, selon le document, appartiendrait **à un** certain François Perez, ainsi qu'une attestation d'assurance établie pour le bateau le **Blue Dolomin II**, dont l'assuré **est** le même Perez. L'enquête révélera que cet acte de francisation était un faux et correspondait en réalité à un autre bateau volé en janvier 2006 à Cannes, le **Blue Dolphin IV**.

Décisive pour les gendarmes, **cette** découverte les **mènera**, en plus du **Beru Ma** et du **Blue Dolphin**, vers un **troisième** yacht volé en décembre **2005** dans le port du

Fabrice L'HOMME, « Des proches de Ben Ali sont impliqués dans des vols de yachts de luxe », *Médiapart*, 19 mars 2008.

Lavandou, le *Sando*. Points en commun entre ces trois disparitions de yacht ? Outre un Cédric Sermand qui convoie les bateaux, un Trabelsi comme destinataire. En effet, Azzedine Kelaiaia comme Cédric Sermand ont déclaré aux enquêteurs que le *Sando* et le *Blue Dolphin* étaient destinés à Moez Trabelsi, qui n'est autre que le frère d'Imed². Au sujet du *Blue Dolphin*, Sermand racontera même aux enquêteurs avoir bénéficié d'un « comité d'accueil fourni » à son arrivée en Tunisie : « Il y avait Omar [Khellil], **Abdil**, le destinataire du bateau - qui était, comme pour le premier bateau [le *Sando*], M. Trabelsi, [frère] d'Imed -, le chef des Douanes accompagné de plusieurs de ses hommes, et quelques policiers. Ils nous ont aidés à amarrer le bateau, puis Trabelsi est monté à bord pour jeter un coup d'œil. »

Le dénommé Omar Khellil, qui apparaîtra à plusieurs reprises dans le dossier, est de nationalité algérienne. À l'été 2009, il était toujours sous les verrous. Contrairement aux autres, son casier judiciaire est loin d'être vierge : il usurpait depuis plusieurs années l'identité de tiers, ce qui avait notamment valu à des innocents d'être condamnés à sa place, essentiellement pour vol, recel et escroquerie. Lui aussi met en cause Moez Trabelsi comme étant le commanditaire des vols du *Sando* et du *Blue Dolphin*.

2 Selon *Médiapart*, Moez Trabelsi, flashé sur une route tunisienne pour excès de vitesse, aurait fait marche arrière sur plusieurs centaines de mètres pour casser le radar et gifler le policier (voir Fabrice LHOMME, *loc. cit.*).

*Imed,
l'enfant terrible des Trabelsi*

Si, trois ans après les faits, ces deux yachts n'ont jamais été retrouvés, le *Beru Ma* a connu un sort plus heureux. Ce n'est pas pour rien que son propriétaire a le bras long. Son bateau lui a non seulement été restitué quelques semaines après avoir été dérobé, mais, cerise sur le gâteau, l'enquête a permis de retracer au jour près son itinéraire entre la Corse et la Tunisie. C'est en effet le 9 mai à l'aube que le *Beru Ma* accoste à Sidi Bou Saïd, sa destination finale. Selon Cédric Sermand, Imed Trabelsi attend de pied ferme la livraison de « son » bateau sur le quai... Puis tout ce beau monde se rend ensuite dans un café voisin pour fêter l'événement.

« Lorsque nous étions à table, Imed nous a demandé nos passeports, puis il a dit à un de ses sbires de nous emmener à l'hôtel en disant : "Tu leur prends deux suites, c'est tout pour moi" », déclarera Sermand aux enquêteurs. Il racontera également qu'Imed n'hésitera pas non plus à mettre la main à la poche et à se prévaloir de son rang pour obtenir en un claquement de doigts de nouveaux papiers pour le yacht. « Le douanier a dit à Imed Trabelsi que ce n'était pas possible de faire les papiers », raconte Sermand³. Comme cela, ce n'est pas possible ? Tu sais à qui tu parles ? » aurait rétorqué le jeune Trabelsi avant de faire pression sur le douanier qui, au final, se serait exécuté moyennant le paiement de la taxe de luxe et d'un dessous-table.

3 Ibid.

Quelques jours plus tôt, Imed n'avait pas hésité non plus à rouler des mécaniques avec Cédric Sermand, voire à franchement le menacer. Le Français en a même été quitte pour une jolie frayeur. Alors qu'il avait reçu en amont un acompte pour dérober le **Beru Ma**, il avait tenté de se désister avant de se faire rappeler à l'ordre par qui de droit : « **J'ai** eu un appel de la Tunisie. [...] Je pense qu'il s'agissait du commanditaire du bateau, Imed Trabelsi, et **j'ai** été conforté dans cette idée plus tard lorsque je l'ai rencontré en Tunisie. Il m'a dit : "Tu sais qui je suis, faut pas jouer au chat et à la souris avec moi". »

Le neveu de Leila Ben Ali traîne depuis de longues années déjà une solide réputation d'homme d'affaires sans scrupule et de grossier personnage. **C'est** par exemple le plus naturellement du monde qu'au printemps 2009 il inscrivait sur sa page Facebook : « Baisse la culotte, c'est moi qui pilote ! » Ou, encore, qu'en 2004 il aboyait à un journaliste tunisien : « J'ai toutes les femmes et les filles de Tunisie sous ma **botte**⁴ ! » « Du Imed tout craché, mais ce n'est pas un mauvais bougre. Certes, il est rustre, mais il essaie de s'instruire », plaide mollement un membre de son entourage. En 2007, le consul des États-Unis à Tunis a eu l'occasion de tester la goujaterie du personnage. Pour fêter l'anniversaire de sa fille, le diplomate américain avait loué le Manhattan, une discothèque bien connue de la douce station balnéaire **d'Hammamet**. Jouant des coudes et arguant de son rang de neveu présidentiel, Imed parvient à s'infiltrer. Et, fidèle à sa réputation de dragueur invétéré, se met à importuner les

femmes présentes. L'hôte de la soirée n'a, **semble-t-il**, guère **goûté** la plaisanterie, puisque l'intrus fut ramené sous bonne garde et à bord d'un **4 x 4** vers Tunis. « Beau-papa » Imed Ali n'a pas **protesté...**

Dans les affaires, la mauvaise réputation d'Imed supprime de loin celle qu'il entretient auprès de la gent féminine. Dans son rapport envoyé le 9 juin 2006 à l'assureur du **Beru Ma**, le détective privé Jean-Baptiste Andréoni le dépeint comme un « voyou de grande envergure qui bénéficie d'une **totale** impunité ». Pire, Imed n'en serait pas à son coup d'essai en matière de recel. « Il utilise plusieurs véhicules **volés** : Porsche Cayenne, un **Hummer** ainsi qu'une Mercedes **500** immatriculée 13, volée à Marseille en **novembre** 2005 (propriété d'un joueur de l'OM) », indique le document. Il s'agissait en l'occurrence du défenseur international sénégalais de l'OM, Habib Beye, victime d'un **car-iai king** en mars 2005.

Imed Trabelsi n'est pourtant pas dans le besoin. Comme tous les rejetons de son clan, il possède **directement** ou indirectement de nombreux business. Les siens **sont** rassemblés au sein de Med. Business Holding, un groupe créé en mai 2000 qui compte une dizaine d'entreprises dans des domaines aussi variés que l'import-export, l'**immobilier**, l'agroalimentaire, les ascenseurs et même la **signalisation d'autoroute**⁵. Un flou artistique entoure les

4 Anecdote rapportée par le journaliste Slim Bagga, destinataire de ce coup de téléphone d'Imed Trabelsi une nuit du printemps 2004 (Slim BAGGA, « Les mineures : chasses gardées des rejetons Ben Ali et Trabelsi », Bakchich.info, 26 septembre 2006).

Les sociétés rattachées à Med. Business Holding sont : Agrimed pour l'exploitation de terrains agricoles, la Société de distribution du Nord pour la commercialisation de produits agroalimentaires, Batimed pour la construction de logements, Cash & Carry pour la vente en gros de matériels de construction, Loft Immobilier pour la promotion immobilière. Imed Trabelsi est également présent dans l'import-export avec l'International Trading Compagnie et Univers Équipements. Sans oublier II KM Ite l'Univers Autoroute & Signalisations, spécialisée dans le traçage et la signalisation des autoroutes, et GE XXI Ascenseurs Tunisia qui, comme son nom l'indique, fait dans le transport vertical.

résultats financiers de ces entités. En novembre 2008, le magazine *African Manager* relevait ainsi que Med. Business Holding déclarait, « pour l'instant et pour trois de ces entreprises uniquement », un chiffre d'affaires global de 110 millions de dinars (soit 68 millions d'euros) pour l'année 2005.

En mai 2009, Imed Trabelsi réussissait l'exploit de faire tomber une nouvelle proie dans son escarcelle : l'enseigne Bricorama, dont le premier magasin a ouvert ses portes en grande pompe le 22 mai à Sebbelet Ben Ammar, en bordure de l'axe autoroutier reliant Tunis à Bizerte. À ceci près que, pour une fois, l'affaire mit dix-huit bons mois à aboutir et donna du fil à retordre au neveu de la première dame : le copromoteur initial du projet, Faouzi Mahbouli, fils d'un ancien magistrat de la Cour de cassation et issu d'une grande famille aristocratique de Tunis, ne s'est pas laissé dépouiller sans riposter. C'est en effet lui qui, avec un premier partenaire, avait convaincu Bricorama de s'implanter en Tunisie sous forme de franchise. Signé en février 2007, le contrat prévoyait la création de cinq magasins Bricorama ainsi qu'une option pour la Libye. Dans un premier temps, Imed Trabelsi écarte le partenaire de Faouzi Mahbouli, puis passe sérieusement à l'attaque en août 2007.

Alors que l'équipe initiale du projet a bouclé le référencement de plus de 40 000 articles et que le chantier de construction du premier Bricorama de Tunisie a été lancé, Imed Trabelsi somme Faouzi Mahbouli de lui « céder » la totalité de ses parts. Sueurs froides. Le jeune entrepreneur juge plus prudent d'embarquer en douce et de nuit sur un ferry, direction l'Italie. Non sans avoir pris auparavant la précaution de faire quitter en avion le pays à son épouse et à leur bébé. Puis, une fois à l'abri en Europe, Mahbouli, qui a côtoyé de près Imed Trabelsi, mijote sa vengeance. D'abord

glisser à des journalistes qu'il a eu le temps d'emporter avec lui des documents financiers compromettants pour les Trabelsi⁶. Puis monter sur le réseau social Facebook un « groupe » baptisé « Real Tunisia News » réclamant la fin du régime mafieux de Carthage en des termes explicites : « Ce régime est aux abois, il sait que sa fin est proche et rien ne sert d'essayer de nous empêcher de préparer sa chute. » Après avoir abreuvé Faouzi Mahbouli de SMS d'insultes et de menaces, Imed Trabelsi se décide enfin à trouver un arrangement à l'amiable afin de rembourser à son ex-partenaire la valeur de ses parts.

Signe qu'Imed la Terreur a dépassé les bornes, aucun fournisseur n'a osé vendre à crédit la marchandise dont il avait besoin pour ouvrir « son » Bricorama. Selon le journaliste Slim Bagga, pas moins de 5 millions d'euros étaient pourtant nécessaires pour meubler l'espace de vente du magasin. Et, « pour faire bonne figure à la veille de l'inauguration, c'est de la camelote importée de Chine dans divers lots teneurs » qui a servi de poudre aux yeux⁷.

Imed fait embastiller un innocent

Si Imed a réussi à sauver la mise dans l'affaire la Bricorama, en sera-t-il de même dans celle du yacht volé de Bruno Roger ? En avril 2009, le parquet d'Ajaccio requerrait son renvoi en correctionnelle pour « vol en réunion ». Idem pour son frère Moez Trabelsi et les différents acteurs français

■ Entretien de l'un des auteurs avec Faouzi Mahbouli, juin 2008.

t Slim BAGGA, « Imed Trabelsi : la vulgarité d'un yo-yo, l'impunité d'un salaud », *Bakich.info*, 22 mai 2009.

soupçonnés d'avoir trempé dans les vols du *Beru Ma*, du *Blue Dolphin IV* et du *Sando*. Entre-temps, Imed Trabelsi s'est conformé aux procédures de la justice française : il a été mis en examen à Tunis le 16 mai 2008 pour « vol en bande organisée »⁸, après avoir été entendu par le juge d'instruction du tribunal d'Ajaccio, Jean-Bastien Risson, exécutant alors une commission rogatoire internationale ; puis, le 2 mars 2009, il s'est rendu en France pour être confronté à Azzedine Kelaiaia et Omar Khellil. Sa ligne de défense est restée la même : tout nier en bloc. Au sujet du *Beru Ma*, il a indiqué être monté à bord pour visiter le yacht qui se trouvait à quai dans le port de Sidi Bou Saïd, car un ami nommé Naoufel lui avait présenté le bateau comme étant à vendre. Comme pour coller aux déclarations d'Imed, Azzedine Kelaiaia est alors revenu sur ses premiers aveux pour affirmer qu'il n'avait **jamais** traité en direct avec Imed, mais avec un intermédiaire dénommé Chemsdine, *alias* Naoufel...

Tout laisse à penser que ce dernier est en réalité Naoufel Benabdelhafid, docteur en droit et ex-secrétaire général de la faculté de médecine de Tunis. Désigné comme intermédiaire par Imed Trabelsi et Azzedine Kelaiaia, il a eu, il y a quelques années, la mauvaise idée de tourner le dos à sa carrière universitaire pour se lancer dans le business avec son frère, qui dirige une entreprise d'import-export. Il semble que les deux hommes aient alors eu maille à partir avec Imed, en refusant de l'aider à gérer ses affaires alors que le neveu de la première dame le leur demandait avec insistance. Un crime de **lèse-Trabelsi**...

⁸ La mise en examen d'Imed Trabelsi a entraîné la levée du mandat d'arrêt **international** qui avait été délivré contre lui par la justice française le 3 mai 2007. C'est ainsi qu'il a pu assister, le 14 octobre 2008, au match de football entre la France et la Tunisie au Stade de France.

Au printemps 2008, Naoufel Benabdelhafid est arrêté par la police, qui le surveillait déjà depuis quelques semaines jusque devant son domicile. Officiellement, pour avoir grillé un feu rouge. Et, comme le policier qui l'a interpellé estime qu'il a été « agressé », Naoufel est jeté en prison. Selon une personne de l'entourage des Benabdelhafid, Imed Trabelsi aurait alors fait savoir à la famille que, pour recouvrer la liberté, Naoufel devait témoigner devant les deux juges **français** instruisant l'affaire du vol du *Beru Ma* et qui étaient attendus à Tunis. C'est ainsi que, le 17 mai 2008, le captif a eu la surprise de voir débarquer dans sa cellule des éléments de la garde présidentielle. Direction : le bureau où se trouvaient les magistrats français qui, même si l'hypothèse de pressions exercées sur Naoufel a été soulevée au cours de la procédure, ont vu un homme entrer et sortir librement de leur bureau. D'après l'enquête, Naoufel leur aurait déclaré que, le 9 mai 2006, il avait été contacté par l'un des acteurs présumés du vol du *Beru Ma* afin qu'il trouve un acquéreur potentiel pour le navire dérobé quatre jours plus tôt en Corse. Mais aussi que **lui**, Naoufel, avait donné rendez-vous sur le quai du port de Sidi Bou Saïd à Imed Trabelsi, qu'il connaissait pour être un amateur de plaisance nautique », puis qu'il lui avait fait visiter le bateau avant que Trabelsi ne quitte les lieux en indiquant qu'il n'était pas intéressé.

Malgré ces déclarations censées dédouaner Imed Trabelsi, Naoufel Benabdelhafid croupissait toujours en prison à l'été 2009. Imed n'a pas tenu sa promesse ! Selon l'entourage du captif, il semblait alors que l'on cherchait à lui faire signer une lettre d'aveux, probablement pour l'envoyer à la justice **française**. Pour le faire plier, ses nerfs ont été mis à rude **épreuve** et l'homme a craqué lors du **semblant** de comparution qu'il a subi devant la justice tunisienne. **Pendant** qu'un

juge lui promettait une libération imminente, un autre lui glissait qu'il prendrait quarante ans. Au mieux. Épuisé et très perturbé, Naoufel s'est alors blessé lui-même avec un verre en criant : « C'est parce que j'en sais trop sur les Trabelsi ! » Plusieurs avocats, horrifiés, qui passaient dans le couloir du tribunal ont assisté à la scène et s'en souviennent encore.

Si Imed Trabelsi est prêt à tout pour ne pas être condamné par la justice française, le retour du yacht à son propriétaire et sa mise en examen l'ont néanmoins ébranlé. Alors que des scellés avaient été posés sur le yacht, il s'était exclamé : « Je préfère le brûler plutôt que de le voir quitter la Tunisie ! » Et, trois ans plus tard, il continue de pleurer son joujou perdu sur sa page Facebook où, au printemps 2009, il annonçait (non sans provoquer quelques ricanements) vouloir s'expliquer et revenir sur ses déboires judiciaires dans un livre à paraître qu'il intitulerait... *Le Matelot*! Les premières lignes que l'écrivain en herbe a livrées en exclusivité, fautes d'orthographe en prime, sur le réseau social Facebook indiquent que la rédaction ne devait pas être le fort d'Imed à l'école : « Mais au moment le plus inattendu le matelot se retrouve frappé de plein fouet par une bourrasque, il retrouve la terre ferme mais on lui annonce qu'il ne peut prendre son bateau et voyager ou il veut !?!? C'est un mandat international qui touche le premier droit de notre ami, sa liberté de naviguer, de prendre le large s'éloigner, voler au vent, enfin d'exister Ainsi le marin enlève sa tenue, fait appel a des défenseurs pour rétablir des vérités, pour faire face a la machine de la justice, pour affronter des personnages au intentions irrévocables, bref pour retrouver sa liberté de naviguer⁹. »

9 Extrait cité in « Exclusivité : des extraits du livre d'Imed Trabelsi », blog « Chakhouka tunisienne », Bakchich.info, 31 mars 2009.

La vengeance de Leila

Leila Ben Ali, a, elle aussi, manœuvré pour aider son neveu à s'extraire des griffes de la justice française. Elle a même appelé son époux à la rescousse. « Fais en sorte qu'Imed ne soit pas inquieté », lui a-t-elle demandé en substance, quoique tardivement d'après certains observateurs avertis, selon lesquels elle a tenté dans un premier temps de gérer l'affaire seule. Ainsi, le redouté chef de la Sûreté, Ali Ganzaoui, sous la coupe de Leila, n'avait pas prévenu le président de l'arrivée du yacht volé à Sidi Bou Saïd. Ce dernier découvrit toute l'affaire après que le chef de cabinet de Jacques Chirac en ait informé son homologue tunisien. Ce qui vaudra à Ganzaoui d'être immédiatement limogé par Ben Ali furieux.

Le président avait déjà intercédé auprès de la France pour tirer d'affaire un membre de sa famille, en l'occurrence son propre frère Habib Ben Ali, dit « Moncef ». Au début des années 1990, ce dernier défraye la chronique en France, dans le cadre de l'affaire de la « couscous connection », à savoir un vaste trafic d'héroïne entre la France, les Pays-Bas et la Tunisie dans lequel il est impliqué. Lorsque la police française s'apprête à l'arrêter, les autorités tunisiennes interviennent auprès de Paris pour qu'il ne soit pas inquieté. Un avion affrété spécialement lui rapporte même de Tunis un passeport diplomatique, précieux sésame qui lui permettra de quitter le territoire français.

Mais, en mai 1992, la « couscous connection » prend une autre tournure : un mandat d'arrêt est délivré contre le frère du président Ben Ali. La propagande tunisienne se met alors en marche pour tenter de blanchir Moncef. La presse a la botte de Carthage dénonce la « campagne médiatique »

organisée en France et le palais présidentiel tente même de démentir « tout lien de parenté » entre le chef de l'État et le trafiquant de drogue. L'argument ne tiendra pas la route, bien entendu. Preuve de l'embarras des plus hautes autorités tunisiennes, même Nahed Ojeh, la fille du général Mustapha Tlass, ministre syrien de la Défense, très proche alors de Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, tente d'intervenir en faveur de Moncef Ben Ali, comme le raconte *Le Canard enchaîné*¹⁰. Mais celui-ci sera finalement condamné par contumace à dix années de prison. Avant de décéder brutalement - officiellement d'une crise cardiaque - en 1996.

Dans l'affaire du yacht volé, la situation est plus complexe : vu la personnalité de Bruno Roger, l'Élysée ne veut pas passer l'éponge. Mais le contexte diplomatique est délicat : le président Nicolas Sarkozy doit effectuer une visite officielle en Tunisie à la fin du mois d'avril 2008 et le projet de l'Union pour la Méditerranée est alors en gestation. Paris dépêchera tout de même deux émissaires pour tenter de calmer le jeu avec les Tunisiens, sans pour autant réussir à apaiser le courroux de Leila Ben Ali. Cette dernière se vengera même à sa façon en séchant consciencieusement la visite du président français et de son épouse, Caria Bruni-Sarkozy. Arrivée du couple présidentiel français à Tunis, parade devant une foule en liesse bien encadrée par la Sécurité tunisienne, dîner de gala donné par le président Ben Ali... Leila est invisible ! Certes, la mère de la première dame, surnommée Hajja Nana, à laquelle elle était très attachée, est

décédée quelques jours plus tôt¹¹, mais personne n'est dupe. Également très remontée contre son époux, qu'elle accuse de ne pas s'être battu pour Imed Trabelsi comme il l'a fait pour Moncef Ben Ali, Leila poussera le bouchon un peu plus loin en désertant la Tunisie de longues semaines durant, pour aller boudier à Paris et Dubaï, deux de ses destinations de prédilection.

En août 2009, elle obtiendra toutefois partiellement satisfaction puisque Imed et Moez Trabelsi pourraient échapper à la justice française. À la stupeur des avocats de certains prévenus et des parties civiles, le procureur général de Bastia a annoncé qu'il ne citerait pas les deux Trabelsi à comparaître dans l'Hexagone mais qu'il dénoncerait les faits auprès de la justice tunisienne. Au motif que la Tunisie n'extrade pas ses ressortissants. Le procès qui devait s'ouvrir le 21 août a d'ailleurs été renvoyé illico au 30 septembre 2009...

Cette fois, Leila Ben Ali aura mis du temps à faire plier la France. Il n'en est pas de même, on va le voir, dans l'affaire du lycée Louis-Pasteur de Tunis, où la bonne bourgeoisie tunisienne envoyait ses enfants passer des diplômes français.

10 *Le Canard enchaîné*, 15 juillet 1992.

Le vendredi suivant le décès de la mère de Leila Trabelsi, des policiers en civil ont distribué dans les mosquées du pays les photocopies d'une prière à réciter en l'honneur de la défunte et ordonné aux imams de décréter cette prière obligatoire pour les fidèles.

*Leila, directrice d'école :
l'affaire du lycée Pasteur*

Lorsqu'on se dirige par l'autoroute de Tunis vers la commune de Carthage, où se trouve la présidence, une bretelle bien éclairée apparaît sur la droite à la hauteur du port de La Goulette. De grands panneaux annoncent que cette belle route mène aux Jardins de Carthage ». C'est là que se trouve l'École internationale de Carthage, un établissement privé ouvert par la présidente à la rentrée 2007. La première année, 180 élèves v étaient scolarisés, de la première année de l'école primaire à la seconde ; deux ans plus tard, ils sont près de 600. Et au prix fort.

Il est cocasse de découvrir Leila Trabelsi en fondatrice d'école, alors qu'elle n'a pas fait les moindres études au-delà du brevet, obtenant un simple CAP de coiffure - même si elle a suivi par correspondance en 2006 un cursus de droit de l'université de Toulouse, cornaquée par le secrétaire général de la présidence et fin juriste Abdelaziz Ben Dhia es études toulousaines furent sanctionnées par des

diplômes tunisiens). Amusant aussi de penser que Zine, son époux, n'a, lui non plus, jamais passé son bac. D'où le surnom aimable dont l'ont affublé les plus médisants : « Bac moins trois. »

Une certitude, Ben Ali et sa Leila nourrissent un grand complexe face au monde scolaire et universitaire. C'est sans doute la raison pour laquelle, en 2007, leur fille aînée Nesrine et son cousin Imed ont décroché, contre toute attente, le diplôme du baccalauréat - histoire de rehausser le prestige d'une famille qui en a bien besoin ? La première avait pourtant quitté le lycée français de Mutuelleville (devenu lycée Pierre-Mendès-France en 1983) à la fin de la seconde. Puis, âgée d'à peine dix-huit ans, elle avait épousé le fils Materi (voir chapitre suivant) et attendu un enfant. À vingt-deux ans et sur la pression de sa mère, contre toute attente, Nesrine a eu son bac avec un 16 de moyenne. Quant à Imed, le cancre du clan, à trente-trois ans, il avait passé depuis longtemps l'âge de fréquenter les bancs de l'école...

Main basse sur l'enseignement, avec l'aide de la France

Mais le progrès des connaissances n'est pas forcément l'objectif premier de Leila lorsqu'elle crée l'École internationale de Carthage : la présidente a en réalité jeté son dévolu sur un secteur jusque-là à l'abri des appétits de son clan. L'immobilier, la grande distribution, le tourisme ou l'agriculture sont en effet déjà passés sous la coupe des Trabelsi. Au tour, désormais, de l'enseignement privé. Un secteur en plein essor, compte tenu de la dégradation du secteur public de l'éducation. En 2009, la Tunisie compte 376

établissements privés, dispensant des enseignements à 70 000 élèves. Rien que pour l'année scolaire 2007-2008, vingt-cinq nouveaux établissements privés ont été créés. Une mine d'or... Comme dans beaucoup d'autres pays, le développement du privé se nourrit en effet d'une brutale dégradation du service public de l'éducation : un niveau qui s'effondre, des salaires en berne, le favoritisme dans l'attribution des diplômes, une démotivation générale. Pauvre Bourguiba, qui avait parié sur l'enseignement gratuit pour tous et avait consacré à ce noble objectif près d'un tiers du budget de l'État...

Le projet de l'École internationale de Carthage a été rondement mené. Pour le mettre sur pied, Leila s'est associée avec sa grande amie Souha Arafat, la veuve flamboyante (et riche) du leader palestinien décédé en novembre 2004, laquelle avait longtemps vécu à Tunis et s'y était installée en 2005. Les deux femmes avaient déjà investi ensemble dans de nombreuses affaires - téléphonie mobile, huiles, projets immobiliers financés par des investisseurs des pays du golfe Arabo-persique. Leur amitié fut longtemps si forte que Leila la matrone imagina même de marier Souha à son frère aîné Belhassen - lequel, déjà marié à la fille de Hedi Jilani, le patron des patrons, aurait dû divorcer au préalable... En 2006 toutes deux mettent le grappin sur un grand terrain appartenant à l'Agence foncière d'habitation, un organisme d'État, ce qui leur permettra d'y créer leur entreprise commune. Mais, très vite, Leila et Souha entrent dans de nombreuses querelles à propos de la gestion de l'établissement et de la répartition de leurs efforts et de leurs gains financiers respectifs. Durant l'été 2007, Souha se voit contrainte de quitter la Tunisie et se réfugie à Malte avec sa fille. Le régime lui a retiré en effet la somptueuse résidence de

Gammarth, qu'il avait mise à sa disposition. Même la nationalité tunisienne lui est ôtée par un décret du 2 août 2007.

Toujours soucieux d'aider la culture et l'éducation et surtout de soutenir les affaires juteuses de sa chère épouse, le président Ben Ali a fait accorder à l'École internationale de Carthage, le 31 août 2007, une « prime d'investissement » de 1,8 million de dinars (850 000 euros, représentant officiellement le quart de l'investissement total). Soit l'équivalent de soixante salles de classe dans un pays qui en manque cruellement. Et la ministre de l'Équipement, Samira Khayach Belhaj, a veillé quotidiennement au chantier de construction de l'école. Sans parler des enseignants pris en charge par le budget de l'État ou des motards officiels acheminant les courriers du lycée aux parents d'élèves.

Des résultats plus que mitigés

Malgré tous ces efforts, l'encadrement de l'école de Leila, censée délivrer un enseignement « conforme aux programmes français », est médiocre. Le premier directeur du lycée est un Français qui avait été écarté, pour incompétence, de la Mission culturelle française de La Marsa. Il fera long feu. On assistera ensuite à une valse des responsables pédagogiques. À l'été 2009, la section américaine n'était toujours pas ouverte et les résultats du brevet n'avaient pas été communiqués. « Les performances étaient, disons, décevantes », admet alors un diplomate français.

Mais peu importe, car de bonnes fées veillent sur l'établissement de Madame la présidente. À l'automne 2007, l'ambassadeur de France Serge Degallaix inaugure l'École

internationale de Carthage. Il est vrai qu'à l'époque son épouse participe au club Alyssa, créé par Leila à Sidi Bou Saïd. Les proches amies de la présidente y sont conviées à des causeries autour d'un thé, des séances de massage ou des salons de coiffure. Car, dans ce dossier, la France est une alliée. Six mois après l'inauguration, au printemps 2008, le lycée est homologué par le ministère français de l'Éducation nationale, alors que la procédure prend théoriquement trois ans (deux ans d'activité et un an de contrôle pédagogique). Pour peu qu'en avril 2008 Nicolas Sarkozy soit invité en voyage officiel en Tunisie, il demande qu'un gros contingent de coopérants soit détaché à l'École internationale de Carthage. « Nous avons été choqués, confie un diplomate alors en poste à Tunis, par ce traitement de faveur qui était fait à un projet du palais de Carthage. Il faut dire qu'à l'époque le chef de l'État voulait à tout prix réussir le sommet méditerranéen de juillet 2008 et était prêt à tout pour séduire Ben Ali et son épouse. »

Encore fallait-il faire en sorte que l'école de Leila n'ait pas de concurrent. Or, en 2005, avait été créé à Tunis le lycée Louis-Pasteur, de haute tenue, préparant à la fois aux programmes des baccalauréats français et tunisien. À la tête de cet établissement propriété de leur Fondation Bouebdelli, Mohammed et Madeleine Bouebdelli avaient déjà fait leurs preuves en reprenant, en 1988, les œuvres éducatives de la congrégation religieuse des Sœurs de Saint-Joseph. Sous leur autorité, 1 400 élèves, issus souvent des milieux intellectuels et bourgeois de Tunis, étaient scolarisés à l'école primaire et au collège. Le niveau était excellent, au point que Une et Leila avaient tenté d'y scolariser leurs propres filles, Nesrine et sa cadette Halima.

*Le lycée Louis-Pasteur,
un concurrent à éliminer*

Le 10 mai 2007, surprise ! Cinq mois avant l'ouverture de l'École internationale de Leila, le ministère tunisien de l'Éducation envoie un oukase au couple Bouebdelli : « Nous avons appris à travers des annonces publicitaires insérées par votre établissement dans les journaux quotidiens que vous inscriviez des élèves au baccalauréat en vue d'étudier selon le système de la Mission culturelle française en Tunisie. Étonnés de cette initiative, nous vous demandons d'arrêter les inscriptions et d'annuler vos annonces en attendant de recevoir une autorisation définitive. » Voici les Bouebdelli accusés de déviance culturelle ! Pire, soupçonnés de travailler pour l'étranger ! De parfaite mauvaise foi, l'administration prétend ne pas avoir donné, depuis 2005, la moindre autorisation d'ouverture aux responsables du lycée - alors que ces autorisations ont été délivrées en bonne et due forme. Mais, sans existence légale désormais, l'établissement doit fermer ses portes.

Cette fois, Leila et les siens ont franchi la ligne jaune. Pour l'élite tunisienne, l'une des mieux formées de la Méditerranée, l'éducation est un bien sacré. Depuis vingt ans, ses membres ont courbé la tête face à l'arbitraire du régime, car ils y trouvaient malgré tout leur intérêt, mais, là, ils réagissent. Pas touche à cet établissement d'excellence ! Les parents d'élèves - les femmes plus que les hommes - lancent une pétition appelant à la réouverture du lycée Louis-Pasteur. Médecins, avocats, universitaires, 1 300 personnes la signeront : « Les soussignés, considérant que l'amélioration de l'enseignement en Tunisie est un devoir national, constatant que le lycée Louis-Pasteur à Tunis assurait

jusqu'ici à ses élèves un haut niveau d'enseignement avec des résultats remarquables, [sont] surpris d'apprendre que ce lycée vient de faire l'objet d'une mesure administrative de fermeture, réclament que l'autorité administrative explique clairement et publiquement les raisons qui l'ont amenée à prendre cette mesure et que le directeur du lycée soit en mesure de discuter librement ces raisons. » Et, pour finir, les parents d'élèves de la bonne bourgeoisie tunisoise, mobilisés contre un pouvoir autiste, « exigent que la mesure de fermeture soit rapportée ».

Naturellement, l'administration fait la sourde oreille. Quant à la diplomatie française, elle reste aux abonnés absents. Dès le 29 mai, la directrice du lycée, Madeleine Bouebdelli, écrit une lettre au président français à peine élu, Nicolas Sarkozy, lui demandant de l'aider à sauver son établissement, au nom de la francophonie. « La raison invoquée de cette fermeture, **s'indigne-t-elle** dans sa missive, est la suppression de toute concurrence suite à l'ouverture prochaine d'une autre structure privée de même nature, l'École internationale de Carthage, créée à l'initiative de Mme Leila Ben Ali, épouse du président de la République, et Mme Souha Arafat. » Le 9 juillet, le chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, Cédric Goubet, lui répond, en renvoyant la patate chaude vers le Quai d'Orsay : « Je n'ai pas manqué de **signaler** vos préoccupations à Monsieur le ministre des Affaires étrangères. »

Pourtant, durant l'été, rien ne se passe. Le 22 septembre, Madeleine Bouebdelli, femme obstinée et courageuse, reprend sa plus belle plume pour s'adresser à l'Élysée :

Je tiens à vous informer n'avoir reçu aucune réponse à ma requête à M. le ministre des Affaires étrangères et européennes. » Et c'est le 31 décembre 2007 seulement que ce

dernier, Bernard Kouchner, se fend d'une lettre aux responsables du lycée Louis-Pasteur : « Le développement de l'enseignement de notre langue et la diffusion de notre culture doivent beaucoup aux personnalités engagées comme la vôtre. Le lycée Louis-Pasteur apparaissait [...] comme l'un des piliers de coopération culturelle et linguistique **franco-tunisienne**. »

Autant de compliments qui amènent le courageux Bernard Kouchner à surtout... ne pas intervenir : « **Sans** pouvoir intervenir dans le dialogue qu'il vous revient de mener avec les institutions éducatives tunisiennes, nous serions désolés que la légitimité d'une section française au sein de votre établissement ne soit pas entendue. » Courage, fuyons ! Une défense bien misérable de la francophonie... Depuis ce malheureux été 2007, le lycée Pasteur n'a pas rouvert ses portes. Une école qui ferme, c'est une prison qu'on ouvre, pourrait-on écrire en parodiant Victor Hugo. Force est en tout cas de constater que la Tunisie de Zine et Leila, avec l'aide de la France, est capable de fermer par oukase un établissement de pointe.

Enfin, lorsque le Premier ministre français François Fillon se rend à Tunis en avril 2009, un cocktail est organisé à l'ambassade. Madeleine Bouebdelli y est invitée, en tant que présidente d'une association qui s'occupe de recevoir les personnes âgées d'origine française. Valérie Pécresse, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, est présente. Madeleine Bouebdelli s'avance vers elle, commence à s'expliquer, mais elle n'a pas le temps de **ter**miner sa phrase : la ministre a déjà tourné les talons !

Appétits immobiliers et passe-droits

Dans cette affaire du lycée Pasteur, il y a plus grave. La brutalité de l'offensive de Leila Trabelsi contre la Fondation Bouebdelli n'est en effet pas seulement due à la concurrence des deux établissements. Car les patrons du lycée Pasteur étaient dans le collimateur de la présidence depuis déjà plusieurs années. Et cela pour deux raisons au moins : les projets immobiliers de Leila et le refus de la Fondation de faire bénéficier les rejetons du clan Trabelsi de certains privilèges.

Le terrain de 10 000 mètres carrés qu'elle occupe au centre de Tunis, 82 avenue Mohamed V, vaut de l'or. Et, de **longue** date, l'idée des Trabelsi est de s'approprier une grande surface, activité particulièrement lucrative en Tunisie. Comme on l'a vu, le clan rival des Chiboub exploite déjà depuis 2001 un magasin Carrefour. Le gendre du président, époux d'une des filles nées de son premier mariage, est en effet avec son oncle, Taoufik Chaieb, l'heureux intermédiaire de cette grande marque. Les Trabelsi, eux, voudraient **faire** affaire avec Casino. Depuis longtemps, Leila a jeté son dévolu sur le magnifique terrain de la Fondation Bouebdelli, où sont situés le collège et l'école primaire.

Plus sérieux aux yeux de Leila Trabelsi, le couple Bouebdelli a résisté, depuis des années, à toutes les tentatives de la présidence d'obtenir des faveurs pour les enfants du clan scolarisés dans ses établissements. Et les tentatives d'intervention n'ont jamais cessé.

L'un de ces incidents devait concerner Sofiane Ben Ali, le fils de Moncef, petit frère du président, qui fut impliqué, on l'a vu, dans l'affaire dite de la « couscous connection »

avant que la justice française le rattrape en 1992 - Moncef devait disparaître en 1996, officiellement d'une crise cardiaque, en fait dans des circonstances mal élucidées. Avec un père pareil, le jeune Sofiane partait sans doute avec un handicap à l'école. Un matin, il arrive, fort mal rasé, à la Fondation Bouebdelli. Ce n'est pas le genre du collège, où les élèves sont en blouse et assistant, chaque matin, au lever des couleurs. À l'ancienne. Sofiane est renvoyé pour trois jours. Immédiatement, Moncef envoie son directeur commercial pour s'expliquer. L'incident finit par se régler gentiment.

Plus tard, Sofiane gifle un élève, ce qui lui vaut une nouvelle exclusion de huit jours. Là encore, un compromis est trouvé. Sofiane promet au directeur du collège, Mohammed Bouebdelli, « d'homme à homme », qu'il ne recommencera pas. Un terrain d'entente est trouvé. Tout voyou qu'il soit, Moncef ne prétend pas dicter la loi du clan aux directeurs d'école. Le régime conserve encore à l'époque certaines formes. « Nous étions encore à une période où des gens comme Moncef, quelles qu'aient pu être ses activités par ailleurs, respectaient quelques règles de vie commune », juge un ancien parent d'élève, très impliqué dans le fonctionnement de la Fondation Bouebdelli.

Depuis, Sofiane a poursuivi de vagues études en Suisse, puis épousé en 2002 la deuxième fille de Hédi Jilani, le patron des patrons. Ainsi **gagne-t-il** confortablement sa vie dans l'industrie des duty-free. La veuve de Moncef gère, elle, une chaîne de supérettes de produits occidentaux. Lorsqu'on appartient au sérail, on peut survivre sans diplômes dans la Tunisie de Leila.

*Du sur mesure pour les **rejetons** du clan Trabelsi*

Deuxième épisode : un peu plus tard, le frère aîné de Leila, Belhassen, et sa femme souhaitent inscrire leur fille **Yamina**, trois ans et demi, en maternelle. Impossible, leur répond-on à la Fondation, il faut attendre qu'elle ait cinq ans. Appel à nouveau de Leila, suivi d'une intervention d'Hamed **Mlika**, conseiller à la présidence. Les Bouebdelli ne cèdent pas.

Troisième round en 1998 : Zine et Leila inscrivent leur seconde fille **Halima**, âgée de cinq ans, en première année d'école primaire, alors qu'elle devrait l'être dans la classe inférieure. Comme l'enfant peine à suivre en classe, Leila demande qu'on supprime les cours d'anglais et de français pour l'ensemble des élèves. La Fondation refuse. Exit Halima.

En 2004, un dernier incident, le plus grave, provoquera un véritable bras de fer entre le pouvoir et les Bouebdelli. L'avocat personnel de Leila et Belhassen, **M^e Ben Youssef**, souhaite inscrire sa fille en première année de **collège** à la Fondation. Hélas, cette dernière n'a obtenu qu'un huit sur vingt de moyenne et les Bouebdelli refusent de **l'intégrer** au collège.

Ce refus va provoquer, trois ans avant la fermeture du **lycée Pasteur**, un véritable embrasement. « Nous avons été **attaqués** de toutes parts, nos comptes bancaires bloqués, les huissiers frappant tous les jours à notre porte, devait expliquer Mohammed Bouebdelli à l'époque à un journaliste **étranger**, j'avais l'estomac noué, je n'arrivais plus à rien avaler. » Pas question, pour autant, que les responsables de **la Fondation** cèdent aux pressions du palais de Carthage. « Nous sommes des gens, poursuivait-il, qui savons dire non. »

Il leur faudra à lui et à son épouse beaucoup de cran. Le ministre de l'Éducation de l'époque et futur ambassadeur à Paris, Mohamed Raouf **Najar**, prend contact avec les responsables de cet affront insupportable : « De deux choses l'une, ou vous acceptez cette élève, leur explique le ministre, ou on ferme votre établissement. — N'oublie pas, lui répond Mohammed Bouebdelli, que toi aussi tu te trouves sur un siège éjectable ! »

Devant cette résistance inattendue, le régime de Ben Ali s'emballe. Le tribunal de première instance de Tunis ordonne la destitution de Madeleine Bouebdelli. Un nouveau directeur est nommé et la fille de l'avocat de Leila inscrite d'autorité, alors que l'année a déjà commencé au collège. Seul grain de sable, les Trabelsi ne s'attendaient pas à la vague de protestations qui va suivre. Les parents d'élève vont se solidariser avec la direction, déclencher une grève de l'établissement, multiplier les demandes d'audience. Le pouvoir devra finalement reculer, les décisions judiciaires annulées et Mme Bouebdelli rétablie comme directrice

Cette fois encore, le Quai d'Orsay n'a pas bougé. Toute honte bue, le président Ben Ali fera savoir aux patrons de la Fondation que, bien sûr, il n'était au courant de rien : « On m'a induit en erreur, **prétendra-t-il**, on m'avait dit que Mme Bouebdelli [d'origine française] était raciste et colonialiste. » Le grand ami de l'Occident qu'est Ben Ali n'hésite jamais à jouer de la fibre nationaliste la plus éculée, face par exemple aux attaques venues de la presse française.

*Des **Scuds** bien ajustés*

Pour autant, le harcèlement contre la famille Bouebdelli n'a pas cessé. L'affaire de la fermeture du lycée Pasteur en 2007 a même envenimé le climat un peu plus encore : emails détournés, lignes de téléphone surveillées, contrôles sanitaires répétés, contrôles fiscaux approfondis. L'acharnement juridique s'intensifie.

Un décret, signé en février 2008, concernant les écoles privées a été taillé sur mesure pour torpiller la Fondation. Il est désormais interdit de posséder, dans un même établissement, une section pour préparer les examens tunisiens et une autre pour passer les diplômes étrangers, comme cela était le cas au lycée Pasteur. Déjà empêché de fonctionner, cet établissement perdait alors tout espoir d'ouvrir un jour. Ainsi va le pouvoir en Tunisie : il procède dans un premier **temps** par oukases arbitraires ; et, dans un second temps, il « légalise » les abus de pouvoir qu'il s'est autorisés par une modification de la réglementation ou l'instrumentalisation **de** la justice. De nouvelles normes de fonctionnement des **écoles** privées, imposant 42 mètres carrés par salle de classe, mettent à mal l'ensemble des enseignements de la **Fondation**. Ses salles de cours ne dépassent pas 40 mètres carrés. Le **tir** est parfaitement ajusté. La Fondation a été obligée de prévoir dans ses locaux de nombreux aménagements, qui **coûtent** naturellement fort cher. Le pouvoir tunisien ne fait pas **dans** la dentelle...

Des libelles circulent sous le manteau. Ainsi peut-on **lire**, dans la presse inféodée au pouvoir, de mystérieux • **groupes** d'enseignants de l'école privée Bouebdelli » qui se livrent à des attaques aussi insultantes que mensongères :

L'âge aidant, une nouvelle **personnalité** s'est mise à nu, on

découvre de jour en jour un nouveau M. Bouebdelli qui s'installe prétentieux, hautain, arrogant, déraciné et opportuniste à volonté, se décrivant de nouvelles ambitions et adoptant pour ce faire un profil qui tourne le dos à toutes les valeurs qui ont fait et font toujours la sacralité et le mérite du monde de l'enseignement. » Et les mêmes vengeurs masqués d'ajouter : « Au service de ses nouvelles ambitions, M. Bouebdelli a été même jusqu'à franchir le pas et ajouter un "r" à sa mission d'origine pour se muer d'un homme d'enseignement en homme de renseignement et se prostituer auprès de tous les étrangers qui veulent s'attacher ses services.... »

Malgré cette minable guerre d'usure, les résultats aux diplômes d'État des Bouebdelli sont restés exceptionnels : 100 % de succès et 100 % de mentions. Les inscriptions à l'école et au collège pour la rentrée 2009 étaient plus nombreuses que **jamais**. Choqués par l'arbitraire, ulcérés qu'une vie consacrée à la noble cause de l'éducation ait été piétinée, effrayés par la violence de la réaction du pouvoir, les Bouebdelli sont entrés en résistance. À la veille de l'élection présidentielle d'octobre 2009, Mohammed devait publier un livre dénonciateur. Son titre : *Le Jour où j'ai compris que la Tunisie n'est pas un pays de liberté...*

Pondéré et calme, cet ingénieur informaticien, admirateur de Bourguiba, avait regagné la Tunisie après 1972 et adhéré au premier parti d'opposition, le Mouvement des démocrates sociaux (MDS). Depuis 1988, date à laquelle Mohammed Bouebdelli se lance, avec son épouse, dans la création d'une **œuvre** éducative, il se tient volontairement à l'écart de la vie politique. Ce temps-là est révolu : « Nous proposons un ensemble de réformes qui doivent conduire

au salut de notre pays, écrit Mohammed Bouebdelli dans la préface de son livre, nous appelons nos compatriotes à s'y rallier, à y apporter leur soutien. »

Pourquoi aujourd'hui ? Pourquoi si tard ? Les membres de la bourgeoisie tunisienne ont longtemps fait preuve d'une grande indulgence pour le régime arbitraire et autocratique du général Ben Ali. Après tout, pensaient-ils, ce militaire, devenu flic, les avait protégés efficacement de la déferlante islamiste. Le régime laissait, jusqu'à présent, une part belle à l'initiative privée. L'accord avec l'Union européenne, le premier signé par un État du Maghreb, avait favorisé et dopé les plus entreprenants des patrons. La vie économique, sans être ce « miracle » vanté par Jacques Chirac, préservait les principaux acquis des années Bourguiba. Le credo de cette classe dirigeante a désormais changé. Le parcours d'un Mohamed Bouebdelli est significatif de ce changement d'état d'esprit. En témoigne aussi la **liberté** de parole que s'autorisent, même avec d'innombrables précautions, beaucoup de responsables économiques et politiques tunisiens.

Plus que les atteintes répétées et insupportables aux **droits** de l'homme, la voracité du régime, et notamment du **«** lan Trabelsi, fragilise désormais le pouvoir. On assiste désormais à une immense lassitude de la bourgeoisie de l'unis. Certes, le mépris des grandes familles du pays a été **«** **constant** pour ces parvenus de Zine et Leila, issus de milieux **très** populaires. Mais leur intérêt bien compris - et une certaine lâcheté - les incita longtemps à la prudence. Face à la **fin** de règne qui se profile et face aux ambitions politiques de Leila, ces notables commencent à élever la voix : ils ne supportent plus que Leila et les siens continuent à leur manger



la laine sur le dos. « Nous n'avons même pas affaire, affirme l'un d'entre eux, à une mafia, avec ses codes et ses valeurs. Les Trabelsi sont juste de petits voyous. » Comme on va le voir, la saga de Sakhr Materi, gendre de Leila, n'infirmes pas ce sévère diagnostic...

7

Sakhr Materi, l'héritier présumé

A lors, il paraît que c'est toi la première dame de Tunisie ? » En cette chaude matinée de l'été 2008, Leila Ben Ali ne décolère pas contre son « amie » Naïma Materi. Celle-ci est l'ambitieuse épouse du « félon » Moncef Materi - lequel, en 1962, tenta de renverser Habib Bourguiba et le paya de dix années de prison avant d'être plus tard discrètement réhabilité par le président Ben Ali. Naïma Materi, née Boutiba, est également la mère de Sakhr Materi, qui a épousé Nesrine, fille de Leila et de Zine el-Abidine Ben Ali, en 2004.

Leila et Naïma, les rivales

Mais rien n'y fait ce matin. Leila en veut à Naïma de l'avoir exclue, elle et son mari, de la soirée qu'ont donnée la veille les Materi en l'honneur du colonel Kadhafi dans leur luxueuse villa d'Hammamet. Le « guide » libyen

est en visite officielle au pays du jasmin, avec lequel les relations bilatérales connaissent des hauts et des bas, les Tunisiens soupçonnant à juste titre leur turbulent voisin de chercher à les déstabiliser. Une visite « de fraternité et de travail », comme l'affirme la diplomatie tunisienne, dont le clou reste la réception privée offerte par le clan Materi. Et quelle soirée ! D'abord les cadeaux que Mouammar Kadhafi distribue à tour de bras dans le plus pur style kitsch qu'il affectionne : quelques diamants et surtout de ravissants pendentifs clignotants ornés de sa photo... Puis la sensualité envoûtante des danses et chants dont Naïma Materi a gratifié le guide dans une ambiance des plus orientales. La fête ne s'est interrompue qu'au petit matin, lorsque l'illustre hôte des Materi s'est incliné pour la prière de l'aube.

C'en est trop pour Leila, qui nourrit déjà de la rancune envers sa désormais rivale Naïma. « Il semblerait qu'il y ait maintenant deux régentes à Tunis, persifle un homme d'affaires français parfaitement au fait des psychodrames du sérail tunisois, mais lorsque Leila l'a vertement remise à sa place, Naïma en était mortifiée. Pendant si longtemps, elle a joué la déférence. Mais, que voulez-vous, elle a la langue trop bien pendue... » Leila n'oublie pas, non plus, que c'est la seconde fois en peu de temps qu'elle est contrainte de rappeler Naïma à l'ordre : un an auparavant, elle avait envoyé son obligée en mission en Libye, expliquer au colonel Kadhafi pourquoi elle, Leila Ben Ali, s'était fâchée à mort avec son ancienne amie Souha Arafat, la veuve du leader palestinien Yasser Arafat. Furieuse et humiliée d'avoir été, comme

1 À Tunis, la simple accusation de collaborer avec les services de renseignements libyens entraîne une excommunication immédiate. Le régime n'hésite pas à utiliser cet argument pour se débarrasser à moindres frais de personnages devenus encombrants.

on l'a vu, chassée de Carthage, Souha s'en était allée pleurer sur l'épaule de Mouammar Kadhafi, qui l'avait alors remise à flot financièrement. Et voilà qu'un vent mauvais en provenance de Tripoli fait savoir à Leila que Naïma ne s'est guère acquittée de sa mission. Pire, elle s'est répandue en médisance, sur la régente de Tunis auprès du guide libyen !

Et, à l'issue de cette mémorable soirée donnée à Hammamet, le couple Ben Ali a de sérieuses raisons d'en vouloir aux Materi. Le colonel Kadhafi a en effet tenu des propos pour le moins osés à Moncef, époux de Naïma, lui glissant en substance : « Tu as survécu à un échec. Moi, je te propose un vrai coup d'État et te suggère d'instaurer une "monarchie" en Tunisie. » Une vieille lubie qui tараude le colonel de temps à autre, sans prêter à conséquences. Alors que la santé de Zine el-Abidine Ben Ali va déclinant, Carthage cherche en fait un successeur depuis quelques années. Il n'est bien sûr pas question d'œuvrer pour l'avenir du pays, mais plutôt de perpétuer le régime mafieux du président et de sa régente, afin d'assurer fortune et sécurité à leur descendance et en particulier à leur fils chéri, Mohamed Zine el-Abidine, né en 2005 et que le peuple qualifie de « petit prince ».

L'alliance de la République et du beylicat

Dès 2004, il n'avait pas échappé à Leila que le jeune Sakhr Materi répondait aux critères du casting, mais qu'il fallait le ferrer. Alors, vite fait bien fait, elle organisa, avec l'aide de Naïma Materi, les noces de Sakhr avec sa fille Nesrine. Le tourtereau, alors âgé de vingt-quatre ans, en

aimait une autre, héritière d'une ancienne gloire de la grande distribution qui a fait faillite. Qu'importe ! Pendant que Naïma expliquait à son fils les enjeux d'un mariage avec une Ben Ali, Leila, elle, faisait convoquer l'amoureuse explorée au commissariat. À l'issue d'une garde à vue de 48 heures, la malheureuse préféra jeter l'éponge et se terre depuis en France. Cette union avec Sakhr a en revanche été salvatrice pour la joyeuse et dévergondée Nesrine, qui s'esquintait la santé dans des soirées un tantinet déjantées.

Il faut dire qu'outre son aptitude à remettre Nesrine dans le droit chemin, Sakhr présente un atout indéniable qui fait de lui le gendre idéal : il appartient à cette grande bourgeoisie tunisoise d'origine turque, les Beldis, qui se pincent le nez à la simple évocation des arrivistes que sont les Ben Ali. Sakhr Materi ne déroge d'ailleurs pas à la règle, aimant qualifier ses beaux-parents et les Trabelsi de « va-nu-pieds »... Mais Leila n'en a cure. Originaire comme Zine d'un milieu modeste, elle n'a eu de cesse de s'élever socialement, prête à tous les sacrifices. Elle sent aussi que le seul moyen de ne pas être balayée d'un revers de main est de nouer une alliance stratégique avec cette bourgeoisie.

Si Naïma Materi est elle aussi d'origine modeste - son père était maçon -, il en va tout autrement de son mari, Moncef. Celui-ci est en effet le neveu de Mahmoud Materi, l'un des premiers musulmans diplômés de la faculté de médecine de Paris qui fut, avec Habib Bourguiba, l'un des fondateurs du Néo-Destour (lequel deviendra le RCD sous la houlette du président Ben Ali). Et puis Moncef a lui aussi marqué l'histoire du pays. Né en 1939, il s'engage très jeune dans l'armée où, époque coloniale oblige, il rencontre un certain Zine el-Abidine Ben Ali sur les bancs de l'école militaire française de Saint-Cyr. Son destin basculera

dramatiquement à l'hiver 1962, lorsqu'il participe à une tentative de coup d'État destinée à renverser le président Habib Bourguiba. Condamné à mort par une cour martiale, il verra sa peine commuée en dix années de travaux forcés et une radiation des forces armées. Wassila Bourguiba, la première dame, était intervenue en sa faveur : elle aussi était issue de cette bourgeoisie beldie et était de surcroît très proche de la mère de Moncef Materi, comme le rappelle le journaliste Tarek Arfaoui dans un article bien informé sur l'ascension du jeune Sakhr². Les compagnons de Materi n'auront pas cette chance : ils passeront tous par le peloton d'exécution.

Moncef ne retrouvera la liberté qu'en 1973 et sera néanmoins autorisé - Bourguiba régnait alors en maître sur la Tunisie - à créer avec son frère Tahar la société El Adwiya, aujourd'hui le plus important laboratoire pharmaceutique privé du pays. Côté cœur, il **convole** en justes noces avec Naïma après avoir découvert que la pharmacienne qu'il aimait n'avait pas attendu sa libération. Nouveau coup de pouce du destin quelques années plus tard : suite au mariage de son fils avec Nesrine, Moncef a été réhabilité politiquement par le président Ben Ali et siège aujourd'hui à la **chambre** des conseillers, la seconde Chambre du Parlement.

Outre son profil consensuel et son ascendance de grand bourgeois, Sakhr Materi possède deux autres atouts de taille dans la succession qui se prépare. Sa religiosité tout d'abord. Si ses détracteurs le qualifient volontiers de « petit salafiste *new look* », il n'en reste pas moins que Sakhr est en phase avec la bigoterie qui s'abat sur la société tunisienne, à

2 Tarek ARFAOUI, « Où s'arrêtera Sakhr el-Materi ? », *TelQuel*, 9-15 mai 2009.

l'instar des autres pays du Maghreb. Pratiquant rigoureux, il n'hésite pas à interrompre un important rendez-vous d'affaires avec des Occidentaux pour faire la prière. En septembre 2007, il a même lancé sur les ondes FM tunisiennes Radio Zitouna (Olivier), une radio privée qui diffuse des récitation du Coran. En moins de deux ans, elle est devenue la deuxième station la plus écoutée du pays. Les méchantes langues qui hantent les couloirs de Carthage susurrent que le jeune Sakhr est tombé dans le chaudron religieux sous l'influence d'un *meddeb* (précepteur du Coran) de la mosquée de La Marsa, dont il était très proche, *meddeb* qui dirigerait aujourd'hui *de facto* Radio Zitouna. Toujours est-il que Sakhr ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : selon la communauté des affaires, il planchait en 2009 sur le lancement d'une télévision religieuse et a obtenu le feu vert des autorités bancaires pour créer une banque et commercialiser des produits financiers islamiques.

Autre atout, Sakhr Materi entretient également des relations dans le golfe Persique, en particulier à Dubaï, qui lui a attribué une carte de séjour de trois ans et où il se rend souvent, empruntant l'avion présidentiel de son beau-père Ben Ali. Son nom apparaît également dans une affaire d'achat de terrain par la société émiratie Sama Dubaï qui, en 2007, prévoyait d'investir 25 milliards de dollars dans un vaste projet immobilier sur les bords du Lac Sud, à Tunis. Sama Dubaï aurait acquis son terrain de 837 hectares auprès de l'État tunisien pour le prix très symbolique de un dinar le mètre carré. Imbattable ! Le tout sans appel d'offres, mais en s'appuyant sur un texte de loi qui prévoit que l'État peut céder des terrains au dinar symbolique si les investissements prévus et les créations d'emplois à venir sont conséquents. Jusque-là, rien d'illégal donc, si ce n'est que Sakhr

Materi aurait touché une coquette commission lors de la vente du terrain à Sama Dubaï. Le projet immobilier a été depuis remis aux oubliettes, la crise économique et immobilière ayant frappé Dubaï de plein fouet.

17 millions d'euros dans la corbeille à mariage de Sakhr

Le jeune Sakhr Materi n'a guère fait parler de lui avant son mariage avec Nesrine Ben Ali. Tout juste sait-on qu'il a fait de maigres études, au mieux un BTS, puis qu'il s'est prélassé de longs mois à Bruxelles, comme bon nombre de rejetons de la haute société tunisienne. Ceux qui l'ont côtoyé plus jeune ne conservent pas de lui un souvenir *impérissable*. « Un garçon bien élevé, mais sans prédispositions particulières. Et qui ne crachait pas sur un bon verre de whisky », écrit Tarek Arfaoui³. En réalité, l'insipide Sakhr n'a commencé à exister qu'après son mariage avec Nesrine. Selon l'hebdomadaire économique *Les Afriques*, en 2005 « il pilote l'entrée du groupe familial dans le capital de Nestlé l'unisie et, quelques mois plus tard, commence à prendre ses distances avec les affaires familiales pour voler de ses propres ailes⁴ ». Et c'est en un clin d'œil qu'il s'initie à des pratiques financières que ne renierait pas un Belhassen Trabelsi, le frère vorace de Leila Ben Ali.

Originellement « Banque du peuple », la Banque du Sud fut constituée en 1968 à partir de fonds des syndicats, pour

i Ibid.

I Walid KÉFI, « Sakhr el-Materi, 29 ans : "Partout où il passe, il agit en bon père de famille" », *Les Afriques*, 4 juin 2009.

devenir par la suite une banque commerciale dotée d'un réseau d'agences florissant. Mais, comme souvent en Tunisie, elle affiche des créances douteuses exorbitantes, si bien que son coût prohibitif n'intéresse personne quand il est question, en 2004, de privatiser les participations publiques dans son capital (33,5 %). Son principal actionnaire privé, la banque italienne Monte dei Paschi di Siena, qui détient 17 % du capital, préfère même se retirer, alors qu'elle était cofondatrice de la Banque du Sud : en août 2005, elle vend ses parts à Sakhr Materi. Pour procéder à ce rachat, ne disposant pas des fonds nécessaires, celui-ci a une idée lumineuse : il les emprunte tout bonnement à la Banque du Sud. Et deux mois plus tard, miraculeusement, l'association entre le consortium marocain Attijariwafa Bank et la banque espagnole Santander se porte acquéreur des parts publiques et devient l'actionnaire majoritaire de la Banque du Sud. La privatisation s'opère en un temps record de trois semaines : le gendre préféré de Leila se tourne ensuite vers les financiers de Santander, auxquels il propose de vendre ses 17 %. Au prix fort. En contrepartie, le gouvernement baisse de 25 % sa proposition sur le reste des actions.

Et, comme le jeune époux de Nesrine a le sens de la famille, il investit une partie de ses 17 millions d'euros de plus-value pour racheter le fournisseur officiel de voitures de la smala : l'entreprise publique Ennakl, représentant exclusif de Volkswagen, Audi et Renault Véhicules industriels, qui décroche au passage un contrat de cinq ans de fournisseur officiel de l'administration tunisienne. Deux ans plus tard, Ennakl est devenu le deuxième importateur de véhicules Volkswagen en Afrique. Voilà comment fabriquer un millionnaire chez Ben Ali & Co : dans la corbeille à mariage.

À ceci près que les opérations de « Monsieur gendre » ne sont pas restées secrètes longtemps. Dès 2005, des militants du RCD accouchent d'une lettre anonyme où ils dénoncent rageusement « les dérives et les crimes de Ben Ali et de son système ». En bon héritier présumé, Sakhr a droit à son chapitre : « Tout le monde sait que la société Ennakl, [...] après une solide opération de mise en valeur qui a coûté des dizaines de millions de dinars, lui a été cédée pour la somme de 13 millions de dinars. Mais ce que personne ne sait, c'est que le chèque de 13 millions de dinars, remis au Trésor public et tiré sur la STB (la banque de Leila, de ses frères, sœurs, gendres, neveux et nièces), est en bois. Il ne sera pas présenté à l'encaissement. C'est la règle : les Ben Ali, Trabelsi et consorts ne payent pas leurs fournisseurs qui doivent se suffire de l'honneur d'avoir parmi leurs clients un Ben Ali, un Trabelsi et, désormais, un Materi ! »

D'autres anonymes, en l'occurrence un groupe d'économistes de haut niveau, prennent, eux, un malin plaisir à expliquer à leurs lecteurs à quel point le marché automobile est tenu par la mafia au pouvoir : « Si on prend le secteur de vente des voitures importées, on constate que chaque famille au pouvoir détient le monopole de la commercialisation d'une marque : la société Ennakl (Audi, Volkswagen, Porsche) a été privatisée au profit de Sakhr Materi. [...] Belhassen Trabelsi, frère de la deuxième femme de Ben Ali, détient la société de commercialisation de Ford et Jaguar. Marouane Mabrouk, un autre gendre de Ben Ali, détient la société Le Moteur, qui a été privatisée à son profit et qui commercialise Fiat et Mercedes. De son côté, la société Renault-Berliet a été rachetée par les frères Mzabi, alliés de l'épouse de Ben Ali. »

Une fois Sakhr Materi mis sur orbite financière, aucune affaire ne lui a résisté. « L'essentiel du gros business passe par lui », se désole un entrepreneur français. « En 2007, explique l'hebdomadaire *Les Afriques*, il lance les sociétés Trucks Gros et Car Gros, spécialisées dans la vente des pièces de rechange Volkswagen, Audi et Porsche. En juin 2008, il inaugure Ennakl Véhicules industriels, en partenariat avec le groupe Renault Trucks International⁵. » Et, cerise sur le gâteau, en février 2009, il présente au cours d'une soirée où l'alcool coule à flots, en avant-première mondiale, trois nouveaux modèles de Porsche. Tout réussit à son groupe pompeusement baptisé « Princesse El Materi Holding » qui, sur son site Web, annonce son implantation dans divers secteurs : la distribution automobile, le tourisme de croisière, l'immobilier et les médias. On ne le répétera jamais assez, pour Leila & Co, l'essentiel reste de sauvegarder le butin et de prévenir les règlements de comptes entre clans rivaux. D'où l'intérêt, vital, de faire de Sakhr Materi un poids lourd du monde tunisien des affaires.

La vie rêvée de « Monsieur gendre »

Fier de ce statut enviable, Sakhr Materi en profite pour mener grand train. « Il sort en Bentley le matin et l'après-midi, après la prière, conduit une Aston Martin avant d'en changer pour une Porsche », ironise un retraité français qui coule des jours heureux en Tunisie. Sa nouvelle maison, près du joli port de Sidi Bou Saïd, donne également du grain à moudre aux commères qui guettent les moindres faits et gestes du « jouvenceau », comme l'appellent ses détracteurs. Il se dit

en effet avec insistance qu'à la fin des années 2000 il a acheté un vaste terrain à la Sonede, la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, pour un prix défiant toute concurrence : 12,5 dinars le mètre carré, alors que sa valeur avoisinerait plutôt les 1 500 dinars. Mais aussi qu'il s'y est fait construire un palace de 3 000 mètres carrés couverts. Mosquée personnelle et zoo pour animaux sauvages inclus. Car, plus que les berlines de luxe et les détournements de terrain, Sakhr nourrit une passion pour les animaux et les grands fauves d'Afrique. C'est son père qui lui a transmis ce virus, contracté lorsque Moncef opérait comme militaire en poste en Afrique. « Tous les matins, devant la maison de Sakhr, les badauds assistent au va-et-vient de camions chargés d'herbe. C'est pour les animaux ! » s'étrangle notre retraité.

Mais Sakhr s'impatiente, poussé par sa mère Naïma. Quand son tour viendra-t-il ? Aux yeux des Trabelsi, les Materi en veulent toujours plus. On distille avec une pointe de jalousie que « déjà il salue la foule comme un chef d'État lorsqu'il visite un quartier populaire ou se rend dans une mosquée ». Même Belhassen Trabelsi, dont la toute-puissance financière n'est pas (encore) menacée par les Materi, décoche une flèche à l'attention de la soeur de Sakhr, qui se construit une maison plus vaste que la sienne, pourtant de taille respectable : « Les Materi se croient tout permis. » Mais, dans les faits, Belhassen se garde de déclarer une guerre économique à Sakhr : il sait que le fils de Naïma oeuvre pour la sauvegarde des Trabelsi. Selon certaines méchantes langues de l'entourage de la famille de Leila, le jeune Sakhr ne serait en effet qu'un paravent du couple Ben Ali et de ses trois enfants : « Sakhr Materi possède à peine 17 % du capital de Princesse El Materi Holding. Le reste revient au fils adoré du président Ben Ali et de

⁵ Ibid.

Leila, ainsi qu'à leurs deux filles », affirme un proche d'Imed Trabelsi, le neveu de Leila.

Cette répartition du capital au sein de la holding n'empêche pas le système de préparer Sakhr Materi à un destin politique. Au cas où. Première étape : accroître son influence sur les médias et lui construire une image d'homme fort et de leader. Au début du mois d'avril 2009, les Tunisiens ont eu la surprise d'apprendre que Sakhr venait d'acquérir 70 % du capital de Dar Assabah⁶, un important groupe de presse local qui jouit d'une bonne réputation et édite les journaux *Assabah*, en arabe, ainsi que *Le Temps*, en français. Signe que cette acquisition est lourde de sens : les flagorneurs du régime s'empressent d'applaudir. Ainsi, le plumitif Nizar Bahloul, qui dirige le site web Business News (et doit sauvegarder une petite dizaine d'emplois, comme il se plaît à le dire), osa écrire en avril 2009 : « Avec l'entrée d'un homme d'affaires de l'acabit de Sakhr El Materi, il est fort à parier que notre presse se portera mieux. C'est certainement valable pour Dar Assabah et ça l'est (on l'espère) pour l'ensemble de notre profession. Bienvenue dans la famille, M. El Materi⁷ ! »

Seconde étape : lui donner une assise politique. Une tâche à laquelle le conseiller spécial du président Ben Ali, Abdelaziz Ben Dhia, s'est attelé. Le rejeton Materi, on l'a vu, a été ainsi gratifié d'un siège au comité central du RCD en août 2008. Mais pas seulement. Toujours en 2008, le « jouvenceau » a été élu à la tête de la cellule de Carthage

Dermech, avec... 100 % des voix. Et il multiplie depuis les déclarations célébrant beau-papa Ben Ali comme l'« artisan du Changement ». Publié sur le site Web du RCD en février 2009, ce texte résumant une allocution de Sakhr est éloquent : « Il a passé en revue des différentes facettes de la sollicitude dont le président Ben Ali ne cesse d'entourer les jeunes de la Tunisie en général et les jeunes constitutionnels en particulier, mettant l'accent sur la responsabilité des différentes catégories de jeunes dans la consolidation de l'œuvre de développement et de modernisation et dans la concrétisation des ambitions de la Tunisie d'atteindre les indicateurs des pays développés. » Fort de son statut d'héritier présumé, il agit également en dehors de sa section du RCD, souvent aux côtés de son mentor, Ben Dhia. C'est ainsi que, le 25 novembre 2008, Sakhr apparaissait dans une réunion à Sousse, organisée par le « Comité de coordination élargi à la région » du RCD. Ou encore que, le 4 mai 2009, il présidait un séminaire à Gammarth sur l'« efficacité énergétique ». Pour agrémenter le tout d'un zeste d'humanisme, les Materi père et fils ont même créé, en novembre 2008, l'association humanitaire Dar Materi, offrant des conditions de vie décentes aux malades du cancer venant se faire soigner à Tunis.

Gare aux vents contraires

Si Sakhr Materi semble en 2009 intouchable, le parrain Zine el-Abidine Ben Ali et Leila continuent néanmoins d'avoir le dernier mot. C'est l'enseignement que l'on peut tirer du résultat de l'appel d'offres pour l'octroi de la deuxième licence de téléphonie fixe et de la troisième

6 Les conditions du rachat de 70 % de Dar Assabah par Sakhr Materi sont opaques. En effet, tous les héritiers du fondateur de ce groupe de presse n'étaient pas d'accord pour vendre. Il semble que Raouf Cheikhrouhou, qui dirigeait l'entreprise de presse au moment de son rachat par Materi, ainsi qu'une de ses sœurs aient refusé l'offre de Sakhr, qui n'a donc pu faire main basse que sur 70 % du capital du groupe.

7 Nizar BAHLOUL, « El Materi, du business à la presse », www.businessnews.com.tn, 20 avril 2009.

licence de téléphonie mobile, rendu public le 29 juin 2009. Au vu de l'importance des enjeux financiers et technologiques, on peut affirmer sans se tromper que la décision a été prise en haut lieu au palais présidentiel. La bataille était rude, deux poids lourds s'affrontant. D'un côté, Marouane Mabrouk avec sa filiale Divona, alliée pour l'occasion avec France Télécom (Mabrouk a épousé en 1996 Cyrine, la fille de Zine Ben Ali issue d'un premier mariage). De l'autre, Sakhr Materi, qui s'est présenté à la dernière minute en partenariat avec l'opérateur turc Turkcell. De nombreux observateurs donnaient Materi gagnant, mais c'est Marouane Mabrouk qui l'a emporté avec France Télécom, officiellement en raison d'une meilleure offre technique.

Outre quelques rares revers financiers, Sakhr Materi doit aussi compter sur les coups bas de quelques détracteurs cachés au sein même du sérail. On peut ainsi se demander à quel jeu jouait le ministre des Affaires étrangères et « majordome » de Leila Ben Ali, Abdelwaheb Abdallah, lorsqu'il laissa filtrer l'information que Sakhr avait rencontré en cachette à Londres le leader islamiste du mouvement Ennahda, Rached Ghanouchi, ce qui provoqua inévitablement une grosse colère du président Ben Ali. Ou encore pourquoi en juin 2009 le site Bakchich, habituellement interdit en Tunisie, est mystérieusement demeuré accessible pendant quelques jours alors qu'un article impliquant Sakhr Materi dans une étrange affaire de mœurs y était publié⁸. Les cybercenseurs tunisiens sont pourtant d'une efficacité redoutable...

D'autres « opposants » de l'intérieur préfèrent publier sur le Web de méchantes lettres anonymes mettant en garde Ben

Ali sur les dangers du choix de Sakhr. Ne se murmure-t-il pas avec persistance dans les allées du pouvoir que « la bourgeoisie ne veut pas d'une solution familiale » ? La charge la plus violente incombe au groupe anonyme des « Tunisiens responsables » qui, en avril 2009, publie une longue lettre ouverte au président Ben Ali où ils esquissent à quoi pourraient ressembler les premiers pas d'un Sakhr président de la République : « 1) Il divorce de votre fille Nesrine *illico presto* pour convoler avec une Beldia aux normes de Radio Zitouna. [...] 2) Il fera abroger à l'unanimité les textes que vous avez eu la prudence (ou l'imprudence) de promulguer pour garantir aux vôtres impunité et privilèges. [...] 3) Il dépouillera toute votre progéniture, vos cinq filles, Mohammed Zine el-Abidine, sa mère Leila ainsi que tous les membres de vos clans de la totalité de ce qui a été accumulé pendant les deux glorieuses décennies. [...] 4) Il évacuera par tous les moyens légaux et illégaux que vous avez vous-même utilisés tous les associés de "Groupe Princesse", dont votre fils, et les traduira probablement en justice. [...] 5) Il traduira en justice également Leila Trabelsi et les membres de sa famille pour se dissocier définitivement d'une famille synonyme de kleptocratie honnie par la population. Il fera instruire les dossiers d'accusation par les actuels ministres de l'Intérieur et de la Justice, s'ils sont encore en poste, ou par leurs successeurs. »

Même Sakhr Materi semble se méfier des mauvais vents qui pourraient le balayer le jour où le parrain Ben Ali ne sera plus. Prévoyant, il a fait accoucher son épouse de leur premier enfant au Canada - la petite a donc la nationalité canadienne -, où il a acquis en 2009, dans une banlieue huppée de Montréal, un appartement d'une valeur de 2,5 millions de dollars. On n'est jamais trop prudent quand on n'est qu'un héritier présumé...

⁸ Slim BAGGA, « Mœurs : Sakhr Materi fait jeter un innocent en prison », blog « Chak chouka tunisienne », Bakchich.info, 2 juin 2009.

*« Miracle » économique :
l'envers du décor*

C'est devenu une tradition : bon an mal an, la Tunisie récolte les satisfecits et les encouragements de la communauté internationale comme des bailleurs de fonds qui font la pluie et le beau temps dans les pays en développement. FMI, Banque mondiale, Banque européenne d'investissement... Chaque année, les experts de ces institutions se penchent avec bienveillance sur le bon élève tunisien. Il faut dire que celui-ci a le bon goût d'afficher des fondamentaux macroéconomiques méritants, comme le rappelait en avril 2009 la Mission économique de l'ambassade de France en Tunisie : « L'économie tunisienne n'a pas enregistré de croissance négative depuis 1986. Sur les dix dernières années, le PIB [...] a augmenté de près de 5 % en moyenne¹. [...] La

I « Conjugué à la baisse du taux de croissance démographique, les taux de croissance enregistrés ont permis une hausse appréciable du revenu par tête en Tunisie, qui a atteint en moyenne 2,3 % sur la période 1975-2005. Ces taux de croissance ont permis au pays de se classer dans le groupe de pays à revenu intermédiaire. Néanmoins, le rythme de

croissance économique a [...] permis une amélioration sensible des revenus de la population : en 2008, le PIB par habitant est estimé à plus de 3 900 dollars. [...] Les finances publiques demeurent sous contrôle et la politique économique est marquée par la prudence. Depuis plusieurs années, le déficit budgétaire de la Tunisie (avant dons et privatisations) a été limité à 3 %². » Dès lors, rien d'étonnant que le pays « bénéficie d'une situation financière plutôt enviable et d'une image positive auprès des bailleurs de fonds tant multilatéraux que bilatéraux ».

Le chouchou tunisien

En 2008 et 2009, années noires pour l'économie mondiale, la Tunisie a récolté son lot de lauriers et de félicitations. Du FMI bien sûr, dont le directeur, le Français Dominique Strauss-Kahn, déclarait en novembre 2008 à Tunis que « la situation de l'économie tunisienne est bonne et pourrait se porter mieux si la conjoncture mondiale le permettait », avant de qualifier de « sage » la politique monétaire et financière de Carthage. Trois mois plus tôt, en juin 2008, une équipe du FMI ayant accompli une mission sur place approuvait dans ses constats préliminaires la « bonne gestion économique » du pays

croissance enregistré s'est révélé insuffisant pour rejoindre les pays émergents et occuper une place au sein de l'OCDE. Cela n'empêche pas la Tunisie d'afficher l'ambition d'y parvenir. C'est ainsi que la note d'orientation de la décennie 2007-2016 s'est fixé comme objectif la réalisation d'un taux de croissance annuel moyen supérieur à 6,3 %, contre une moyenne de 4,5 % au cours de la décennie précédente. Parallèlement, le revenu par tête est appelé à doubler et à passer de 4 000 dinars en 2006 à 8 000 en 2016 » (source : *Limites, coûts et fragilités des performances économiques tunisiennes, op. cit.*).

2 MISSION ÉCONOMIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE, « Fiche de synthèse sur la situation économique et financière de la Tunisie », 9 avril 2009.

ainsi que les politiques sociales qui continuaient toutes deux « de porter leurs fruits³ ». La Banque mondiale est sur la même longueur d'ondes : dans son rapport *Doing Business 2009*, qui mesure l'efficacité des réformes menées en vue d'assainir l'environnement des affaires, l'institution basée à Washington gratifie la Tunisie d'un généreux sept sur dix et la positionne à la 73^e place sur 188 pays passés au crible (soit loin devant le Maroc et l'Algérie). À la mi-mai 2009, la Banque mondiale met cette fois la main à la poche en accordant un prêt de politique de développement de 250 millions de dollars à la Tunisie pour l'aider à s'intégrer à l'économie mondiale et à développer sa compétitivité⁴.

La Banque européenne d'investissement (BEI) n'est pas en reste. Dans un communiqué de février 2008, on apprend que « les premières interventions de la BEI en Tunisie remontent à 1978. À ce jour, un montant total de 2,75 milliards d'euros a été signé, ce qui fait de la BEI le premier bailleur de fonds de la Tunisie⁵ ». L'Union européenne accorde, elle aussi, sa confiance à Tunis et sait flatter l'encolure du régime de Zine el-Abidine Ben Ali. Comme le rappelle un communiqué d'avril 2009 de la Commission européenne, « la Tunisie a été le premier pays de la région euroméditerranéenne à signer un accord d'association avec l'Union européenne, qui a pour but d'établir un partenariat politique, économique et social entre les deux parties⁶ ». Au programme des réjouissances : la création d'une zone de

3 FMI, « Tunisia. Concluding Statement of the Article IV Consultation Mission », 9 juin 2008.

4 « Tunisie : 250 millions de dollars pour la compétitivité de l'économie », <www.african-manager.com>, 13 mai 2009.

5 BEI, « Les financements de la FEMIP en Tunisie », 29 février 2008.

6 COMMISSION EUROPÉENNE, « Politique européenne de voisinage : Tunisie », <<http://europa.eu>>, 23 avril 2009.

libre-échange d'ici 2010 ⁷. Et Bruxelles de se frotter les mains : « Depuis le 1^{er} janvier 2008, tous les tarifs pour les produits industriels ont été abolis, deux années en avance sur l'échéance initiale. »

Voilà qui méritait de fermer hypocritement les yeux sur la violence policière qui caractérise le régime... Toujours en avril 2009, la commissaire aux Relations extérieures et à la Politique européenne de voisinage, Benita Ferrero-Waldner, osait déclarer : « Nous avons également réussi à établir un dialogue constructif au sujet des droits de l'homme et nous sommes confiants qu'il sera développé davantage afin qu'il puisse produire des progrès. » Alors même, comme le rappelait à juste titre six mois plus tôt la lettre confidentielle *Risques internationaux*, que « les excès du régime policier (tortures, détentions arbitraires, disparitions) sont régulièrement dénoncés par les organisations des droits de l'homme ⁸ ».

Si, aux yeux de la communauté internationale, la Tunisie surclasse économiquement le reste du Maghreb, le régime de Ben Ali peut également se targuer d'avoir une longueur d'avance sur ses voisins en matière de développement humain. La propagande officielle ne s'en prive d'ailleurs pas. À la fin des années 1990, elle mettait l'accent sur l'espérance de vie, qui a « crû de cinq ans au cours de la décennie » ⁹. Dix ans plus tard, il s'agit de montrer que les milliards de dollars généreusement distribués par les

bailleurs de fonds ont été utilisés à bon escient et pour le plus grand bien de la « famille tunisienne »

Ainsi, selon les statistiques officielles, près de 80 % des Tunisiens seraient propriétaires de leur logement, 95 % d'entre eux bénéficieraient « de services sanitaires à moins de 5 km de leur lieu d'habitation », 99,1 % des enfants âgés de six ans seraient scolarisés, 93 % de la population est raccordée à l'eau potable (contre moins de 30 % en 1987) ¹⁰. *Nec plus ultra* du « Changement », l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication a fait un bond en avant en dix ans, puisque le nombre d'internautes est passé de 150 000 en 1999 à 2,9 millions en 2007.

Des statistiques publiques en trompe l'œil

Pourtant, dès 1999, la chercheuse Béatrice I libou notait que « de l'aveu même des institutions internationales, [des] problèmes existent en Tunisie : les bailleurs de fonds connaissent les situations de monopoles privés qu'autorisent les relations politiques, l'emprise croissante

⁷ « Cet accord entraîne un démantèlement progressif du système tarifaire. De sorte que la part de ces impôts liés aux importations dans les revenus propres de l'État est passée de 28,4 % en 1987-1988 à 4,5 % en 2007 » (source : *Limites, coûts et fragilités des performances économiques tunisiennes*, op. cit.).

⁸ Fiche de risque n° 107, *Risques internationaux*, 15 octobre 2008.

⁹ Nicolas BEAU et Jean-Pierre TUQUOI, *Notre ami Ben Ali*, op. cit., p. 146.

¹⁰ Dépêche de l'agence de presse officielle Tunis Afrique Presse (TAP), mai 2009. Les chiffres qui suivent proviennent de cette dépêche.

¹¹ On observera que les statistiques officielles tunisiennes récentes se réfèrent systématiquement à 1987, année de destitution forcée du président Bourguiba et de prise du pouvoir par Zine el-Abidine Ben Ali. En matière de développement humain et de progrès sociaux, ce dernier doit pourtant beaucoup à son prédécesseur, qui a permis à la Tunisie d'entrer dans la modernité au lendemain de son indépendance (1956). C'est par exemple le cas avec l'adoption, dès 1957, du code du statut personnel (CSP), qui interdit aux hommes de répudier leur femme et de s'adonner à la polygamie. Mais on peut tout aussi bien citer l'instauration par le combattant suprême d'une régulation des naissances dans les années 1960 et, dix ans plus tard, la limitation des allocations familiales aux foyers ne dépassant pas quatre enfants (et trois par la suite) (voir Nicolas BEAU et Jean-Pierre TUQUOI, *Notre ami Ben Ali*, op. cit., p. 147).

des "clans" dans les secteurs rentables où le profit est rapide et consistant, les comportements illicites (racket, pressions en tous genres, contrôles fiscaux ou sanitaires injustifiés, etc.) et les pratiques de "droits d'entrée" à verser aux cercles proches de la présidence pour obtenir une affaire, entrer dans un capital ou capter un **marché**¹² ».

Dix ans plus tard, le climat des affaires ne s'est guère amélioré. Bien au contraire ! Selon l'étude d'avril 2009 déjà citée du groupe d'économistes tunisiens anonymes, *Limites, coûts et fragilités des performances économiques tunisiennes*, le régime de Carthage et ses affidés sont entrés dans une nouvelle phase de prédation économique : « L'État, tout en adoptant au cours de la phase de transition libérale une nouvelle combinaison formelle État/marché conforme aux engagements internationaux avec les bailleurs de fonds, continue en pratique, d'une façon de plus en plus informelle, à entretenir le clientélisme et à maintenir la logique redistributive en contrepartie de l'allégeance politique. Comparée à la première période, la phase actuelle de transition libérale se distingue par une privatisation et une confiscation de l'État par les clans familiaux au pouvoir, un partage du patrimoine et un détournement des richesses organisés de façon systématique, élargie et continue au profit de ces derniers, et aboutit à un épuisement des ressources financières traditionnelles utilisées par l'État pour mener sa politique de régulation. »

Pourtant, pas plus les retentissants scandales bancaires comme celui de l'Union internationale de banques (voir

supra, chapitre 3) que le poids des créances douteuses qui affaiblissent le secteur bancaire tunisien¹³ n'ont entamé l'optimisme des bailleurs de fonds, qui avaient certes tiré la sonnette d'alarme dans les années 1990, mais sont depuis revenus à de meilleurs sentiments. Ainsi, dans leur rapport déjà cité de juin 2008, les experts du FMI jugeaient que « la situation des banques s'est améliorée de façon notable durant l'année 2007, caractérisée notamment par : a) une hausse de l'activité bancaire et de la profitabilité ; b) une baisse des créances classées de 19,3 % en 2006 à 17,3 % en 2007, qui s'explique essentiellement par un traitement dynamique de ces créances ». Avant de témoigner d'un optimisme à toute épreuve : « Deux objectifs des autorités pour 2009, à savoir réduire le taux de créances classées à 15 % et porter leur taux de provisionnement à 70 %, paraissent ainsi réalisables. » Qu'importe si un « observateur avisé » confiait quelques années plus tôt à l'hebdomadaire tunisien *Réalités* que « la grande majorité des établissements de crédits sont en train de classer une catégorie de créances contentieuses comme étant des créances recouvrables, provisionnées à 50 %¹⁴ »...

De fait, la Tunisie revient de loin en matière de créances douteuses, qui ont atteint des sommets au milieu des années 1990 : 67 % de leurs engagements pour les banques de développement en 1997, 37,7 % pour les banques commerciales publiques en 1994 et 19,4 % pour les banques commerciales privées en 1996. Une décennie plus tard, une analyse

12 *Les Études du CERI*, n° 60, décembre 1999. Voir par ailleurs l'excellent ouvrage de Béatrice HIBOU, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, La Découverte, Paris, 2006.

13 Elles concernent en particulier le secteur hôtelier, celui des PME ainsi que d'importants hommes d'affaires et personnalités en tous genres. Dans sa fiche de synthèse précitée d'octobre 2008, *Risques internationaux* attribue sans ambiguïté « 20 % environ de créances douteuses » au « népotisme » et ce malgré « certains efforts d'assainissement ».

14 Ahlem BEN ALI, « Les banques tunisiennes face aux créances douteuses. Remue-ménage en coulisses », *Réalités*, avril 2002.

plus poussée des économistes anonymes auteurs du document *Limites, coûts et fragilités des performances économiques tunisiennes* montre que, si l'on compare la liste des trente-deux premiers groupes économiques tunisiens avec celle des entreprises ayant le plus d'engagements à l'égard des banques et ceux qui accumulent le plus de retard dans le remboursement de leurs dettes, on est frappé par deux phénomènes : il s'agit peu ou prou des mêmes entreprises et tous leurs dirigeants sont réputés très proches du pouvoir. Conclusion, selon nos économistes anonymes : « L'importance de la fortune en Tunisie dépend du degré de proximité avec le pouvoir politique. Cette proximité ouvre les portes des banques, permet d'acquérir en priorité les entreprises publiques privatisées, autorise la détention de positions de monopole dans certaines activités [...] et donne un statut d'intermédiation non agréée pour empocher les commissions à l'occasion des marchés publics. »

Dans le registre du maquillage comptable, on peut tout aussi bien dénoncer - au niveau public cette fois - l'entourloupe statistique autour des sacro-saints 3 % de déficit budgétaire que la Tunisie met un point d'honneur à respecter, à la grande joie des institutions internationales friandes d'orthodoxie budgétaire. En juin 2008, le FMI estimait ainsi que « le déficit budgétaire a été maintenu dans les limites de la cible de 3 % du PIB fixée pour 2007, en dépit de l'augmentation importante des subventions pour les produits alimentaires ». Or, dans les faits - cela dure depuis plus de dix ans -, une partie des subventions passe par les entreprises et non par les banques publiques, les infrastructures sont partiellement financées par des fonds non budgétisés ou par des aides bilatérales ou multilatérales et toutes les dépenses budgétaires ne sont pas comptabilisées.

Premières turbulences liées à la crise mondiale

Si, comme le résumait en avril 2009 la Mission économique de l'ambassade de France à Tunis, la grande majorité des observateurs s'accordent sur le fait que la Tunisie affiche « une capacité de résistance aux chocs extérieurs reconnue internationalement », l'année 2009 ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices. À cause de la crise économique planétaire bien sûr, mais pas exclusivement : dans un contexte de récession mondiale, les vulnérabilités de l'économie nationale risquaient de s'exacerber.

Côté prévisions, la même Mission économique annonçait la couleur : « La Tunisie [...] connaît aujourd'hui un ralentissement de son activité économique qui tend à se généraliser. Dans ces conditions, le taux de croissance pour l'année 2009 devrait se situer autour de 3 %. » Le ministre des Finances, Mohamed Rachid Kechiche, se voulait plus optimiste et, en avril 2009, tablait sur un taux de croissance de 4,5 % au lieu des 5 % prévus¹⁵. Signe que le gouvernement ne prenait pas à la légère les menaces planant sur l'économie, M. Kechiche se disait prêt « à lâcher du lest sur le plan du déficit budgétaire » et à aller jusqu'à 3,5 % de déficit. Un renoncement presque idéologique au pays de l'orthodoxie budgétaire.

Dans cette période de turbulences économiques, il ne s'agissait guère de changer de cap, mais au contraire de tenir un discours rassurant pour les bailleurs de fonds. Ainsi, en juin 2009, dans le magazine *L'Économiste*, le patron des

¹⁵ « Tunisie : souplesse, mais fermeté, dans le contrôle fiscal et pas de prochaine diminution des prix de l'électricité ! », <www.africanmanager.com>, 15 avril 2009.

patrons tunisiens, Hédi Jilani, proche de Leila Ben Ali, déclarait : « Plutôt que de crier au scandale quant au choix de l'économie libérale, il faut dire combien elle est vertueuse dans certaines situations. Je n'oublierai jamais que les premiers jours de la crise, les nostalgiques du communisme et de l'économie fermée se sont mis à rêver. Mais ils ont vite compris que personne ne croit à leur message. Tout le monde est pertinemment conscient que l'ouverture au monde est la seule issue pour une économie comme celle de la Tunisie... »

Il faut dire que les deux principaux moteurs de la croissance - les exportations et la consommation des ménages - donnaient des signes de faiblesse. Selon la Mission économique de l'ambassade de France, « certains indicateurs (consommation d'énergie électrique, recours à l'emprunt...) montrent que la demande intérieure connaît un ralentissement sensible, malgré les hausses de salaires obtenues à l'issue des négociations triennales ». La situation se tendait également sur le front des exportations, qui représentaient environ 45 % du PIB. Pour le cabinet d'intelligence économique basé à Londres Oxford Business Group, « après une année de croissance record des exportations de 20 %, le chiffre devrait retomber à 8,7 % en 2009. Les secteurs des textiles et des pièces d'automobile sont particulièrement vulnérables ». Pour ne rien arranger, la Mission économique française soulignait que « les investissements dans le secteur offshore, qui stimulent habituellement le commerce extérieur, semblent marquer le pas après un développement significatif dans le secteur mécanique et électronique ».

De son côté, en avril 2009, l'agence de notation américaine Standard & Poor's estimait encore que la Tunisie se situait dans une « perspective stable », mais que son PIB

risquait d'entrer dans une zone de turbulences en cette année d'élection présidentielle¹⁶. En cause ? Un « possible ralentissement des transferts d'argent vers les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient » de la part de leurs ressortissants résidant à l'étranger. Or, l'argent qu'envoie au pays la diaspora tunisienne représente quelque 5 % du PIB...

Diplômés au chômage et boom de l'économie informelle

Autre donnée structurelle de l'économie qui ternit le tableau idyllique vendu par le régime à ses partenaires : un taux de chômage à deux chiffres, qui atteignait 14,2 % en 2008. Cette réalité est bien ancrée dans les mentalités, comme en témoigne cette blague qui circule dans le pays : « Entre deux cafés, il y a un café. » Sous-entendu, les chômeurs sont légion et tuent le temps dans les cafés qui prospèrent. « Dans ma ville de 60 000 habitants dans le sud du pays, on compte en moyenne quinze cafés qui ouvrent chaque année », témoigne un jeune cadre d'entreprise.

Plus grave, depuis de nombreuses années maintenant, le taux de chômage des jeunes - et en particulier celui des jeunes diplômés - atteint des sommets inquiétants (comme d'ailleurs au Maroc et en Algérie). Selon la Mission économique de l'ambassade de France, il dépasserait le taux moyen de 3 à 5 points. Le gouvernement tunisien ne cherche d'ailleurs pas à occulter la gravité du problème. En 2008, le ministère de l'Emploi et de l'Insertion

¹⁶ « Crise et transferts d'argent : la Tunisie moins touchée que d'autres pays », <www.webmanagercenter.com>, 3 avril 2009.

professionnelle des jeunes s'est même très sérieusement penché sur la question, avec le concours de la Banque mondiale ¹⁷. Objectif : évaluer la situation des jeunes diplômés de l'année 2004 dix-huit mois après qu'ils ont quitté l'enseignement supérieur.

Les résultats de cette étude font froid dans le dos : un an et demi après l'obtention de leur diplôme, 46 % des jeunes actifs n'ont pas trouvé d'emploi. Et les autorités de noter que ce résultat aurait été bien pire « sans la contribution des divers dispositifs d'aide à l'emploi et à l'insertion qui prennent en charge près de 16 % des diplômés de la cohorte ». Sont en particulier touchés les jeunes issus de filières courtes pourtant « supposées posséder une plus forte employabilité », ainsi que les diplômés des filières dites du « tertiaire » (gestion, finances, droit), tout comme les titulaires d'une maîtrise à spécialité juridique (68 % de ces derniers sont au chômage). L'étude révèle également une forte inadéquation entre les filières où s'engouffrent les jeunes et les besoins réels de l'économie. En effet, les ingénieurs éprouvent nettement moins de difficultés à se faire embaucher mais, en 2004, ils ne représentaient que 5 % des effectifs des diplômés.

Une situation que nous a confirmée un jeune diplômé de l'IHEC (Institut des hautes études commerciales) de Carthage, la meilleure école de commerce du pays, rencontré en février 2009 : il a préféré tenter sa chance en France plutôt que d'accepter « un poste à 250 dinars par mois dans le privé chez [lui] ». Pour lui, les pouvoirs publics sont responsables

de ce désastre : « On a créé à tour de bras des filières d'économie/gestion dans tous les gouvernorats. C'est une hérésie, car le pays ne possède ni grosses industries ni grandes entreprises. Faute de débouchés dans la gestion, les jeunes prolongent leurs études et se rabattent sur l'enseignement. » Selon lui, en 2007, pour quinze postes de professeurs dans le secondaire en économie/gestion, 3 000 candidats titulaires du Capes ont postulé. « Sur le bureau du ministre de l'Éducation et de la Formation, on a même comptabilisé deux cents dossiers de demandes de piston ! » s'indigne le jeune homme.

Conséquence logique du chômage de masse : un secteur informel qui s'épanouit. Selon une étude menée en 2002 pour le compte de la Banque mondiale, l'économie parallèle représentait alors environ 38 % du PIB de la Tunisie. Une hypothèse basse puisque, selon certains experts, le chiffre réel serait supérieur à 50 %, comme le rappelait en 2008 le site Kalima, qui expliquait dans un article détaillé l'étroite intrication de cette économie parallèle avec les réseaux de corruption « proches de la famille régnante ¹⁸ ». Et Kalima précisait : « Selon un sondage, réalisé en 2007 par la très officielle Organisation de défense des consommateurs, 77,6 % des Tunisiens préfèrent s'approvisionner sur ce marché parallèle qui satisfait la demande d'une classe moyenne de plus en plus paupérisée. »

¹⁷ RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, *Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires*, vol. 1 : *Rapport sur l'insertion des diplômés de l'année 2004*. Document conjoint du ministère de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle des jeunes et de la Banque mondiale, 2008.

¹⁸ Sihem BENSÉDRINE et Sahbi SMARA, « Commerce parallèle : les parrains et les damnés », <www.kalimatunisie.com>, 29 septembre 2008.

La classe moyenne s'essouffle

Grande fierté du régime de Zine el-Abidine Ben Ali, la classe moyenne représenterait, selon la propagande officielle, 80 % de la population. Si le débat est ouvert sur ce chiffre - estimé plutôt à 35-40 % par les économistes anonymes de l'étude précitée -, il est acquis que cette population est désormais sérieusement fragilisée par la conjoncture économique et les choix stratégiques du gouvernement : entre régression du pouvoir d'achat due au désengagement de l'État, hausse des prix de nombreux produits alimentaires, énergétiques et des services comme l'éducation et la santé, la vie est rude. Mais le principal danger qui la guette reste le surendettement.

Les chiffres publiés dans la presse nationale montrent l'engouement populaire pour le crédit. Selon l'Institut national des statistiques (INS), en 2007, 18,6 % de la population active était endettée et le montant total des crédits alloués par les banques commerciales aurait doublé en quatre ans, passant de 3,1 milliards de dinars en 2003 à 6,6 milliards en 2007¹⁹. La première source d'endettement concerne l'acquisition d'un logement - près de 80 % des Tunisiens sont propriétaires. Mais, au fil des années, une nouvelle culture du crédit a émergé, les membres de la classe moyenne semblant saisis d'une irrépressible frénésie de consommation : de mai 2005 à mai 2006, par exemple, les crédits accordés par les banques pour l'achat d'un véhicule ont grimpé de 33 % et ceux pour les dépenses courantes

(équipements ménagers, vêtements, ordinateurs...) de 26 %²⁰.

La réglementation en vigueur contraint en principe les établissements bancaires à imposer à leurs clients une capacité d'emprunt ne dépassant pas 40 % de leurs revenus. Mais en pratique, en matière de financement, les Tunisiens ont l'embaras du choix. Ils peuvent se tourner vers les caisses sociales qui accordent aussi des prêts, les entreprises susceptibles d'octroyer des avances sur salaires et, surtout, les commerces pratiquant la vente à crédit dont les remboursements peuvent s'étaler jusqu'à trente-six mois²¹. Les consommateurs ne s'en privent d'ailleurs pas, puisque, selon la presse locale, 80 % des clients de ces commerces ont recours au crédit pour effectuer leurs achats. Vêtements, électroménager, voiture et même mariages, fêtes religieuses et cours du soir pour les enfants, tout peut s'acheter à crédit.

Avec l'envers du décor que l'on peut imaginer en cas d'abus. Pour ce jeune cadre en entreprise et son épouse employée de banque, qui peinent à honorer leurs engagements financiers, la courbe exponentielle des crédits à la consommation s'explique aussi par le fait que de nombreux ménages en détournent l'usage : « En fin de mois, on a besoin de cash, donc pourquoi ne pas acquérir un aspirateur ou une télévision à crédit pour la revendre l'après-midi même au noir et récupérer du liquide ? » À en croire divers témoignages concordants, la pratique serait répandue...

Entre crise économique, chômage de masse pour les jeunes et une classe moyenne qui s'asphyxie, la Tunisie de

19 Hassen GHEDIRI, « Dépenses des ménages : l'endettement touche 18,6 % de la population active », www.lequotidien-tn.com, 2008 (date exacte non précisée).

20 Walid KHEFFI, « Endettement des ménages : une montée sans précédent », www.lequotidien-tn.com, 2006 (date exacte non précisée).

21 Cette pratique a été lancée par la célèbre enseigne de distribution Batam, qui, on l'a vu, a mis la clé sous la porte en 2003 pour cause de scandale financier.

2009 a connu meilleure conjoncture. Et ce n'est pas une cinquième réélection truquée d'un despote au pouvoir depuis vingt-deux longues années qui apportera une bouffée d'oxygène. Heureusement, Zine el-Abidine Ben Ali peut compter sur le soutien de la communauté internationale et en particulier de la France. Dans ce pays, le fameux éditorial du patron de *L'Express* Denis Jeambar, qui affirmait dans un raccourci simpliste, deux mois après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, préférer Ben Ali à Ben Laden, semble encore faire autorité sept ans plus tard. « Le régime autoritaire de Ben Ali, écrivait-il alors, a besoin de la durée pour créer une véritable assise démocratique, à travers notamment l'éducation. Il ne s'agit pas d'être complaisant, mais simplement lucide : la démocratie ne naît pas en un seul jour, notre pays a, lui-même, traîné en chemin. Depuis les attentats contre les Twin Towers, il est devenu, en tout cas, évident qu'il faut opposer Ben Ali à Ben Laden²². »

22 Denis JEAMBAR, « Ben Ali contre Ben Laden », *L'Express*, 8 novembre 2001.

Le vent tourne pour le régime de Ben AU

A la veille de la cinquième élection consécutive de Zine el-Abidine Ben Ali, la Tunisie semblait en apesanteur. Mais, subrepticement, les lignes ont bougé tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Une mauvaise odeur de fin de règne flottait sur Carthage. L'exception tunisienne, le « miracle » de ce petit État laïc qui suscita tant d'espoirs sous Bourguiba puis avec l'avènement de Ben Ali, n'est plus. En vingt-deux ans de « Changement », le pays s'est tristement banalisé. Du fait d'abord de la normalisation de ses deux remuants voisins, qui ont longtemps servi de repoussoirs bien commodes pour justifier en interne la « main de fer » du régime. Après bien des vicissitudes, la Libye du colonel Kadhafi a fini par rejoindre le concert des nations au début des années 2000. De son côté, l'Algérie n'est plus en guerre civile depuis la fin des années 1990. La petite Tunisie francophone ne passera pas sous la coupe de la grande Libye. Pas plus qu'elle ne sera « contaminée » par les islamistes algériens.

Le bassin minier de Gafsa s'embrase

En revanche, au plan intérieur, les alertes n'ont pas manqué. Corollaire d'un État policier où les libertés civiles et politiques sont réduites au strict minimum, l'idéologie salafiste gagne du terrain dans la société et notamment chez les jeunes. « Ce phénomène est accentué par la politique répressive dirigée contre la jeunesse. Depuis les émeutes de 2000 le président Ben Ali considère que ses principaux ennemis sont les jeunes », explique la journaliste Sihem Bensedrine. En témoignent par exemple les rafles organisées au début de l'été 2009 pour emmener de force des centaines de jeunes effectuer leur service militaire. Sans doute la crainte que la saison estivale et plus encore la précampagne présidentielle ne soient gâchées par des émeutes.

Est-ce la progression du fondamentalisme religieux qui expliquerait l'irruption, certes encore limitée, d'actions relevant du terrorisme islamiste ? Difficile à dire, tant l'information sur ce point reste soigneusement verrouillée. Ce qui est en revanche avéré, c'est l'attentat qui a frappé Djerba, le 11 avril 2002 : ce jour-là, un camion-citerne bourré d'explosifs explose devant la synagogue de la Ghriba, un lieu de pèlerinage très fréquenté par les touristes ; quatorze Allemands, cinq Tunisiens et deux Français sont tués. L'attaque a été revendiquée par Al-Qaïda. Si aucun autre attentat de cette envergure n'est survenu depuis, il n'en reste pas moins que le pays a connu de sérieuses alertes,

comme ces mystérieux affrontements armés qui, en décembre 2006 et janvier 2007, ont opposé près de la ville de Soliman les forces de sécurité et les membres de l'armée d'Assad Ibn Fourat, un groupe qui serait lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Quatorze insurgés ont été tués, ainsi que deux membres des forces de sécurité. Dans son *Rapport sur l'antiterrorisme 2008*, remis au Congrès américain en avril 2009 et qui évalue chaque année le travail fourni par les partenaires des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, le Bureau du coordinateur pour l'antiterrorisme du Département d'État dressait un état des lieux alarmant pour la Tunisie : « Depuis l'adoption en 2003 de la loi antiterroriste, approximativement 1 000 Tunisiens ont été détenus, accusés ou condamnés pour des charges relatives au terrorisme » - ce qui ne constitue au demeurant qu'un indicateur bien incertain pour appréhender la réalité du phénomène, tant la justice locale est prompte à utiliser le prétexte de terrorisme pour embastiller des opposants qui en sont à cent lieues. Toujours selon les Américains, en 2008, « des extrémistes tunisiens ont été impliqués dans des activités terroristes à l'étranger, incluant la France, l'Italie, l'Irak et le Liban. Au niveau domestique, le gouvernement a travaillé à améliorer les mesures de sécurité aux frontières et dans les aéroports. Des Tunisiens suspectés d'avoir participé à des incidents terroristes à l'étranger ont également été rapatriés et accusés ou condamnés pour activités terroristes ».

Mais c'est surtout sur le front social, du moins dans certaines régions, que la situation interne s'est aggravée. Ainsi, en 2008, les autorités n'ont pas vu venir le soulèvement du bassin minier de Gafsa. Pendant de longs mois, cette région rebelle et oubliée du « miracle » économique a été le théâtre

¹ En 2000, la crainte d'une hausse conséquente du prix du pain avait provoqué de violents affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre dans plusieurs villes du sud-est de la Tunisie.

de manifestations de la population et de violents heurts avec les forces de l'ordre. En cause : le chômage, la **malvie**, la corruption et l'incurie des pouvoirs publics. La région recèle pourtant d'importants gisements de phosphates, qui permettent à la Tunisie d'en être le quatrième exportateur mondial. En janvier 2008, c'est un concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), l'un des rares pourvoyeurs locaux d'emplois, qui a mis le feu aux poudres. Selon les habitants de Gafsa, le népotisme l'a emporté : « Plus de soixante postes ont été attribués à des personnes du gouvernement voisin dont sont issus le gouverneur de Gafsa et ses deux cousins, à savoir le président de la CPG et le directeur de l'usine chimique locale », témoigne l'un d'eux. Résultat : un vaste mouvement de grève et de manifestations qui touchent principalement les trois villes minières de Redeyef, **Oum** Elaraïes et Métlaoui.

Ouvriers, diplômés chômeurs, lycéens et mères de famille, tout le monde s'y met, l'indignation est collective. D'abord par des sit-in pacifiques puis à coups de jets de pierres. Les manifestants installeront même pendant quarante-cinq jours des tentes afin de bloquer la circulation des trains, paralysant ainsi toute activité industrielle. Signe que les autorités sont décontenancées et prennent l'affaire au sérieux, les forces de l'ordre - qui ont pourtant la matraque facile - se contentent, dans un premier temps, d'encercler les manifestants. Le mouvement ne doit pas faire tache d'huile. Des milliers de policiers sont même dépêchés des quatre coins du pays. Puis, en avril 2008, les forces de l'ordre reprennent leurs bonnes vieilles habitudes. Le 6 avril, une manifestation organisée dans les rues de Redeyef est violemment dispersée et une trentaine de personnes sont arrêtées. Le lendemain, des responsables locaux de la grande centrale

syndicale, l'UGTT, et des leaders grévistes sont passés à tabac et jetés en prison, où plusieurs d'entre eux seront torturés. Les émeutes se poursuivront néanmoins pendant de longues semaines encore avec leur cohorte de charges policières et de blessés.

À Carthage, le président Ben Ali et ses conseillers ont fini par prendre la situation au sérieux : il s'agit du plus long conflit social depuis le début de l'ère du « Changement ». Un mois plus tôt, en mars 2008, Ben Ali a fait limoger le gouverneur de Gafsa ainsi que le P-DG de la Compagnie des phosphates. Quatre mois plus tard, face aux manifestations qui se poursuivent, il lâche de nouveau du lest et promet de créer des emplois en attribuant une partie des revenus tirés des exportations de phosphates au développement d'infrastructures publiques. Ces arguments n'ont visiblement pas convaincu les habitants de Redeyef et des environs, puisque les manifestations continueront encore.

En décembre 2008, trente-huit manifestants et leaders syndicaux ayant participé aux émeutes sont passés devant la justice. L'issue de ce simulacre de procès est à la hauteur de la piètre réputation de la justice tunisienne, totalement **inféodée** aux autorités : des peines de prison allant de un an à dix ans. Deux des principaux leaders syndicaux du mouvement, Adnan Hajji et Béchir Labidi, ont pris dix ans et un mois de prison. En appel, leurs condamnations ont été ramenées à huit **ans**². Juste parce qu'ils protestaient contre la misère et la corruption...

² Lors de ce procès en appel organisé en février 2009, les victimes de la répression policière témoignèrent avoir subi diverses formes de torture : position du « poulet rôti », position de la chaise, arrosage d'eau, introduction d'objets dans l'anus ou encore déshabillage en présence de membres de leurs familles. Ces pratiques sont courantes dans les commissariats et centres d'interrogatoires tunisiens.

La France envers et contre tout

Ainsi, tous les signaux - géopolitiques, économiques, sécuritaires ou sociaux - passent progressivement au rouge, mais le président Ben Ali et son entourage peinent à en prendre acte, trop occupés qu'ils sont à s'enrichir et à réprimer toute contestation. À Carthage, où les Trabelsi et les Materi **règnent** en maîtres, on s'accroche surtout à l'idée que la Tunisie reste le chouchou au Maghreb et bénéficie d'un traitement de faveur de la part des puissances occidentales. N'est-ce pas la moindre des choses lorsqu'on a fait le choix de la laïcité et du libéralisme économique ? Et, de fait, même si, comme on le verra, le vent a commencé à tourner à Washington, ce n'est pas le cas à Paris, principal soutien du régime et donnant toujours le **la** sur la question au sein de l'Union européenne : la France continue de lui apporter un soutien aussi inconditionnel qu'aveugle, ne se formalisant ni des gravissimes atteintes aux droits de l'homme ni de la corruption qui mine désormais sérieusement les fondements de l'économie.

À cet égard, la continuité est de règle à l'**Élysée** : Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, même combat ! Sans eux, Ben Ali n'aurait sans doute pas pu postuler à un cinquième mandat. Les proches conseillers de l'actuel locataire de l'**Élysée** ne tarissent d'ailleurs pas d'éloges sur l'ami Zine. Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique du président, glissait ainsi en avril 2008 à des journalistes : « des trois pays du Maghreb, la Tunisie est celui avec lequel nous entretenons la relation la plus dense et la plus apaisée ». Le Maroc **appréciera...** Un mois plus tard, Henri Guaino, le conseiller spécial du chef de l'État, demandait « si on connaît beaucoup de pays dans la région où le niveau de vie est bon, où les

femmes sont les égales des hommes et où l'illettrisme est très faible ». Certes, au moment de ces déclarations d'amour un peu trop appuyées, le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) était en gestation, suivi en direct au Château par MM. Guaino et Levitte. Et Tunis était l'une des rares capitales arabes à le **soutenir...**

Lors de sa visite officielle en avril 2008, Nicolas Sarkozy enfonce le clou : à l'occasion d'un dîner donné en son honneur par Ben Ali au palais de Carthage, le chef de l'État français a loué l'**« espace des libertés »** qui **« progresse »** en **Tunisie**³, provoquant l'indignation des ONG de défense des droits de **l'homme**⁴. Et, dans le même discours, il a lâché une envolée d'anthologie : « Je veux aussi et enfin rendre hommage, Monsieur le président de la République, à votre lutte déterminée contre le terrorisme, qui est le véritable ennemi de la démocratie. Et croyez bien que pour la France, la lutte contre le terrorisme engagée ici, c'est important. Car qui peut croire que si demain, après-demain, un régime de type taliban s'installait dans l'un de vos pays, au nord de l'Afrique, l'Europe et la France pourraient considérer qu'ils sont en sécurité ? » Un message martelé le lendemain devant le Forum d'affaires franco-tunisien : « Et quant aux questions de sécurité et de terrorisme, qui peut penser que l'Europe serait plus heureuse avec un régime taliban en

t Florence **BEAUGÉ**, « À Tunis, M. Sarkozy signe des contrats et célèbre l'"espace des libertés" », *Le Monde*, 30 avril 2008.

i Le 28 avril 2008, un communiqué commun de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et de ses affiliées tunisiennes comme françaises, la LTDH, le CNLT, l'ATFD et la LDH, mentionnait : « Sous le prétexte qu'il ne pouvait s'ériger en "donneur de leçon" à l'égard de son "ami" le **président** tunisien, Nicolas Sarkozy n'a rien fait d'autre en réalité que donner à son homologue, comme son prédécesseur l'avait fait, un blanc-seing pour sa politique et ses méthodes arbitraires concernant les droits de l'homme. [...] En guise de "rupture", le président Sarkozy a offert à Tunis une manifestation attristante de la pire des continuités. »

Algérie, en Tunisie, sans parler du Maroc ? Est-ce que vous croyez que les questions de sécurité qui sont les vôtres ne sont pas aussi les nôtres, quand on considère et l'on connaît l'importance des échanges entre nos deux pays ? »

Non sans livrer au passage, dans une superbe enfilade de fausses dénégations typique du verbe sarkozyen, les véritables motivations de sa visite : « Je ne suis pas venu pour faire une petite tournée, vendre le maximum de choses, vous considérer comme une banque, prendre le plus de profit, m'en aller et oublier ce qui va se passer demain. Cela, c'était l'ancienne façon de faire. Il y a une nouvelle façon de faire, celle qui bâtit ensemble. » Afficher la « rupture » pour mieux pratiquer la continuité, du grand **art...** Comme un écho, en mode mineur, de la propension compulsive du régime tortionnaire de Ben Ali à célébrer les droits de **l'homme**⁵.

Humiliation suprême pour la « France des droits de l'homme », lors de cette visite, la secrétaire d'État aux Droits de l'homme Rama Yade s'est vu infliger une série de camouflages par les autorités tunisiennes. Une heure avant un rendez-vous programmé dans les locaux de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), le rendez-vous a été annulé par le ministère tunisien des Affaires étrangères,

5 Ainsi, **lors** de cette visite, les membres du service de presse de **l'Élysée** ont eu à pâtir d'une forme de **harcèlement** pour le moins originale de la part des autorités tunisiennes. Matin, midi et soir, des agents de l'ATCE, l'agence en charge de la propagande auprès des médias étrangers, inondaient littéralement le hall de l'hôtel où séjournaient les journalistes français accompagnant le président de brochures vantant les mérites de la Tunisie de Ben Ali et qu'il fallait retirer à chaque fois. À titre d'exemple, voici un extrait d'une plaquette poétiquement intitulée *Tunisie, démocratie et droits de l'homme* : « Le paysage médiatique tunisien est caractérisé aujourd'hui par l'ouverture et le pluralisme. [...] Plusieurs fois, le chef de l'État a appelé les journalistes à plus d'audace et d'initiative dans leur travail. Il a également souligné la responsabilité des médias d'œuvrer à changer les mentalités, y compris parmi les responsables qui doivent accepter les critiques. » Bienvenue au royaume de Zine Ben Ubu !

sans la moindre explication. Puis Rama Yade a dû refuser, là encore à la dernière minute, de se rendre à la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), prétextant des « problèmes internes ».

Jacques Chirac ne faisait guère mieux lorsqu'il régnait à **l'Élysée** et sur la diplomatie française. Lui aussi, fraîchement élu, avait pris le chemin de Tunis - c'était en octobre 1995 - pour couvrir de louanges Ben Ali, cet « homme d'État qui incarne la Tunisie nouvelle ». Pour Chirac, déjà, Ben Ali avait engagé son pays sur la « voie de la modernisation, de la démocratie et de la paix sociale »... Comme avec Nicolas Sarkozy treize ans plus tard, tout ce qui aurait pu gêner Zine fut gommé du programme. Pas un mot sur les violations des droits de l'homme. Aucun dirigeant de l'opposition n'a été reçu par la délégation française. Seule audace dans son intervention, le président français a cité le nom de Bourguiba. La presse locale a censuré le passage. Avec Nicolas Sarkozy, cela ne fut même pas nécessaire.

Bernard Kouchner insulté

Seul le Quai d'Orsay, dont chacun sait que son poids politique réel sur la scène nationale comme internationale est des plus réduits depuis les années Mitterrand, prend encore la peine de houspiller de temps à autre le régime de Ben Ali. Sans doute pour permettre à la France de sauver quelques apparences. En mars 2009, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner jetait ainsi un (petit) pavé dans la mare en déclarant à l'hebdomadaire *Jeune Afrique* : « Il y a des atteintes aux droits de l'homme, des journalistes tracassés, parfois emprisonnés, et une politique

générale de fermeté. Je ne peux pas être d'accord avec ce qui contrevient à la liberté d'expression et d'association. Et je serais très heureux si les élections se déroulaient dans un climat de transparence et de **compétition**⁶. »

La réaction de Carthage a fusé aussitôt, par l'intermédiaire d'une « source anonyme » du ministère des Affaires étrangères, qui a dit tout le mal qu'il fallait penser du **french doctor** à l'agence de presse officielle, la TAP : « Si M. Kouchner a des raisons personnelles de vouloir occuper la scène médiatique pour faire oublier certaines "contrariétés", il n'a aucunement le droit de le faire aux dépens de l'obligation de réserve à laquelle il est tenu et que lui-même rappelle dans sa déclaration. Il faut dire que M. Kouchner n'en est pas à une contradiction près. On peut, certes, comprendre sa nostalgie des discours **droit-de-l'hommes** enflammés, comprendre également la crise existentielle qui doit le déchirer de temps en temps, mais cela ne peut faire oublier le respect sacré dû à la vérité, à la réalité de ce qui se passe dans ces pays qui ne sont qu'à une heure de vol des côtes françaises. » La vérité au sujet de la liberté des médias en Tunisie, c'est pourtant celle que rappelait l'ONG Reporters sans frontières dans un communiqué du 1^{er} juillet 2009 : « Les intimidations, interdictions de sortie du territoire et autres menaces à **l'encontre de journalistes** tunisiens sont monnaie courante. [...] L'appareil policier continue à exercer une pression constante sur les journalistes critiques des autorités. Être journaliste indépendant en Tunisie relève toujours du calvaire. »

Toujours dans le registre médiatique, à la fin de l'été 2008, l'ambassadeur de France en Tunisie, Serge Degallaix,

6 *Jeune Afrique*, 22-28 mars 2009.

envoyait à Paris un télégramme diplomatique où il dressait un sombre constat de la liberté d'information et d'expression dans le pays. Ce télégramme faisait suite à la censure, pendant une semaine, du réseau social Facebook, où de jeunes Tunisiens exprimaient à visage découvert leur désir de démocratie et débattaient de la situation politique. Le site web aurait été de nouveau rendu accessible suite à une intervention du président Ben Ali en personne. En préambule, l'ambassadeur de France détaillait la chape de plomb régnant sur l'Internet tunisien, avec la « censure des sites d'information alternatifs sur la Tunisie, d'ONG internationales de défense des droits de l'homme, de partis d'opposition tunisiens et même des sites de partage de vidéos YouTube et Dailymotion depuis la mise en ligne de vidéos des événements du bassin minier de **Gafsa** ». Suivait une analyse politique : « La fermeture de Facebook durant une semaine laisse percevoir la tentation d'une partie du système sécuritaire d'empêcher ce qu'il ne contrôle pas, même dans le cas d'un média politisé à la marge, mais utilisé par bien d'autres acteurs et organismes. Sa réouverture sur intervention personnelle du chef de l'État ne vient pas remettre en cause la posture de ce dernier, qui se présente au-dessus du débat et favorable aux nouvelles technologies. La réalité vécue par tout internaute tunisien empêche d'y croire sans **nuance**. »

En dépit d'une prudence diplomatique toute relative, ce télégramme a le mérite d'être clair. **A-t-il** contribué à ce que la France fasse enfin preuve de fermeté à l'égard de **Carthage** ? « Pas de risque », persifle un autre diplomate français exaspéré par la mansuétude dont fait preuve Paris à l'égard de Ben Ali . « Plus qu'une réflexion spécifiquement tunisienne, marocaine ou algérienne, la diplomatie française

pense régional, donc à l'échelle du Maghreb. Il est aussi acquis que la Tunisie ne rencontre que de petits problèmes et que Ben Ali est capable de tenir la maison. Mais on a malheureusement changé d'époque : plus que les droits de l'homme, notre diplomatie s'attache maintenant à défendre des intérêts économiques *via* des réseaux qui sont en concurrence les uns avec les autres. Les voyants rouges s'allument quand des entreprises françaises perdent des parts de marché. Pas quand un régime réprime à tour de bras. Pour que la France s'émeuve, il faut qu'il y ait mort d'homme. »

Dolce *vita* en Tunisie

Il faut dire aussi que le Tout-Paris politique, médiatique et financier se presse en Tunisie pour y passer de douces vacances. Et pas chères, avec ça ! Certes, on est loin des fastes des Mille et Une Nuits déployés par le royaume du Maroc pour attirer les mêmes « élites » françaises - les généraux d'Alger, quant à eux rigoureusement nuls sur ce registre, sont experts dans bien d'autres, plus tordus, pour se les aliéner tout aussi *efficacement*⁷. Mais la Tunisie possède tout de même quelques *atouts*... Comme par exemple le groupe hôtelier Sangho, dirigé par le riche homme d'affaires Hosni Djemmali. Lequel n'est pas n'importe qui : élément clé du lobbying tunisien en France, il est proche du puissant ministre des Affaires étrangères Abdelwaheb

Abdallah, qui a pendant des années officié comme porte-parole de la présidence et, *de facto*, dirigé la communication du régime (voir *supra*, chapitre 3) - ce qu'il continue d'ailleurs à faire en sous-main, fort d'un impressionnant carnet d'adresses. À Paris, Hosni Djemmali tient table ouverte dans les meilleurs restaurants du quartier de la Bourse, en particulier pour les journalistes héritant du dossier Tunisie. Au dessert, cet homme hospitalier les invite à passer des vacances dans l'un de ses clubs. Avec leur famille et aux frais de la *princesse*...

Alors, lorsque son groupe Sangho fête ses trente ans en novembre 2008, c'est tout naturellement qu'il reçoit ses nombreux « amis » français pour une mémorable soirée au Sangho Club Zarzis, « véritable petit village enfoui dans un jardin palmeraie de 14 hectares, [qui] étale ses bungalows blancs au bord de l'eau », comme le proclame son site Web. Que du beau linge ! Hervé Novelli, alors secrétaire d'État en charge du Commerce, de l'Artisanat, des PME, du Tourisme et des Services - qui en profitera pour épingleur une Légion d'honneur sur le costume d'Hosni Djemmali. Mais aussi Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel et, plus surprenant encore, Marie-Cécile Levitte, l'épouse du conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy. Sans surprise en revanche, le monde des médias est quant à lui représenté en *force* : Dominique de Montvallou, directeur adjoint de la rédaction du *Parisien* ; Michel Schifres, président du comité éditorial du *Figaro* ; Noël Couëdel, directeur éditorial du quotidien *L'Équipe* ; Étienne Mougéotte, ancien vice-président de TF1 et directeur des rédactions du *Figaro* ; Christian de Villeneuve, directeur de la rédaction du *Journal du dimanche* ; Nicolas Charbonneau, ex-Europe 1 parti à I-Télé ; et Valérie Expert, journaliste sur la chaîne d'information

⁷ Voir Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États. Histoire secrète de la guette d'indépendance à la « troisième guerre » d'Algérie*, La Découverte, Paris. 2004

LCI. Tout ce beau monde n'a pas hésité à prendre la pose et s'est retrouvé tout sourires dans les pages people de *Tunisie Plus*, le magazine du groupe Sangho, qui se pique aussi de faire dans la presse. À la gloire du régime de Ben Ali, il va de soi. Un détail qui ne semble guère gêner outre mesure certains plumitifs français. Ainsi, Nicolas Charbonneau et Michel Schifres appartiennent au comité éditorial de ce support de communication, tandis que Jérôme Béglé, ancien de *Paris Match* parti au *Figaro Magazine*, y interviewe le chanteur Dany Brillant, né à Tunis⁸.

Hosni Djemmali et son magazine *Tunisie Plus* ne sont pas les seuls à permettre aux « pipoles » français de la politique et des médias de se la couler douce. Le bimensuel *L'Économiste maghrébin*, proche du président Ben Ali, s'est aussi lancé sur le créneau. Ce n'est pas Jean-Pierre Raffarin qui dira le contraire. Comme l'a révélé *Le Canard enchaîné* au printemps 2009⁹, l'ancien Premier ministre devenu sénateur a bénéficié d'un joli cadeau : un week-end au Tamerza Palace de Tozeur, réputé pour « sa piscine avec vue saisissante sur le désert, son restaurant gastronomique », dans une suite « à plus de 700 euros ». En contrepartie, Jean-Pierre Raffarin a pris la parole lors d'un colloque organisé par l'aimable magazine, où il s'est livré à quelques raffarinades pro-Ben Ali : « D'une certaine manière, la Tunisie est mieux protégée [contre la crise] que d'autres pays », car Ben Ali cultive cette « valeur fondamentale » qui permet de fonder une « nouvelle conception de la vie » : la sécurité.

Plutôt que de célébrer béatement l'amitié franco-tunisienne, d'autres préfèrent la promouvoir activement. C'est

le cas de Georges Fenech, natif de Sousse, un magistrat au curriculum foisonnant : mis en examen en juillet 2001 dans l'affaire de vente d'armes de l'Angolagate, ex-président de l'Association professionnelle des magistrats, ex-député UMP du Rhône - dont l'élection a été invalidée en mars 2008 par le Conseil constitutionnel en raison d'infractions au droit électoral liées à ses comptes de campagne - et grand patron depuis septembre 2008 (merci Sarkozy) de la Miviludes, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Et enfin président de l'association Échanges franco-tunisiens (EFT).

Déjà, lorsqu'il siégeait au Palais-Bourbon et était le vice-président du groupe d'amitié France-Tunisie, ce dernier accouchait de communiqués prenant farouchement la défense du président Ben Ali. Ce fut par exemple le cas en novembre 2005, quand les parlementaires amis de la Tunisie saluaient Ben Ali comme un « véritable homme d'État », louant les avancées d'une « Tunisie qui va dans le bon sens » et fustigeant les tentatives de « désinformation contre la Tunisie », qu'ils jugeaient « injustes » et « inamicales ». C'est donc tout naturellement que Fenech a créé deux ans plus tard, avec l'aide de son épouse Christine Goguet, journaliste, l'association Échanges franco-tunisiens. Monsieur en est le président et Madame la chargée de communication. La vocation d'EFT ? Favoriser le développement des relations économiques entre la France et la Tunisie¹⁰. Comme par hasard, le siège de cette nouvelle

⁸ *Tunisie Plus*, n° 3, janvier-février-mars 2009.

⁹ *Le Canard enchaîné*, 10 juin 2009.

¹⁰ En matière de création d'associations, Georges Fenech n'en est pas à son coup d'essai. Déjà en 1998, il était l'un des membres fondateurs de l'Association internationale pour la démocratie (AIT). Son objectif : promouvoir la démocratie et fournir aux États qui le souhaitent des observateurs impartiaux pour garantir la régularité des élections. Parmi ses autres membres fondateurs figuraient Robert Bourgi, l'homme des coups tordus de la Françafrique qui a repris du service sous Sarkozy...

association est sis à la même adresse - le 28 *bis* rue de Richelieu dans le I^{er} arrondissement parisien - que ceux du groupe hôtelier Sangho et des Éditions Sangho, qui publient le magazine *Tunisie Plus...*

Au fil des années et des opérations de relations publiques de MM. Abdallah et Djemmali, la tribu des amis de la Tunisie n'a cessé de s'élargir. Sans pour autant perdre ses piliers fondateurs. Le premier d'entre eux reste incontestablement Philippe Séguin, qui a grandi à Tunis et aime comparer Ben Ali à de Gaulle. À l'époque où Jacques Chirac était à l'Élysée, Séguin, aujourd'hui premier président de la Cour des comptes, ne rechignait pas à jouer les Messieurs bons offices entre Paris et Carthage. Tantôt pour raisonner Ben Ali qui, lors de la crise du Golfe de 1991, avait pris le parti de Saddam Hussein pour des raisons de politique intérieure. Tantôt pour apaiser la colère présidentielle lorsque le frère de Ben Ali fut condamné par contumace à dix ans de prison par la justice française dans l'affaire de la « couscous connection ».

Même si le régime tunisien penche nettement en faveur de la droite française, il peut compter aussi sur quelques solides soutiens « à gauche ». Comme par exemple le nouveau ministre de la Culture de Nicolas Sarkozy depuis juin 2009, Frédéric Mitterrand. Un vrai compagnon de route ! Ce dernier possède une belle villa à Hammamet et n'a même pas tenu rigueur au pouvoir de lui avoir fait subir quelques mesquineries immobilières dans les années 1990 : les pouvoirs publics ayant autorisé le déversement de milliers de tonnes de gravats sur le site, le paysage autour de la villa de Frédéric Mitterrand a été défiguré, à sa grande fureur. Officiellement, il s'agissait de consolider les remblais tenant les plages de sable mais, en pratique, ces travaux

permettaient à un industriel proche du pouvoir, propriétaire de grandes carrières, de liquider ses surplus de pierres... Autre fervent supporter de gauche : le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui, au motif d'une enfance émouvante passée à Bizerte, est plus prompt à dénoncer les crimes commis par les Chinois contre les Tibétains que ceux de Ben Ali contre les opposants politiques.

Les États-Unis haussent le ton

Les arrières du régime de Ben Ali sont donc bien assurés du côté de Paris, mais ses responsables savent depuis la nouvelle conjoncture mondiale des années 1990 que la puissance française n'est plus ce qu'elle était. C'est pourquoi ils ont également beaucoup investi pour établir des ponts avec Washington. Les États-Unis sont bien implantés au Maghreb et, après les attentats du 11 septembre 2001, ont fait de la Tunisie, comme de l'Algérie et du Maroc, des alliés privilégiés dans la lutte contre le terrorisme islamiste. De plus, aux yeux de Washington, dans ses jeunes années Zine el-Abidine a eu le bon goût de passer une vingtaine de mois en Amérique, où il a été formé à l'École militaire supérieure de renseignement et de sécurité de Baltimore. Voilà qui crée des liens. Il n'est d'ailleurs pas le seul du régime à avoir noué ce type de relations avec les sécuritaires américains. Ministre de la Défense depuis 2005, Kamel Morjane, dont le nom circule parfois pour remplacer Ben Ali, entretient également de solides contacts aux États-Unis - pays dont il posséderait en outre la nationalité (en plus de la tunisienne) -, qu'il a notamment noués lors de sa longue carrière au sein de l'ONU, couronnée par son accession en

2001 au poste de numéro deux du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

C'est donc naturellement qu'en 1998 et sur l'initiative du président Ben Ali un « Club Hannibal-États-Unis » a été créé outre-Atlantique pour y défendre les intérêts tunisiens ¹¹. Alors présidé par l'ancien ambassadeur Robert Pelle-treau, il réunit quelques sénateurs, une poignée de diplomates et de hauts fonctionnaires, une demi-douzaine de journalistes. Des années plus tard, la graine a visiblement pris. En atteste par exemple un rapport sans concession pour le régime tunisien intitulé *L'Oppresseur souriant*, publié en septembre 2008 par le Committee to Protect Journalists, une ONG étatsunienne défendant les droits des journalistes ¹². Dans ce rapport, Joël Campagna, qui dirigeait alors le programme Moyen-Orient-Afrique du Nord du CPJ, fustigeait les soutiens politiques de Ben Ali aux États-Unis. « Beaucoup de ces derniers sont des membres du Congrès, notamment ceux siégeant dans le Groupe sur la Tunisie, récemment constitué et chargé de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays », écrivait-il avant de développer son propos : « Le gouvernement tunisien accueille régulièrement des délégations du Congrès dans la capitale ensoleillée de Tunis. Alors que les membres du Congrès poussent au resserrement des liens entre les États-Unis et la Tunisie, ils observent un silence typique sur le triste bilan tunisien en matière de droits de l'homme et de liberté de la presse, tout en permettant à la presse contrôlée par l'État d'exploiter à sa guise ces visites à des fins de propagande. Le

dernier exemple en date est la visite, en juillet [2008], de la députée américaine Betty McCollum, une démocrate du Minnesota, qui a fait l'éloge de la Tunisie comme une "voix de modération et de sagesse dans le monde", déclaration abondamment reprise par la presse progouvernementale. Journalistes et analystes tunisiens expliquent que ce type de soutien politique représente l'aide étrangère la plus prisée par le régime. »

Mais, en dépit de ces flagorneries qui n'ont rien à envier à celles des élus français, les États-Unis savent aussi, contrairement à la France, manier le bâton. Depuis les années 2000, les diplomates de la représentation américaine à Tunis rencontrent régulièrement les opposants au régime et entretiennent des contacts avec les dissidents exilés à l'étranger. À la grande fureur de Carthage... Autre signe d'une certaine fermeté américaine : le site Web de l'ambassade des États-Unis ¹³ est le seul recensant les (nombreuses) violations des droits de l'homme à ne pas être censuré en Tunisie. Chaque année, le Département d'État y publie, comme dans tous les pays, au moins trois rapports : sur les droits de l'homme, la liberté religieuse et la traite des personnes. Le propos se veut précis et sans fioriture, comme en témoigne cet extrait paru en mars 2009 dans le document consacré aux droits de l'homme : « En mars 2006, selon l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Bechir Rahali, le chef du commissariat de la Cité Ennour à El Ouradia IV, Tunis, aurait causé la mort de Tarek Ayari en lui assenant un coup sur la tête avec le manche d'une pioche alors qu'il tentait d'échapper à une descente de police. Abandonné sur les lieux sans qu'aucun secours ne lui soit porté, il est

¹¹ Nicolas BEAU et Jean-Pierre TUQUOI, *Notre ami Ben Ali*, op. cit.

¹² Joël CAMPAGNA, *Tunisia Report. The Smiling Oppressor*, <<http://cpj.org>>, 23 septembre 2008.

¹³ <<http://french.tunisia.usembassy.gov>>.

ultérieurement décédé des suites de ses blessures. Aucune enquête n'a été ouverte et officiellement aucune plainte n'aurait été portée. »

Si la Tunisie de Ben Ali coopère avec les Américains dans le cadre de la lutte antiterroriste, à Washington les administrations successives n'hésitent pas pour autant à remettre fermement Zine à sa place. Ainsi, en juillet 2009, John **Kerry**, président de la commission des affaires étrangères du Sénat et ex-candidat démocrate à la présidentielle, déclarait : « Nous allons voir si le président Ben Ali va aérer la vie publique. La situation est alarmante et l'on me rapporte que la liberté des médias est l'une des plus mauvaises dans le monde arabe. » Une déclaration qui sonne comme un avertissement.

Déjà en 1999, Bill Clinton refusait de céder aux caprices d'un Ben Ali qui prévoyait de se rendre en visite officielle aux États-Unis. Trop gourmand, le Tunisien exigeait un dîner à la Maison-Blanche en son honneur (le *nec plus ultra* dans le petit monde de la diplomatie), tandis que le président Clinton n'avait qu'un déjeuner à lui offrir. Ben Ali eut beau trépigner, rien n'y fit et la visite fut tout simplement annulée, le président tunisien préférant rester boudier chez lui.

Bien que lancée dans une croisade contre l'islamisme radical, l'administration du président George W. Bush n'a jamais cédé non plus aux caprices et chantages du dictateur de Carthage. Pendant trois ans, Ben Ali a pleurniché pour que le Département d'État mute l'ambassadeur américain en Tunisie, Robert **Godec**. Qualifié d'« **ingérent** », cet excellent diplomate n'hésitait pas à recevoir des dissidents ou à rencontrer des personnalités de l'opposition en grève de la faim. Signe qui ne trompe pas, en juin 2009 Robert Godec a

passé la main à Gordon Gray et, contrairement à la coutume voulant qu'un ambassadeur américain en fin de mission soit reçu à Carthage lors d'un dîner pour y être décoré, il n'en fut rien. Mais le coup le plus dur fut incontestablement assené par l'ancienne secrétaire d'État de George W. Bush, Condoleezza Rice. En tournée au Maghreb en septembre 2008, elle a effectué une halte en Tunisie et a bien évidemment rencontré Ben Ali, qui avait mis les petits plats dans les grands pour la recevoir. Las ! Parfaitement briefée par l'ambassadeur des États-Unis, elle intima à Zine el-Abidine de ne pas se représenter à sa propre succession en octobre 2009. Gros malaise et fureur du président, qui n'oublie pas que, lorsqu'il renversa Bourguiba, il bénéficia de l'accord tacite, pour ne pas dire de la bénédiction, de Washington. La France, elle, n'avait même pas été prévenue.

Conclusion

Les incertitudes d'une fin de règne

Été 2007 : la Tunisie cesse toute coopération sécuritaire avec la France. Une décision potentiellement lourde de conséquences au vu des enjeux qui lient les deux pays : lutte contre le terrorisme bien sûr, mais aussi immigration clandestine, trafics de drogue ou encore d'armes. La stupeur est d'autant plus grande côté français que la raison ayant conduit Carthage semble dérisoire : le président Ben Ali et ses proches, en particulier son épouse Leila, ne supportent plus l'existence en France du journal *L'Audace*, fondé en 1992.

L'Audace, victime du harcèlement de Carthage

Mois après mois, son directeur et presque unique rédacteur, le journaliste Slim Bagga, qui vit réfugié à Paris, met un point d'honneur à révéler les dérives mafieuses

du système Ben Ali et les turpitudes des clans Trabelsi et Materi. À la grande fureur du couple présidentiel et de l'appareil sécuritaire, qui savent pertinemment - et à leurs dépens - que Slim Bagga est (bien) informé de l'intérieur. Mais à quel prix ! Bien que résidant en France, le journaliste a longtemps été victime d'un harcèlement en bonne et due forme de la part de la flicaille tunisienne basée à Paris et dont le QG se situe dans le bâtiment qui abrite le Centre culturel tunisien sis au 36, rue Botzaris dans le XIX^e arrondissement parisien. Menaces téléphoniques, piratage de sa boîte email, bousculades et même une tentative d'incendie de son domicile... Rien ne lui a été épargné, mais Slim Bagga continue tant bien que mal *L'Audace*. Au point de devenir une obsession pour le président Ben Ali et ses sbires, qui harcèlent les autorités françaises pour qu'elles mettent un terme à la publication.

L'affaire est remontée très haut à Paris. Dans les célèbres carnets du général Philippe Rondot (saisis par la justice française dans le cadre de l'affaire Clearstream), alors que celui-ci était encore chargé de la coordination du renseignement au cabinet du ministre de la Défense, on trouve la trace en 2005 d'une démarche du ministre tunisien de l'Intérieur de l'époque exigeant, sans succès, qu'on empêche Slim Bagga de faire son travail de journaliste. Alors ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy avait été saisi personnellement par Tunis de la même demande, comme il l'a confié à l'un des auteurs de cet ouvrage. Là encore, en vain.

Si sous François Mitterrand et Jacques Chirac la France n'a jamais cédé à ce caprice, Nicolas Sarkozy, lui, accédera à la demande de l'ami tunisien. À l'été 2007, un des patrons de la place Beauvau fut contraint d'effectuer un aller-retour

express à Tunis pour calmer ses interlocuteurs et relancer la coopération sécuritaire qui venait d'être stoppée par Carthage. Puis, en novembre de la même année, le dernier numéro de *L'Audace* paraissait, après que le journal eut ~~sur~~ vécu pendant quinze ans à la dictature « **benalienne** ». Amer, son directeur Slim Bagga s'en expliquait en ces **tenues** dans un dernier éditorial : « Des raisons personnelles **et**, pour tout dire, relatives à ma santé et des raisons financières (les ventes à l'étranger et dans les provinces ne sont pas honorées) m'ont acculé à jeter l'ancre. » Avant de déplorer l'attitude de l'opposition tunisienne, dont rares sont ceux qui « se sont investis dans cette aventure palpitante et **dangereuse**¹ ».

C'est donc un Slim Bagga épuisé, exsangue financièrement et lâché par la plupart des opposants, mais aussi par une bonne partie de la presse française - qui ne fait plus guère l'effort d'enquêter sur le pays du jasmin -, qui met un terme à la publication **de L'Audace**. En contrepartie, les autorités françaises lui ont garanti que les services secrets tunisiens cesseraient de le harceler plus que de raison en France.

La paranoïa d'une dictature en bout de course

Une autre histoire, bien plus anecdotique celle-là, montre à quel point le régime du président Ben Ali

¹ Dans cet éditorial de son dernier numéro, Slim Bagga remercie néanmoins « les amis et les soutiens infaillibles ~~de L'Audace~~ durant toute cette période, tels que le docteur Moncef Marzouki, le docteur Mustapha Ben Jaafar, M. Rached Ghannouchi, Sihem Bensedrine, Habib Mokni, l'ancien ministre Ahmed Bennour, Khaled M'Barek, Anissa Picolli, Marie-Christine Perrin, Sophie Vieille, RSF, Amnesty International, la FIDH ainsi que tous les abonnés et lecteurs authentiques ».

s'est enfermé dans une paranoïa qui n'est pas sans rappeler l'ambiance pesante de la fin de l'ère Bourguiba. En septembre 2006, une jeune journaliste pigiste du site Web Bakchich est envoyée en reportage à Tunis. La discrétion est de mise. Las, elle ne parviendra jamais à fouler le sol tunisien : à peine son avion posé à l'aéroport de Tunis-Carthage, des policiers lui confisquent son passeport et lui tendent un billet de retour pour Paris sous l'œil averti de l'équipage d'Air France qui s'empresse de lui demander pour quel média elle travaille. Les médias français n'eurent, eux, même pas cette curiosité. Hormis un communiqué de l'ONG Reporters sans frontières, seuls les quotidiens *Libération* et *Le Monde* consacrèrent quelques lignes à cette énième expulsion de journaliste.

Mais le plus cocasse n'est pas là. Quelques mois plus tard, la jeune femme en question, ayant préféré se consacrer à une carrière dans l'audit, se vit refuser par les autorités de Carthage le droit de se rendre en Tunisie pour un séminaire d'intégration des jeunes recrues du cabinet venant de l'embaucher. Stupeur et fureur de l'ex-pigiste qui en référa à un membre de sa famille bien placé dans la hiérarchie militaire française. Lequel contacta illico le patron de la DGSE, les services secrets français, Pierre Brochand. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque les Tunisiens lui réitérèrent que la demoiselle en question n'était pas la bienvenue. C'est ainsi qu'une journaliste n'ayant guère eu le temps de sévir, et de surcroît reconvertie aux vertus de l'audit, fit trembler Tunis...

À cet état de paranoïa ridicule qui ne cesse d'empirer avec les années, s'ajoutent d'autres facteurs menaçant directement la pérennité du système Ben Ali. À commencer par l'âge (soixante-treize ans en septembre 2009) et la santé

déclinante du chef de l'État, que la teinte de ses cheveux blancs d'un noir de jais ne masque même plus. Si la presse aux ordres s'évertue toujours à lui consacrer chaque jour ou presque ses unes, il s'agit de plus en plus souvent de messages de félicitations adressés à des acteurs de la scène locale, régionale ou internationale. De même que les voyages présidentiels à l'étranger se font rares, tout comme les tournées à l'intérieur du pays, qu'il avait pourtant régulièrement sillonné après sa prise de pouvoir en 1987.

Tout aussi inquiétante, l'irritation croissante de Washington envers Zine el-Abidine Ben Ali et sa présidence à vie. Contrairement à la France, l'Amérique sait qu'elle peut compter sur la servilité du président en matière de lutte contre le terrorisme et, de toute façon, la Tunisie ne représente guère un enjeu stratégique ou géopolitique important pour les États-Unis. Pourquoi donc se priver de tancer ce petit pays arabe qui a très tôt pris le parti de l'Occident comme du libéralisme économique et qui, si des élections transparentes avaient lieu, pourrait constituer la vitrine idéale du monde arabe selon Washington ? Ainsi, d'une administration américaine à l'autre, les violations répétées des droits de l'homme, l'iniquité de la justice comme le musellement des médias et de l'opposition, sans oublier la longévité exagérée de la présidence de l'ami Zine, sont prétextes à des remontrances peu amènes.

Sur le front interne aussi, la situation se fissure petit à petit. Les frasques affairistes, immobilières ou les détournements des joyaux du patrimoine historique tunisien par les proches du chef de l'État, et notamment les Trabelsi, alimentent les conversations des salons bourgeois de La Marsa comme des cafés où les chômeurs tuent le temps. Parfaitement au courant de ces turpitudes, la population affiche un

mépris royal pour sa classe dirigeante et trouve refuge dans les valeurs de l'islam ou l'immigration clandestine, pour les plus jeunes. En témoignent les résultats impressionnants d'un sondage réalisé en 2005 par l'Institut national de la statistique tunisien auprès des jeunes célibataires de quinze à vingt-neuf ans : près de 2 millions d'entre eux (soit 76 %) ont affirmé avoir envie d'émigrer si l'occasion s'en présentait, alors qu'ils n'étaient que 1,1 million (45 %) en 2000 et 457 000 (22 %) en 1996²... Dans ce contexte, les émeutes du bassin minier de Gafsa en 2008 ont créé un précédent et montré qu'un front social uni pouvait faire tergiverser un pouvoir craignant par-dessus tout les débordements sociaux.

Autant de signaux qui devraient alerter la France, principal soutien d'un régime en voie de décomposition. Mais, trop occupée à défendre les restes de feu son pré-carré colonial, celle-ci ferme les yeux en connaissance de cause. Les nuits d'Hamammet et les vacances au pays du jasmin sont si douces... Quant à l'élection présidentielle du 25 octobre 2009, que Ben Ali s'octroie un score supérieur à 90 % comme il les affectionne ou qu'il fasse preuve d'une modestie électorale toute relative, nul ne doutait avant qu'il recevrait un chaleureux message de félicitations de l'Élysée. Faute de dialogue politique cohérent et honnête, Paris en est réduit à flatter l'encolure d'un dictateur sur la fin.

La « régente » Leila gère la succession

Mais qu'advient-il une fois Zine el Abidine inapte à gouverner ? Ou s'il vient à décéder en fonctions ? Une grande partie de l'opposition politique, comportant pourtant des hommes de valeur comme Néjib Chebbi ou Mustapha Ben Jaâfar, s'est beaucoup discréditée par ses querelles intestines ou par son entêtement à participer à des élections truquées. Courageux partisan d'une rupture totale avec le système Ben Ali, le docteur Moncef Marzouki, militant de longue date de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, pâtit d'un manque de relais en Tunisie depuis qu'il a été contraint à s'exiler en France en décembre 2001. À défaut de convaincre d'autres opposants de le rejoindre dans son combat - il estime qu'ils ont « loupé le coche », tout comme les islamistes du mouvement Ennahda -, Moncef Marzouki appelle régulièrement à un sursaut patriotique des corps de l'État que sont la police, l'armée et la justice pour « extirper par la force la mafia³ ». Un appel resté depuis sans réponse.

Dans les coulisses du palais de Carthage, on s'agite et les noms de candidats, parfois autodésignés, à la succession de Zine el-Abidine Ben Ali fleurissent sur le Web, comme on l'a vu dans les pages qui précèdent : Abdelwaheb Abdallah, l'omniprésent ministre des Affaires étrangères ; Abdelaziz Ben Dhia, le conseiller spécial du chef de l'État (affaibli toutefois par ses problèmes de santé) ; Hédi Jilani, le patron des patrons et allié indéfectible de Leila Ben Ali ; Kamel Morjane, le ministre de la Défense, qui dispose de bons contacts

² Habib FOURATI, « Consultation de la jeunesse et désir d'émigration chez les jeunes en Tunisie, 1996-2005 », CARIM, *Notes d'analyse et de synthèse*, n° 47, 2008.

³ Entretien avec l'un des auteurs en juin 2009.

aux États-Unis ; et, bien sûr, le jeune Sakhr Materi, considéré par beaucoup comme le successeur présumé.

Reste surtout Leila Ben Ali, la « régente de Carthage » qui orchestre en sous-main cette valse des prétendants, en cela digne héritière « féministe » de Wassila Ben Ammar, l'influente épouse de Bourguiba, et de Saïda Sassi, nièce et maîtresse du combattant suprême à la fin de sa vie. Mais, contrairement à ses aînées, plus que le pouvoir politique, Leila a surtout travaillé, avec ses nombreux relais familiaux, à constituer pour son clan une solide assise économique et financière, par le biais d'un savant mélange d'accaparement du bien public, de corruption, d'instrumentalisation de la justice et de menaces physiques.

À la fin des années 2000, alors que la question de la succession de son époux se posait avec acuité, elle entendait bien endosser complètement son rôle de régente. Mais, plus Elena Ceausescu qu'Eva Perón, Leila Ben Ali, si elle parvenait à ses fins avec son clan, ferait alors basculer le pays du statut peu enviable de dictature à celui de régime mafieux, qui n'aurait plus rien à envier aux pires républiques bananières. La Tunisie ne mérite pas cela !

Table

Introduction. Leila Trabelsi, l'usurpatrice

La place des femmes, ou l'exception tunisienne 7

De Wassila Ben Ammar à Leila Trabelsi 9

Plus qu'un clan, pas encore une mafia 11

« Enrichissez-vous ! » 13

1. Des maîtresses femmes au pouvoir

Légitimité amoureuse et valeurs partagées 18

Wassila, un « véritable contre-pouvoir » 20

Saïda Sassi, de Bourguiba à Ben Ali 22

Leila, une icône de la modernité 25

La « femme tunisienne » à toutes les sauces 27

Une personnalité en trompe l'œil 29

Le retour du refoulé ? 31

2. Une fulgurante ascension 35*Le secret des deux Leila 35**De l'agence de voyages au secrétariat de direction 38**Climat de terreur à Tunis 40**Les sept familles qui pillent la Tunisie 41**Un boulevard pour les Trabelsi 44***3. Cohabitation au palais de Carthage 47***Les Ben Ali, couple infernal 48**Quand Leila fait et défait les carrières 52**Abdelaziz Ben Dhia, l'homme des missions
secrètes de Ben Ali 54**Abdelwaheb Abdallah, « majordome
de la famille Trabelsi » 56**Conseillers occultes et appareil sécuritaire :
les piliers du régime 59**Le RCD, parti-État dédié au culte de Zine 62***4. Belhassen Trabelsi, le vice-roi de Tunisie 65***« **Monsieurfrère** » fait ses emplettes
au patrimoine historique 66**Gare à vos entreprises ! 68**Un partenariat gagnant-gagnant avec Hédi **Jilani** 71**Belhassen Trabelsi se bonifie avec l'âge 76***5. Imed Trabelsi, le matelot 81***Pas un, mais trois yachts volés ! 82**Imed, **l'enfant** terrible des Trabelsi 85**Imed fait embastiller un innocent 89**La vengeance de Leila 93***6. Leila, directrice d'école : l'affaire du lycée Pasteur 97***Main basse sur l'enseignement, avec l'aide de la France 98**Des résultats plus que mitigés 100**Le lycée Louis-Pasteur, un concurrent à éliminer 102**Appétits immobiliers et passe-droits 105**Du sur mesure pour les rejetons du clan Trabelsi 107**Des Scuds bien ajustés 109***7. Sakhr Materi, l'héritier présumé 113***Leila et Naïma, les rivales 113**L'alliance de la République et du beylicat 115**17 millions d'euros dans la corbeille**à mariage de Sakhr 119**La vie rêvée de « Monsieur gendre » 122**Gare aux vents contraires 125***8. « Miracle » économique : l'envers du décor 129***Le chouchou tunisien 130**Des statistiques publiques en trompe l'œil 133**Premières turbulences liées à la crise mondiale 137**Diplômés au chômage et boom de l'économie
informelle 139**La classe moyenne s'essouffle 142*

9. Le vent tourne pour le régime de Ben Ali 145*Le bassin minier de Gafsa s'embrase* 146*La France envers et contre tout* 150*Bernard Kouchner insulté* 153*Dolce vita en Tunisie* 156*Les États-Unis haussent le ton* 161**Conclusion. Les incertitudes d'une fin de règne 167***L'Audace, victime du harcèlement de Carthage* 167*La paranoïa d'une dictature en bout de course* 169*La « régente » Leïla gère la succession* 173

Ps: Merci
d'achever le livre
si vous pouvez :)

CPI
Bussière



Composition Facompo, Lisieux.
Impression réalisée par CPI Bussière
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
en septembre 2009.
Dépôt légal : octobre 2009.
N° d'impression : 092579/1.
Imprimé en France

NICOLAS BEAU et CATHERINE GRACIET

LA RÉGENTE DE CARTHAGE

MAIN BASSE SUR LA TUNISIE

Nicolas Beau, ancien journaliste au Canard enchaîné, est le directeur de la rédaction du site www.bakchich.info. Il est notamment l'auteur de Paris, capitale arabe (Seuil, 1995) et de Notre ami Ben Ali (avec Jean-Pierre Tuquoi, La Découverte, 1999). Catherine Graciet, journaliste, dirige la rubrique «International» au site www.bakchich.info. Nicolas Beau et Catherine Graciet sont les auteurs de Quand le Maroc sera islamiste (La Découverte, 2006).

Dans une atmosphère de fin de règne, la Tunisie du général président Zine el-Abidine Ben Ali a vu son épouse, Leila Trabelsi, jouer depuis plusieurs années un rôle déterminant dans la gestion du pays. Main basse sur la Tunisie : telle semble être l'obsession du clan familial de la «**présidente**», comme le relatent en détail les auteurs de ce livre, informé aux meilleures sources et peu avare en révélations. Du yacht volé à un grand banquier français par le neveu de Leila à la tentative de mainmise sur les secteurs clés de l'économie, les affaires de la famille Trabelsi se multiplient sur fond de corruption, de pillage et de médiocrité intellectuelle.

Mais la surprise dans cette triste vie du séral tunisien vient de la forte personnalité de Leila, bien plus proche d'une Catherine de Médicis que d'une courtisane de boudoir. Son appât du gain et son habileté à placer les siens en font la digne héritière de Wassila Bourguiba, qui gouverna la Tunisie dans l'ombre d'un président vieillissant et malade. Connue pour la place faite aux femmes dans la vie publique, la Tunisie est le seul pays arabe où l'épouse du chef de l'État puisse prétendre à un tel rôle. Après l'influence, le pouvoir ? Alors que se préparait une nouvelle élection présidentielle truquée de Ben Ali, Leila tentait de se poser en régente, avec l'aide des siens et le silence complice de la France.

Nicolas Beau et Catherine Graciet plongent ici dans les arcanes, les alliances et les trahisons d'un pouvoir familial mesquin et pervers, qui tient lieu d'État dans une société à la dérive. Et où tous les signaux - politiques, économiques et sociaux - passent progressivement au rouge, tandis que le président et son entourage se préoccupent surtout de s'enrichir et de réprimer toute contestation.



La Découverte

www.editionsladecouverte.fr

9 015, rue Abel 1100



9 782707 152626

14 € ISBN 978-2-7071-5262-6